ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Tome XXIV N° 1 (Janvier—Mars)

Rapports économiques et mouvement des idées

Autonomies, petits et grands Etats

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPEENNES parait 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnement) sera adressée à „Romprefilatelia", Departamentul Export-Import Presă, P. O. Box 12-201, télex 10376, prsfi r, Calea Griviței nr. 64—66, 78104 București—România ou à ses représentants à l'étranger.
Le prix d'un abonnement est de $ 62 par an.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à la

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

Căsuța poștală 22.159, 71100 București.

Les articles seront remis dactylographiés en deux exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 15—20 pages dactylographiées pour les articles et 5—6 pages pour les comptes rendus

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Calea Victoriei nº 125, téléphone 50 76 80, 79717, București—România

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XXIV | 1986 | Janvier–Mars N° 1

SOMMAIRE

LE RÔLE DE VIENNE DANS LES RAPPORTS ÉCONOMIQUES ET CULTURELS DU SUD-EST EUROPÉEN AVEC LE CENTRE DE L'EUROPE

OLGA CICANCI

Préciser le rôle de la capitale autrichienne dans la vie économique et culturelle des peuples de l'espace sud-est européen (espace qui, pour certains spécialistes, s'étend jusqu'à Vienne même), c'est aborder un sujet trop vaste pour le cadre limité de la présente étude. Aussi, nous bornerons-nous, pour le moment, à l'examen d'un seul de ses aspects, à savoir : la manière dont les représentants du monde grec en tout premier lieu — et notamment ceux liés d'une façon ou d'une autre aux Pays roumains —, ainsi que ceux des autres peuples balkaniques se sont trouvés impliqués dans le réseau des liens économiques et culturels constitués au XVIII^e^ siècle et au commencement du siècle suivant entre le Sud-Est européen et le Centre de l'Europe.

A cet effet, comme de juste, les archives viennoises sont les premières à dépouiller, car c'est là que sont concentrés les documents attestant la présence des représentants du monde balkanique et le rôle qu'ils ont tenu dans les relations du sud-est et du centre de notre continent. La question devait sans doute susciter l'intérêt des historiens du Sud-Est européen au premier chef. En 1932, l'historiographie roumaine allait enregistrer un premier essai visant à brosser l'histoire de la communauté « gréco-valaque » de Vienne : il s'agit de l'étude de Ion I. Nistor intitulée *Bisericile și școala greco-română din Viena*[1] (Les églises et l'école gréco-roumaine de Vienne), fondée sur des documents autrichiens, tirés des archives du ministère de la guerre et du ministère des cultes, dont quelques-uns publiés par l'auteur comme annexe. Dans un chapitre de son ouvrage *Byzance après Byzance*[2], Nicolas Iorga développe la thèse de Vienne devenue au XVIII^e^ siècle le centre économique et culturel, voire politique, de la grécité et du monde sud-est européen. De son côté, dans un article intitulé *Pentru ce primele ziare grecești au apărut în Austria?* (Pourquoi les premières gazettes grecques ont-elles paru en Autriche?)[3], Demostene Russo donne un aperçu succinct de Vienne en tant que centre politique et spirituel de l'Europe orientale. Enfin, on retrouve des réfé-

---

[1] Académie Roumaine, « Mémoires de la Section Historique », série III, tome XIII, p. 1—40

[2] *Byzance après Byzance*, chap IX, Bucarest, 1934

[3] *Studii istorice greco-române*, vol. II, Bucarest, 1939

rences à ce sujet dans toute une série d'ouvrages de synthèse ou spéciaux, portant soit sur l'histoire de l'Empire autrichien, soit sur la diaspora grecque.

L'historiographie grecque compte elle aussi toute une suite d'ouvrages consacrés aux communautés grecques de l'Empire autrichien, mais ces ouvrages traitent surtout des activités politiques mises en œuvre par les protagonistes de la révolution de 1821. Mentionnons en première ligne le livre d'Anastasios Pallatidas, paru à Vienne en 1845 [4], qui parle en général de l'activité culturelle de la communauté grecque viennoise avant 1821 — ouvrage intéressant qui nous livre l'optique d'un intellectuel du XIX[e] siècle. Ces 57 pages représentent en fait un « discours patriotique » relatif au rôle des Grecs dans la vie économique et culturelle de l'Europe et à l'hospitalité dont l'Autriche et l'Allemagne ont témoigné à leur égard. En dépouillant les archives Rakoczi de Budapest, Spiros Lambros étudie aussi la naissance des communautés grecques de Vienne à partir du XVIII[e] siècle, aboutissant à la conclusion que celles-ci se composaient surtout de marchands originaires de Macédoine et d'Epire [5]. C'est également sur les marchands originaires de Macédoine et procédant à leur commerce en Autriche et en Hongrie que s'attarde, dans son livre, Théodore Natzina [6]. Quant à P. Enépekides, il publie un « inventaire » de 82 marchands grecs exerçant à Vienne en 1766 (trouvé aux Archives d'Etat de la capitale autrichienne), pièce qui comporte de riches données, particulièrement précieuses, sur l'activité commerciale qu'ils y développaient[7].

Il y a certes maints ouvrages dans l'historiographie grecque portant tout d'abord sur les intellectuels impliqués dans la révolution de 1821, sur Rigas Ferreos, sur les différents aspects de la vie culturelle, etc. et ces ouvrages seront cités au fur et à mesure sur le parcours de la présente etude. Mais, avant tout, il convient de mentionner la synthèse de N. Tomadakis sur *Les communautés helléniques en Autriche*, parue à Vienne en 1952 et offrant, entre autres, quelques appréciations d'ordre général en ce qui concerne les communautés viennoises[8]. Enfin, riche d'informations et interprétations se révèle le paragraphe dédié à la diaspora grecque en Autriche dans l'« Histoire de Macédoine », due à Ap. Vacalopoulos [9].

A ces références s'ajoutent encore celles fournies par l'historiographie serbe, bulgare ou hongroise, quand elles traitent de la diaspora grecque. Les ouvrages de cette catégorie qui nous ont été accessibles seront cités le moment venu.

---

[4] Intitulé Ὑπόμνημα ἱστορικόν περί ἀρχῆς καί προόδου καί τῆς σημερινῆς ἀκμῆς τοῦ ἐν Βιέννης ἑλληνικοῦ συνοικισμοῦ αὐτοσχεδιασθέν ἀφορμή τῆς νεαστί γενομένης μεταρρυθμίσεως τῆς ἐκκλησιαστικῆς ἡμῶν μουσικῆς εἰς τό τετράφωνον.

[5] Σελίδες ἐκ τῆς ἱστορίας τοῦ ἐν τῇ Οὐγγαρία καί Αὐστρία μακεδονικοῦ ἑλληνισμοῦ dans Νέος Ἑλληνομνήμων 8 (1911) et Ἔρευνα εἰς ταίς βιβλιοθήκαις καί ἀρχείοις Ρώμης Βενετίας Βουδαπέστης καί Βιέννης. *ibidem*. nº 17 (1923) et 18(1924)

[6] Οἱ μακεδόνες πραγματευτάδες εἰς τάς χώρας Αυστρίας καί Οὐγγαρίας Thessaloniki, 1939

[7] P K Enepekidès, *Griechische Handelsgesellschaften und Kaufleute in Wien aus dem Jahre 1766 (ein Konskriptionsbuch)*, Thessaloniki, 1959.

[8] P 459 et suiv.

[9] Ἱστορία τῆς Μακεδονίας *1351—1883*, Thessaloniki, 1969.

Mis à l'écart de la compétition politique en Europe occidentale, l'Empire autrichien, conformément aux principes du mercantilisme en vogue à l'époque [10], commence à ébaucher ce que les historiens devaient définir comme sa politique orientale. Afin de trouver de nouveaux marchés pour les produits de qualité inférieure de l'industrie autrichienne, ainsi que d'autres sources de matière première, la cour de Vienne se propose de mener de front le développement du commerce oriental et une expansion territoriale par voie de conquêtes *manu militari* [11]. De sorte que, au XVIII^e^ siècle, à la suite de ses guerres contre la Porte, Vienne s'empare d'un certain nombre de territoires du Sud-Est européen, tout en obtenant aussi une série de traités commerciaux avantageux sur les marchés orientaux [12].

Dès le XVII^e^ siècle, les marchands balkaniques et surtout les Grecs devaient tenir une place importante dans le trafic marchand entre l'Orient et l'Europe centrale, phénomène mis en lumière par bon nombre d'écrivains [13]. Or, presque toutes les routes terrestres du Sud-Est européen accessibles au trafic oriental avec l'Europe centrale en ce XVII^e^ siècle passaient par Vienne. Les marchands, grecs dans leur majeure partie, mais aussi bulgares, serbes, roumains et albanais, qu'il s'agisse des membres des compagnies commerciales de Brașov et de Sibiu, ou d'associés pour leur négoce respectif, se fixaient, souvent de façon temporaire, dans l'un ou l'autre des principaux centres économiques traversés par ces routes [14]. Petit à petit, ils arrivent à se fixer vers la fin du XVIII^e^ siècle en Hongrie, puis en Autriche, leur nombre augmentant sensiblement à Vienne surtout après la Paix de Passarowitz, qui ouvrait le Danube au trafic marchand. Ceci explique pourquoi ils ont fini par s'établir à demeure à Vienne.

Une étude de Sp. Lukatos [15], dédiée à la vie culturelle des Grecs à Vienne, se propose de mettre également au jour les raisons de l'immigration grecque dans cette ville. Il y décèle des raisons d'ordre économique, politique aussi du reste, et décompte les privilèges accordés à ces marchands. Ces privilèges découlaient des traités économiques turco-autrichiens, mais aussi et surtout des diplômes (privilèges particuliers) que

---

[10] Voir par exemple Hermann Kellenbenz, *Der Merkantilismus und die soziale Mobilität in Europa*, Wiesbaden, 1965.

[11] I. Moga, *Politica economică austriacă și comerțul Transilvaniei în veacul al XVIII-lea*, « Analele Institutului de istorie națională ». Cluj, VII (1936 1938) p 86—165 , S Papacostea, *Oltenia sub stăpînirea austriacă (1718 1739)*, București, 1970, etc.

[12] Gh. Netta, *Expansiunea economica a Austriei si explorările ei orientale*, București, 1930 ; I. Moga, *Les antécédents du traité de commerce de Passarowitz*, dans « Balcania », VI, 1943. p. 123—128

[13] Dont je cite N Iorga, *Points de vue sur l'histoire du commerce de l'Orient à l'époque moderne*, Paris, 1925 : D. I Popovici, *Armenii ca negustori in sec XVII—XVIII in Serbia și Austro-Ungaria*, București, 1934 . Tr. Stoianovich, *The Conquering Balkan Orthodox Merchant*, dans « Journal of Economic History », vol. 20, 1960 . Ap Vacalopoulos, 'Ιστορία του Νέου 'Ελληνισμοῦ B'Τουρκοκρατία *1453—1669*, vol II, Thessaloniki, 1964 , O Fuves, Oἱ ἑλληνές τῆς Οὐγγαρίας Thessaloniki. 1965 : O Cicanci, *Companiile grecești din Transilvania și comerțul european în anii 1636 1746*, București, 1981

[14] O Cicanci, *op cit.*

[15] Sp D. Lucatos, 'O πολιτικός βίος τῶν ἑλλήνων τῆς Βιέννης κατά τήν τουρκοκρατίαν καί τά αὐτοκρατορικά πρός ἀυτούς προνόμοια dans Δελτίον 'Ιστορικῆς καί ἐθνολογικῆς ἑταιρείας 15 (1961), p. 287 356

délivrait la cour de Vienne, désireuse d'encourager le commerce des Balkans et de l'Asie ottomane, où les marchands autrichiens ne parvenaient guère à se débrouiller [16]. Selon une information de Daniel Philippide dans sa « Géographie moderne », jusque vers la fin du XVIIIe siècle (notamment après la guerre russo-turque des années 1768—1774) 80 000 familles avaient inùgré en Autriche [17] — information reprise telle quelle à leur compte également par D. Russo [18] et Ap. Vacalopoulos [19].

Si tous les écrivains qui ont mentionné les communautés grecques de Vienne se sont montrés d'accord pour indiquer comme leurs patries d'origine l'Epire, la Thessalie et la Macédoine, il n'en reste pas moins vrai que lesdites communautés comptaient aussi parmi leurs membres des Serbes, des Roumains et des Bulgares. Une remarque d'A. Pallatidas le souligne ; il relève, en effet, le caractère hétérogène des communautés grecques de Vienne, qui comptaient des marchands venus des quatre coins du monde, d'Europe et d'Asie, des îles comme de Thessalie, d'Epire ou de Macédoine, de Thrace et de Bulgarie, ainsi que de Dacie. Et l'écrivain, en quelque sorte leur contemporain, note aussi la richesse de certains de ces marchands, dont le trafic englobait à part les produits turcs et européens, des marchandises ramenées des contrées bien plus éloignées, telles l'Asie, l'Afrique et l'Amérique [20].

En 1723, Charles VI délivrait un diplôme, ratifié le 9 juin 1726 par le conseil supérieur de guerre, accordant aux Grecs sujets ottomans le droit de se faire bâtir une église consacrée à Saint Georges, « symbole de la force du peuple » selon le commentaire écrit en 1794 par Th. D. Siatistéos, qui ajoute la précision du rôle important d'Alexandre Maurocordato l'Exaporite dans l'obtention de ce privilège [21]. Ceci marque le début d'une longue période de conflits, de 1723 à 1776, à propos de l'obédience de cette église à l'évêché de Carlowitz, obédience à laquelle certains membres de la communauté désiraient renoncer en faveur de celle à la patriarchie de Constantinople [22]. La dispute prendra parfois la forme d'un conflit entre « Grecs » et « Serbes », deux camps qui en réalité n'avaient aucun rapport avec la véritable origine ethnique des protagonistes respectifs [23]. Quant à l'administration autrichienne, elle désignait le groupement en question par le nom de *fratrie* ou *communauté* des Grecs de rite oriental et sujets ottomans. En parlant de ces communautés grecques d'Autriche, N. Tomadakis constate : « . . . la communauté de dogme — aussi bien les Serbes que les Valaques et les Bulgares avaient la même religion — couvrait tous les émigrés sous la dénomination de

---

[16] Par exemple. la Compagnie orientale de Vienne comptait en 1719 bon nombre de marchands grecs

[17] Daniel Philippidi Grégoire Kostanda, Γεωγραφία Νεωτερικὴ, Vienne, 1791, p. 136.

[18] *Op cit.*, p. 353.

[19] *Op. cit.*

[20] Al Pallatidas, *op cit.*, p. 13.

[21] L'ouvrage s'intitule Σκριτούρα δόπια ἤτοι ἡ τάξη τῶν πραγματευτάδικων, καταστίχων, Vienne, 1974, ΔΙΕΕ, 15 (1961), p 287—350.

[22] *Ibidem*, p. 311 et suiv

[23] Comme le métropolite de Carlowitz était le plus proche du centre viennois, il fallait que le prêtre grec de l'église de St. Georges soit agréé par lui.

"grecii", mais les véritables Hellènes étaient peu nombreux »[24]. Par ailleurs, tous ceux qui ont étudié la diaspora grecque sud-est et centrale-européenne se sont rendu compte que l'étiquette de « marchand grec » s'appliquait à n'importe quel trafiquant de produits orientaux, surtout quand il était originaire de l'Empire ottoman[25] ; si la langue commune de ces marchands était le grec, ils parlaient toutefois aussi leur propre langue — le serbe, le bulgare, le roumain ou l'albanais[26] et parfois également plusieurs de ces langues.

Le 10 février 1776, Marie-Thérèse accorde à la communauté « gréco-valaque » de Vienne le privilège d'officier publiquement son propre service religieux[27]. Jouissant d'une autonomie administrative, cette communauté procédait tous les deux ans à l'élection de ses curateurs, au nombre de trois, appelés à veiller sur ses biens, constitués par des cotisations et des donations[28]. Un nouveau diplôme[29] sera accordé par Joseph II le 3 août 1782, imprimé en 1783 par Joseph Kurzbeck en allemand, en grec et en slavo-serbe. Les sept articles de ce diplôme accordé à la communauté de rite oriental de Vienne réglaient le statut de « la fratrie des Rhomés ». Il y était prévu obligatoirement que le prêtre de son église soit grec, élu à la majorité de votes, et choisi parmi les desservants d'un monastère de Rumélie ; sa « chapelle » était obédiencière de la métropolie de Carlowitz. Si « la gent illyrienne » désire un prêtre « illyrien » uniquement pour communier, elle est libre d'en appeler un. Le nombre des curateurs montait maintenant à douze, également élus avec majorité des votes et le document précisait leurs diverses attributions, ainsi que la manière dont ils devaient gérer l'argent de la communauté et tenir ses registres. Toute décision devait reposer sur une majorité de votes et en cas de conflit il fallait s'adresser à la « Iustis Banco Deputation »[30].

Par suite du privilège concédé par Marie-Thérèse, bon nombre des marchands grecs qui exerçaient leur commerce dans les limites de l'Empire autrichien se sont naturalisés. De ce fait, deux camps ont fini par se dessiner au sein de la communauté : celui des sujets autrichiens, d'origine grecque, valaque ou roumaine (ces-derniers originaires de Transylvanie

---

[24] Ἀδελφότητα τῶν ἐνταῦθα πραγματευομένων μὴ ἡνωμένων Γραικῶν καὶ τῆς Ὀθωμανικῆς Πόρτας, ὑπηκόους, appelés ainsi tout le temps par le métropolite Sofronios Léontopoléos, dans son étude Ὁ ἐν Βιέννῃ ναὸς τοῦ Μεγαλομάρτυρος Γεωργίου, parue dans Ἐκκλησιαστικὸς Φάρος ἐν Ἀλεξανδρείᾳ an. IV, t. 7, 1911, p. 103—105.

[25] Voir le débat sur cette question chez O. Cicanci, *op. cit*, chapitre consacré à « La Structure ethnique des compagnies grecques de Transylvanie », p. 96 et suiv., ainsi que son étude *Solidarité de groupe et conscience nationale. le cas des compagnies de commerce*, « Revue des études sud-est européennes » (RESEE), XVI, 4 (1979). p. 774 et suiv.

[26] Voir aussi Sp. Lambros, Σελίδες . . , p. 286 et suiv

[27] I. Nistor, *op. cit.*, p. 72—73.

[28] *Ibidem*, p 73—74.

[29] Le texte original de ce document se trouve conservé aux archives du Ministère des Cultes, à Vienne. Un exemplaire de ceux publiés par Kurzbeck est gardé dans les archives de la communauté grecque de Brașov et c'est là que l'a découvert N. Iorga (I. Nistor, *op cit*, p 74).

[30] J'ai pu utiliser une photocopie du diplôme grâce à l'obligeance du prof N. Pantazopoulos. L'empereur Léopold II allait confirmer ce privilège le 11 mars 1791, puis son successeur François II, le 9 janvier 1794 (I. Nistor, op cit, p. 74 et l'annexe).

et du Banat), et celui des sujets ottomans. La mésentente qui les sépara les uns des autres fit qu'un nombre de 32 marchands sujets autrichiens demendent le 13 janvier 1786 la permission de se constituer en communauté à part, avec sa propre église, consacrée à la Trinité. Un privilège [31] leur sera concédé le 29 janvier 1787 leur accordant le libre exercice de leur confession de rite oriental, le document en question étant délivré à « la nation grecque et valaque ». Sous le rapport religieux, la nouvelle communauté était elle aussi soumise à la juridiction du métropolite serbe de Carlowitz. La communauté choisissait ses curateurs, appelés à percevoir les cotisations et les dons qui lui étaient faits. Certains détails sur cette nouvelle communauté gréco-valaque se retrouvent dans un rapport d'Athanase Szekeres, membre de la communauté et censeur impérial des communautés grecques. Grâce à lui on apprend que les sujets ottomans étaient plus nombreux, alors que les sujets autrichiens, appartenant surtout aux riches familles marchandes de Hongrie, de Transylvanie, du Banat et des autres provinces impériales, en minorité par rapport aux autres, manifestaient ouvertement leur opposition vis-à-vis de « la gent illyrienne » et du métropolite serbe de Carlowitz. Il nous semble intéressant de relever la manière dont le conseiller aulique Kressel justifie, dans un rapport adressé à l'administration autrichienne, la réponse positive qu'il a donnée à la demande de la communauté gréco-valaque concernant l'érection de la tour et de la cloche de son église, en levant de la sorte un interdit de la loi autrichienne. Le conseiller aulique explique qu'il a fondé sa décision d'une part sur le fait que cette communauté mérite une haute considération vu sa riche activité commerciale si utile à l'Empire, et d'autre part sur des considérations d'ordre politique (la crainte d'un mécontentement susceptible de faire le jeu de l'influence russe) [32]. Au sujet de la communauté gravitant autour de l'église consacrée à la Sainte Trinité, Th. Siatistéos ajoute que ses membres étaient jugés par les tribunaux autrichiens en tant que sujets de l'Empire ou bien, s'ils détenaient des titres de noblesse, par la cour de justice nobiliaire de l'Autriche Inférieure [33].

Si les documents émanés de l'administration autrichienne sont dans leur majeure partie déjà étudiés et publiés, il n'en est pas de même avec les archives de la Sainte Trinité de Vienne. En 1969, lorsque j'ai eu la possibilité d'explorer quelque peu ces archives [34], la tâche s'est avérée très difficile, car à l'époque elles n'étaient pas encore inventoriées [35]. De toute façon, il n'entre pas dans mon intention de présenter ici ces archives, d'autant plus que pour ce faire il faudrait disposer d'une étude de beaucoup plus approfondie. Ce qui importe pour le moment c'est de dégager ici le rôle des marchands balkaniques au XVIII^{e} siècle et au

---

[31] Edité par I Nistor dans sa version roumaine, *op. cit*, p. 77—78.

[32] I. Nistor, *op cit.*, p. 78

[33] Th. D Siatistéos, *op cit*, p 320

[34] O. Cicanci, *L'activité commerciale de Kiriaki Polizu dans les Principautés roumaines vers la fin de l'époque phanariote (d'après les archives de l'église grecque de Vienne)*, dans l'ouvrage *Symposium. L'époque phanariote*, Thessalonique, 1974, p. 401—411.

[35] Quelques années plus tard, G Kitutzkios de l'Université de Thessalonique devait travailler longuement aux archives de l'église de la Sainte Trinité de Vienne.

début du XIX[e] dans l'ensemble des liens économiques et culturels entre les sud-est et le centre de l'Europe, ensemble au sein duquel les communautés grecques de Vienne ont tenu une place particulièrement importante.

Dès le XVII[e] siècle, du reste, les marchands balkaniques, notamment ceux organisés dans les deux compagnies commerciales de Sibiu et de Brașov (en Transylvanie) représentaient les principaux protagonistes du trafic terrestre des marchandises orientales vers l'Europe centrale [36]. Stimulés par certains privilèges que les empereurs autrichiens, à commencer par Léopold I[er], leur avaient concédés, ils fondèrent des compagnies commerciales et des colonies d'abord en Hongrie [37] (vers la fin du XVII[e] siècle) et ensuite, au XVIII[e] siècle, dans toutes les provinces de l'Empire [38], ainsi que dans les grands centres économiques allemands [39], par exemple à Leipzig. Grâce à l'édition — due surtout aux historiens grecs — des archives de plusieurs familles marchandes, on peut compléter sensiblement à l'heure actuelle l'information relative au thème qui nous occupe.

On retrouve, par exemple, chez N. Tomadakis le nom de 46 marchands membres, en 1758, de la communauté grecque de Vienne [40]. D'autre part, P. K. Enépékidès nous offre un premier témoignage de la présence effective à Vienne de marchands originaires de l'espace sud-est européen, en publiant la conscription de 1766 qui fait état de l'installation à demeure dans la capitale de l'Empire d'un nombre de 13 marchands turcs, 18 juifs de Turquie, 21 arméniens et 82 grecs, dont quelques-uns venus depuis 1752. Chacun des 82 marchands « grecs » y figure avec une biographie succincte notant l'année de son arrivée à Vienne, la personne ou la compagnie avec laquelle il exerçait son commerce, ainsi que sa localité d'origine (la plupart d'entre eux de Thessalie, Epire, Macédoine, Bulgarie, Dobroudja, Constantinople). Le document en question comporte finalement aussi une liste de 96 autres marchands grecs, ceux-là venus d'Epire, Thessalie, Macédoine, Transylvanie et des villes de Tirana, Philippopolis, Smyrne, Constantinople et Leipzig [41].

Les archives de l'épirote Stavros Ioannou comportent des documents concernant la période 1782—1837, dont 42 registres portant sur son commerce à Vienne et à Iannina [42]. Deux de ces registres sont remplis des comptes de l'association de Stavros Ioannou avec Kostas Athanasiou, Margaritos Vassiliou et Démétrios Tirah à Vienne, dans l'intervalle 1790—1807. Ils reproduisent les noms des marchands avec lesquels cette association était en rapport, constituant un vaste réseau qui englobait Smyrne,

---

36 O. Cicanci, *Companiile grecești din Transilvania.*

37 O. Fuves, *op. cit.*; A. Somogyi, *Kunstdenkmäler der griechischen Diasporen in Ungarn*, Thessaloniki, 1970 ; Zsolt Trocsanyi, *Gesetzgebung der fürstlichen Epochen in Siebenbürgen und die Rechtsstellung der Balkan-griechen in Siebenbürgen*, « Etudes balkaniques », VII, 1 (1971), p. 94—104.

38 D. I. Popovici, *op. cit.*; Ap. Vacalopoulos, *op. cit.*, p. 380 et suiv. ; idem, Ἱστορία τοῦ Νέου Ἑλληνισμοῦ, vol. II.

39 Gheron Netta, *op. cit.*; Tr. Stoianovich, *op cit.*

40 N. B. Tomadakis, *op. cit.*, p 88.

41 P. K. Enepekides, *op. cit.*

42 Les archives de Stavrou Ioannou, conservées à la Bibliothèque Nationale d'Athènes sont présentées dans « Ἠπειρωτικὰ Χρονικά », 14, (1939), p. 1—3.

Trébizonde, Constantinople, Serres, Siatista, Ambélakis, Iannina, Iași, Brașov, Pest, Livourne, Venise, Florence, Trieste, Messine, Vienne, Amsterdam, Potsdam et Berlin [43]. Par ses soins, quantité de marchandises — coton, huile, riz, raisins secs, figues, pelleteries, draps, etc. — étaient véhiculées vers l'Europe centrale et l'association s'adonnait aussi à des opérations bancaires (lettres de change, billets à ordre, traites, emprunts). Ainsi qu'il résulte des registres mentionnés, les marchandises respectives étaient achetées généralement en Turquie. L'un des registres, titré « Comptes courants 1807 — Vienne » reflète la collaboration de Stavrou Ioannou avec un certain Théodore Zabecou (de Constantinople, à ce qu'il paraît), qui lui procurait du coton, des vêtements, de l'or et qui faisait partie de la communauté de Saint Georges [44]. Le fils de Stavrou Ioannou, Georges, s'était fixé à Sibiu, comptant parmi les notables de la compagnie grecque de cette ville [45]. Le réseau commercial de Stavrou Ioannou était des plus vastes, les sommes d'argent et la quantité de marchandises qu'il manipulait étaient très importantes, aussi l'étude exhaustive de ses archives enrichira-t-elle de beaucoup l'ensemble des données concernant la vie économique du Sud-Est européen à son époque.

Un représentant typique de la bourgeoisie grecque est à notre avis Kiriaki Polizou. Sujet tour à tour turc, autrichien et prussien, selon les circonstances, tantôt désigné comme « un marchand grec fixé à Vienne », tantôt réputé « riche marchand de Bucarest », il était arrivé à une grande prospérité, entretenant des rapports économiques avec les centres économiques les plus importants d'Europe centrale et d'Orient. Vienne était le principal siège de son activité marchande et bancaire. C'était de là qu'il dirigeait ses affaires (avec Georges Pazzanis comme lieutenant) ; c'était là qu'il recevait les comptes rendus des marchandises arrivées chez ou expédiées par Manicati Safranou de Sibiu ou Nicolaos Pannou Ioannou de Brașov, tous les deux membres marquants des compagnies marchandes de leurs villes respectives. Dans une lettre adressée à un diplomate prussien [46], il s'affirme étroitement lié par ses affaires à la Valachie et à la Moldavie [47]. A Bucarest, il avait ouvert en association avec Grégoire Sfungaras un magasin où il avait investi un capital de 18 000 florins [48], tout en entretenant aussi dans cette même ville des relations d'affaires avec d'autres marchands — un certain Georges Cernovit, un certain Ianaki Mikhail, etc. Il était en relations d'affaires également avec un officier de douane, Vasile Iconomu de Galați [49]. Ce-dernier, du reste, s'associait à Grégoire Sfungaras en 1799—1800 pour acheter à Leipzig des marchandises locales ou importées d'Angleterre et de Silésie [50]. Les marchandises

---

[43] Les trois associes avaient leurs magasins à Vienne, Zemun, Smyrne, mais Vienne restait leur principal siège.

[44] Ἠπειρωτικὰ Χρονικὰ n° 14.

[45] Voir O. Cicanci, *L'activité commerciale de Kiriaki Polizou...*

[46] En 1801, il demande à l'envoyé spécial de la Prusse à Vienne une lettre d'introduction pour Constantin Hypsilanti.

[47] O. Cicanci, *op. cit.*, p. 406.

[48] Le contrat entre Polizou et Sfungares en 1796 se trouve à Vienne, faisant partie des archives de l'église de la Sainte Trinité.

[49] O. Cicanci, *op. cit.*, p. 407.

[50] Les archives de la Sainte Trinité comportent des listes avec cette sorte d'achats et les tarifs de marchandises achetées à Leipzig.

de Leipzig et de Breslau, tout comme celles de Vienne étaient acheminées par Pest et Sibiu vers Bucarest (la traversée des Carpates méridionales se faisant sous la surveillance de Manicați Safranou, par le point de douane de Turnu Roșu). Une autre route prise par les produits d'Europe centrale concentrés à Vienne passait par Bran (sous la surveillance de Nicolas Pannou Ioannou), pour aboutir également en Valachie, après avoir ravitaillé en chemin les marchés de Transylvanie. Et ce n'était pas tout : une partie des marchandises en question (étoffes, dentelles, mouchoirs, bas de soie, tissus, gilets, chapeaux viennois, pelleterie de luxe, violons, etc.) s'en allaient plus loin encore, à Constantinople (d'où étaient ramenés les produits orientaux), par Roussé et Varna, où le partenaire d'affaires de Kiriaki Polizou était Sakellariou [51].

Tous les associés de Polizou étaient aussi agents de change, ils changeaient par exemple les groschen contre des florins, qu'ils renvoyaient à Vienne. De son côté, Polizou était en contact avec les différentes banques de Berlin et d'Amsterdam qui transféraient de l'argent ou effectuaient des paiements pour son compte [52]. D'ailleurs on le retrouve souvent à Berlin pour affaires ; il y est même reçu par le roi de Prusse, dont il sera ensuite nommé le consul à Bucarest [53].

L'étude exhaustive des archives grecques de l'église consacrée à la Sainte Trinité de Vienne — archives qui comportent, à ce qu'il paraît, même certains documents de la communauté de l'église de Saint Georges — rendra possible l'évaluation plus exacte et concluante de la présence des marchands balkaniques en Europe centrale. Pour le moment, on n'a eu que l'aperçu des suites de cette présence, comme le montrent les résultats importants obtenus par plusieurs historiens grecs qui s'en sont occupés. Pour ma part, j'ai pu y relever, par exemple, une vaste correspondance commerciale d'un certain nombre de riches marchands entretenant un vaste réseau de relations d'affaires dans le sud-est et le centre de l'Europe ; en voici quelques noms : Pappa Nicolaou (1811—1845), Nicolas Caloda, Antoine Stamatopoulos, Ioannis Garras, Aristide Pappa, etc. [54].

Les listes déjà publiées des donations faites à l'église Saint Georges de Vienne nous donnent les noms des donateurs, ainsi que le montant des sommes données dans l'intervalle des années 1784—1821. Jusqu'en 1801, les noms inscrits sont rares, puis, à partir de 1803 y sont attestés 107 marchands donateurs ; en 1806 — 18 ; en 1807 — 60 ; en 1808 — 9 ; en 1810 — 38 ; en 1811 — 11, etc. ; dans certains cas le nom respectif est suivi de la précision qu'il s'agit d'un chef de famille ou bien que le don a été fait au nom d'une « association marchande » [55]. Comme, à de rares exceptions près, le nom du même donateur ne revient pas chaque année, ces listes peuvent servir au dénombrement, même en partie, des marchands balkaniques se trouvant à Vienne à l'époque concernée. Parmi ces dona-

[51] D. Limona, *Catalogul documentelor referitoare la viața economică a Țărilor Române în secolele XVII—XVIII*, I, p. 210, 370, 832.

[52] O. Cicanci, *op. cit.*, p. 406.

[53] *Ibidem*, p. 404, note 1.

[54] Dossier « Schulakten II ».

[55] Sofronios, métropolite de Léontopoleos, 'Ο ἐν Βιέννῃ ναός τοῦ ἁγίου Μεγαλομάρτυρας Γεωργίου chap. III, dans « 'Εκκλησιαστικός Φάρος ἐν 'Αλεξανδρείᾳ » vol. IX, 1912, p. 5—14.

teurs, on relève pour l'année 1794 le nom du prince Démètre Galatzine, ambassadeur de Russie à Vienne [56].

Quant aux archives de la communauté de l'église Saint Georges, elles comportent entre autres la correspondance de ses membres avec des confrères opérant en Russie, Turquie, Valachie (notamment à Craiova), ou dans les villes de Vidin, Pest et Zemun. Les communautés grecques ou les compagnies commerciales s'adressaient les unes aux autres à l'intérieur de l'Empire autrichien pour régler certains problèmes non seulement d'ordre économique, mais concernant aussi la vie religieuse, l'enseignement, les livres, etc. Par exemple, le 14 février 1755, la communauté des marchands de Carlowitz demandait un registre de comptes à la communauté grecque de l'église Saint Georges de Vienne [57]. Notons aussi la riche correspondance du président de la communauté grecque de Vienne avec le hiérarque Grégoire Callagani de Carlowitz, correspondance qui couvre à peu près trente années (1805—1834) [58]. Une correspondance soutenue, sur des questions analogues, existait également entre la communauté de l'église Saint Georges de Vienne et les communautés de Pest et de Zemun [59].

Les archives de la compagnie grecque de Brașov comportent un codex de 238 pages avec la copie des lettres adressées au curateur de l'église de la Sainte Trinité de Vienne durant les années 1799—1850 [60]. « La relation commerciale Zemun-Vienne était chose absolument courante » écrit D. I. Popovici [61], qui apporte toute une série d'exemples en ce sens. En même temps, il met en évidence le rôle des marchands grecs et aroumains qui constituaient la riche colonie de Zemun [62], relais important sur la route conduisant dans l'Empire ottoman d'où l'on importait surtout de la laine, du coton et de la cire [63].

En soulignant l'importance et la puissance économique des riches colonies grecques de Sibiu, Brașov, Tokaj, Pest, Trieste, Vienne, Leipzig, Breslau et Poznan [64], N. Iorga notait : « Un esprit nouveau venait en même temps par le truchement des groupes prospères de marchands grecs qui se constituaient en Occident. Dès la fin du XVIIIe siècle, l'empereur avait accordé de grands privilèges aux marchands grecs, slaves, voire roumains, dont les groupements représentaient eux aussi une forme — économique cette fois — de la communauté byzantine. Ces privilèges visaient à faciliter les échanges de produits entre l'Occident germanique et la Turquie » [65].

---

[56] Le tsar Alexander Ier participe le 27 septembre 1814 à un office divin, à l'église de Saint Georges (*ibidem*, p. 15).

[57] Cf. les Archives « Sremski Carlović », fonds doc. grecs.

[58] Cf. les Archives de l'église de la Sainte Trinité de Vienne, « Schulakten II. »

[59] Voir chez Sofronios, le métropolite de Léontopolés, *op. cit.*

[60] Ce codex s'intitule Κόπιας γραμμάτων τῶν πρός τοὺς ἐν Βιέννης ἐπίτρόπους τῆς ἐκκλησίας τῆς Αγίας Τριάδος *1799—1800*, grec et allemand. J'ai trouvé ce codex à l'église grecque de la Sainte Trinité de Brașov (dans la version grecque).

[61] *Despre aromâni. O ţinţărime*, Bucureşti, 1934. p. 95.

[62] C'est avec le plus haut intérêt que nous attendons l'édition des archives de la communauté de Zemun, étudiées par Ioannis Papadrianos de l'Institut d'études balkaniques de Thessalonique.

[63] Voir par exemple V. Popovici, *Les marchands ottomans à Vienne en 1767*, « Revue historique du Sud-Est européen », XVII, nos 3—4, (1940), p. 166 et suiv.

[64] N. Iorga, *Byzance après Byzance*, p. 236—338.

[65] *Ibidem*, p. 236.

*

Vienne hébergeait à l'époque non seulement une riche colonie grecque, mais aussi une activité culturelle florissante, illustrée par les écoles, la presse et quantité de publications. Le 30 novembre 1803, l'empereur François II donnait son accord pour la fondation de l'école grecque [66]. On trouve chez I. Nistor les huit conditions imposées à la direction de l'école, qui devait comporter quatre classes seulement et non pas cinq, comme la communauté grecque l'avait demandé. Il a fallu aussi ajourner la création d'une classe de philosophie [67]. Suivant cet écrivain « par la fondation de l'école nationale grecque s'était créé à Vienne un centre de culture et de propagande grecque » [68]. Je n'entrerai pas dans le détail du fonctionnement de cette école, puisque la majeure partie des documents la concernant sont encore inédits. Mais la correspondance échangée par Eufronios Raffaèl Popovitch (originaire de Timişoara), enseignant à cette école, et la communauté grecque de la Sainte Trinité offre quantité de détails intéressants, qu'il me faut renoncer d'évoquer ici, car ils méritent bien une étude à part [69]. Si j'ai pensé toutefois devoir signaler la fondation de cette école, c'est parce que je suis entièrement d'accord avec I. Nistor en ce qui concerne son importance : cette école grecque de Vienne allait concentrer toute une série d'intellectuels grecs ou balkaniques, qui poursuivront ensuite des études supérieures en Autriche et en Allemagne.

Parmi les anciens étudiants de l'Université viennoise (fondée en 1365) il y a bon nombre de Grecs, surtout au XVIIIᵉ siècle et au commencement du siècle suivant. Une catégorie importante des intellectuels grecs formés à Vienne sont devenus médecins. Suivant les traités d'histoire de la médecine grecque [70], ou en mettant à profit la contribution de G. Zaviras et d'autres sources encore, on constate qu'au XVIIIᵉ siècle et au cours du premier quart du XIXᵉ siècle (jusqu'en 1821), 17 médecins grecs avaient fait leurs études à l'Université de Vienne [71]. Ce n'est donc pas par hasard que la Bibliothèque Nationale de Vienne, qui compte aussi des manuscrits médicaux, dispose de 53 exemplaires rédigés en grec [72]. La majeure partie des jeunes venus étudier la médecine à Vienne étaient originaires de l'Epire et de la Macédoine, alors que les uns se fixeront là pour exercer leur profession, il y en aura qui ne pratiqueront que de façon temporaire, pour finir par s'adonner à d'autres activités et, enfin, une dernière catégorie : ceux qui iront soit dans les provinces grecques, soit dans les Pays roumains ou en Hongrie. Entre ces médecins, un certain nombre s'imposeront comme enseignants et écrivains, auteurs d'ouvrages originaux ou traducteurs de littérature médicale, de manuels

---

[66] Le décret impérial de sa fondation émis le 6 mai 1804 (I. Nistor, *op. cit.*, p. 89—90).

[67] *Ibidem*, p. 90—91.

[68] *Ibidem*, p. 91.

[69] Le « Fond der griechischen Nationalschule von Jahre 1801 bis zum Jahre 1830 » compte quatre cartons aux Archives de l'église de la Sainte Trinité de Vienne

[70] Par exemple, l'ouvrage de Sp. Harokopos, Ἀπό τήν ἱστορία τῆς ἰατρικῆς καὶ τῆς κοινωνικῆς πρόνοιας στήν Ἑπτάνησο Athènes,1970. p. 40—41.

[71] O. Cicanci, *Medici greci în viaţa politică şi culturală a sud-estului Europei în veacurile al XVII-lea şi al XVIII-lea* (ouvrage manuscrit).

[72] H.Hunger, *Katalog der griechischen Handschriften der Osterreichen National bibliothek*, Wien, 1976, p. 37—106.

et même (mais moins fréquemment) d'œuvres littéraires qu'ils rendent d'allemand en néogrec. Qu'il me soit permis d'en donner quelques exemples éloquents. Tout d'abord, le cas d'Anastasios Perdicaris — Vlaque de Grama, à ce qu'il paraît — qui commence par étudiér la médecine à l'Université de Vienne avant de devenir lui-même professeur à cette même université et membre du Conseil médical, puis, en 1781, membre de l'Académie viennoise [73]; il traduit une série d'ouvrages allemands en grec et en écrit lui-même quelques-uns [74]. Un autre ancien étudiant en médecine et philosophie de l'Université de Vienne, Constantin Mikhail de Castoria, donne la version grecque d'un Manuel de médecine français et il est l'auteur de plusieurs ouvrages de médecine [75]. Le « Loghios Ermis » de Vienne fait paraître plusieurs études de chimie et de pharmacologie dues à Démétrios Nitos de Zagora, ancien étudiant en médecine à Vienne et exerçant dans l'île de Corfou [76]. Originaire de Cozani, Michel Perdicaris faisait en 1775 des études médicales à Vienne, mais dont les ouvrages traitent de sujets touchant à la linguistique et à la philosophie [77]. Un ancien élève d'Eugène Vulgaris de Iannina, Michel Perdicaris, poursuit des études en médecine à Vienne, pour se fixer ensuite à Bude, en exerçant d'une part sa profession de médecin et d'autre part enseignant à l'école grecque de la ville [78].

Une place de choix dans l'histoire culturelle du néohellénisme revient aussi aux centres universitaires allemands. A la fin du XVII[e] et durant le XVIII[e] siècle, par exemple, 25 médecins grecs avaient fait leurs études à Halle, Jena, Leipzig, Gottingen, Francfort et Munich. Selon la coutume du temps, tous ces étudiants en médecine avaient également suivi soit auparavant, soit après les cours d'une autre université, généralement ceux de la Faculté de médecine viennoise [79]. Par exemple, Michel Skendos était un savant remarquable, membre de plusieurs académies (la Cesareea Leopoldina-Carolina de Vienne, l'Académie de Berlin, etc.) et sociétés médicales, il a exercé sa profession à Vienne, tout en écrivant aussi plusieurs études, éditées en Autriche et en Allemagne [80]. Et les exemples pourraient se multiplier, mais ce simple coup d'œil est suffisamment éloquent pour montrer l'importance du rôle des médecins dans la vie culturelle du Sud-Est européen et en tant que facteur de liaison entre cette partie du continent et son centre.

Mais d'autres catégories d'intellectuels grecs ayant fait ou parachevé leurs études à Vienne ont eu leur place dans la vie culturelle de leur époque, soit comme professeurs, soit comme éditeurs. Ce fut le cas de Manassis

---

[73] O. Cicanci, *op. cit.*

[74] Par exemple l'Ermnnic sur la manière dont on doit traiter la maladie française, Vienne, 1794 (G. Zaviras, ('Ελληνικὸν θεάτρον, Athènes, 1972.

[75] Ses ouvrages s'intitulent : « La diététique — histoire synoptique des commencements et des progrès de la médecine et des expériences des anciens et des nouveaux chercheurs en médecine », Vienne, 1754 et « Histoire de la médecine », Constantinople (Zaviras, *op. cit.*, p 411—412 : Sp. Harikepos, *op. cit.*, p. 71—72).

[76] P. Arvantinos, Βιογραφική συλλογή τῆς Τουρκοκρατίας, Ianina, 1960, p. 149.

[77] Il fut, par exemple, l'auteur d'un « Manuel relatif à la Syntaxe des mots » et de plusieurs dialogues philosophiques, ainsi que de quelques épigrammes (Zaviras, *op. cit.*, p. 55).

[78] *Ibidem*, p. 401.

[79] O. Cicanci, *op. cit.*

[80] Cf. l'étude de P. Cernovodeanu — N. Vatamanu.

Héliadi de Melnik, étudiant d'abord et enseignant ensuite à l'Académie Princière de Bucarest [81], qui a développé aussi une activité culturelle fort estimée à Vienne en 1785 et en 1801—1804 [82]. Ayant étudié les sciences exactes et la philosophie à Vienne, Halle et Padoue, Grégoire Constandas sera ensuite professeur à l'Académie Princière de Bucarest et à l'Ecole d'Ambelakia, éditant aussi à Vienne, avec Daniel Philippidis « Νεωτερική Γεωγραφία » [83]. Un autre professeur renommé a été Polizois Contos, auteur de plusieurs manuels scolaires, ayant habité Vienne pendant un certain temps et très lié avec les milieux intellectuels de cette capitale [84].

C'est un fait généralement connu que Vienne était à l'époque également le centre d'une riche et soutenue activité typographique. Des intellectuels grecs, tels Athanase Pétros Psalidas de Iannina (ancien étudiant de l'Université dé Vienne) ou Ioannis Emmanuel de Castoria (qui avait étudie la philosophie à Pest) y firent paraître en 1791—1792 des traductions de manuels scolaires (l'Arithmétique, par exemple, parue sous l'égide de l'Académie viennoise) [85]. De même Stefanos Comitas, lui aussi ancien étudiant de l'Université viennoise, devait y rédiger une Encyclopédie imprimée dans la capitale de l'Empire autrichien en 1812—1814 [86]; il sera ensuite professeur de philosophie et directeur de l'Académie Princière de Bucarest [87]. Du monde et du milieu intellectuel grec viennois sera également lié Néophyte Doukas d'Epire, professeur de philosophie et de logique, auteur de plusieurs ouvrages [88]. D'autres intellectuels grecs se sont trouvés à Vienne à un moment donné, par exemple un Anthimos Gazis, un Daniel Philippidis, etc., établissant le contact avec leurs compatriotes et confrères [89].

Enfin, les premières gazettes grecques sont elles aussi parues à Vienne : « Ephéméris » (1790), « Le Télégraphe Hellénique » (1812—1829) et le « Mercure Savant » (1812—1821) [90] — mais il est inutile d'en parler longuement ici, puisque ces gazettes ont déjà fait l'objet d'études spécialisées. Toutefois, on ne saurait oublier que maintes questions sont susceptibles d'être résolues grâce à l'étude exhaustive des collections de ces gazettes — étude qui reste encore à faire. Il s'agit là de documents d'une importance toute particulière pour la vie politique et culturelle du Sud-Est européen.

---

[81] Les collections de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine comptent plusieurs de ses manuscrits en tant qu'étudiant et professeur (C. Litzica, *Catalogul manuscriselor grecești din Biblioteca Academiei*, București, 1909, p. 388).

[82] A. Camariano-Cioran, *op. cit.*, p. 397—407

[83] *Ibidem*, p. 433—446

[84] *Ibidem*, p. 330, 568.

[85] Zaviras, *op. cit.*, p. 187—188, 380.

[86] S'intitulant : 'Εγκυκλοπαίδεια ἑλληνικῶν μαθημάτων ... ἐκ τῶν ἀρίστων συγγραφέων καὶ ποιητῶν.

[87] A. Camariano Cioran, *op. cit.*, p. 511—518.

[88] *Ibidem*, p. 494—511.

[89] Une étude documentée du milieu de Vienne et surtout de l'activité de Daniel Philippidis et A. Gazis chez Ecatérine Koumariano Δανιὴλ Φιλιππίδης — Barbié du Bocage — Ανθίμος Γάζης 'Αλληλογραφία (1794 — 1819), Athènes, 1966.

[90] Cf. par exemple, D. Russo, *op. cit.*, vol. II, p. 353—384 ; G. Laios, 'Ο 'Ελληνικός τύπος τῆς Βιέννης, Athènes, 1961.

*

Comme je le notais dans la première partie du présent exposé, le problème qui nous occupe devrait faire l'objet d'une étude plus poussée et de grande envergure, une monographie par exemple. Mais pour en arriver là, il faudrait auparavant examiner quantité de documents encore inédits et consacrer une série d'études à l'investigation méthodique de ses divers aspects. Aussi, les pages qui lui sont réservées ici n'ont-elles d 'autre but que de cerner l'information actuelle à ce sujet et de souligner, grâce à quelques données inédites et à l'évocation des archives encore peu explorées, le fait que notre problème est insuffisamment connu, malgré son importance toute particulière pour l'histoire économique et culturelle du sud-est de l'Europe.

Malgré ce coup d'œil plutôt sommaire, quelques conclusions s'en dégagent. Le point de vue de certains spécialistes — point de vue plutôt exposé que démontré — selon lequel Vienne aura tenu un rôle essentiel dans le développement de la vie économique et culturelle, politique aussi, sans doute, de l'Europe du sud-est, me semble tout à fait justifié. D'autre part, c'est maintenant chose démontrée que le nom de « Grecs » ou « communauté grecque » s'appliquait en fait à une sorte de conglomérat où, à part les Grecs proprement dits, figuraient aussi des Roumains, des Valaques, des Serbes, des Bulgares et des Albanais. Du fait de la présence temporaire ou à demeure de certains représentants du monde grec dans toutes les provinces roumaines et compte tenu en outre de ce que plusieurs routes marchandes importantes traversaient l'espace géographique de ces provinces, les marchands roumains se sont trouvés associés ou en affaires avec les marchands grecs et balkaniques, fournissant leur apport soit au sein des compagnies, soit dans le cadre des maisons de commerce à l'épanouissement du trafic international et de transit de et vers l'Europe centrale, avec Vienne comme plaque tournante. Même les quelques données de la présente étude peuvent rendre compte assez exactement de la force économique à laquelle étaient parvenus les marchands du Sud-Est européen, force économique qui devait leur conférer une importance croissante dans la hiérarchie sociale. Leur prospérité économique, doublée d'un certain degré d'instruction fit de cette classee marchande une bourgeoisie apte à obtenir des privilèges politiques. Mue par des intérêts en premier lieu économiques, l'administration impériale de Vienne a commencé par aider au progrès économique et culturel de cette bourgeoisie du Sud-Est européen, dont les représentants s'établissaient de façon temporaire dans les grands centres de l'Empire. Puis, le temps aidant, cette bourgeoisie est devenue une force politique active, avec un programme préconisant la libération nationale et la fondation des Etats nationaux modernes.

LE COMMERCE BALKANIQUE DES PORTS DANUBIENS ET LES PROGRÈS DE LA MARINE MARCHANDE FRANÇAISE (1848–1859)

CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU

Les recherches roumaines récentes ont démontré les conséquences importantes que le Traité d'Andrinople (1829) a eues pour le développement du commerce danubien [1]. C'est surtout grâce à la riche documentation que renferment les Archives d'Etat de Bucarest — et en premier lieu les registres douaniers des échelles [2] — que les relations commerciales de la Valachie et de la Moldavie [3] avec la Péninsule Balkanique ont pu être étudiées.

En limitant l'immixtion de la Sublime Porte dans les affaires intérieures des pays roumains, le Traité d'Andrinople avait créé des conditions favorables pour les échanges commerciaux de la Valachie avec les Balkans. D'autre part, les Règlements Organiques [4] avaient fixé les principaux points douaniers (14 échelles) qui assuraient le passage des marchandises, les dotant d'une administration efficace et en prenant toute une série de mesures destinées à moderniser les ports du Danube. Il s'ensuivit un extraordinaire essor de ces villes-ports (Brăila et Galați surtout), qui y attira un grand afflux de population. Une vive concurrence nous est signalée par les rapports consulaires [5] entre marchands autrichiens, français, anglais ou sardes tentés par la richesse en céréales et par différentes autres matières premières des pays roumains et de la Bulgarie.

Mais si les marchands occidentaux trouvaient avantageux ce marché, récemment libéré de la domination ottomane, si l'intérêt de l'Autriche, de l'Angleterre et de la France pour le commerce danubien s'est matérialisé par l'impulsion donnée à la navigation du grand fleuve [6], c'est que les marchands roumains et balkaniques (bulgares, grecs, turcs et serbes) ne cessaient d'approvisionner les ports danubiens. Ainsi que

---

[1] Voir surtout Vl. Diculescu, S. Iancovici, C. Danielopolu, M. N. Popa, *Relațiile Țării Românești cu Peninsula Balcanică (1829–1858)*, București, Editura Academiei, 1970, 308 p.; C. Bușe, *Comerțul exterior al Galaților sub regimul de porto-franco (1837–1883)*, București, Editura Academiei, 1976, 202 p.; Voir aussi l'ouvrage encore inédit : G. Penelea, C. Papacostea-Danielopolu et Lidia Demény, *Brăila — port internațional*

[2] Pour les principaux fonds consultés, v. Vl. Diculescu, S. Iancovici, C. Danielopolu, M. N. Popa, *op. cit.*, pp. 7–8. Il s'agit d'une source unique pour le commerce balkanique, ces registres douaniers étant introduits en Valachie par le Règlement Organique. V aussi notre article : *Marchands roumains et balkaniques dans le commerce danubien (1829–1859). Aperçu* bibliographique, dans « Revue roumaine d'histoire », XX, 4, 1981, pp. 711–716.

[3] Pour la Moldavie, v. surtout l'ouvrage cité de C. Bușe.

[4] V. Vl. Diculescu, *op. cit.*, p. 14.

[5] Archives de l'État Bucarest, Section des microfilms, inp. 82 et mp. 126.

[6] V. *Marchands roumains et balkaniques ...*, pp. 712–713.

Rev. Études Sud-Est Europ., XXIV, 1, p. 17–26, Bucarest, 1986

nous le remarquions ailleurs [7], malgré la présence des commerçants européens dans le commerce danubien, pour les transports à grande distance, en ce qui concerne les transports locaux rattachant le vaste « hinterland » du Nord et du Sud du fleuve, ceux-ci étaient entre les mains des marchands balkaniques. Échanges entre Roumains, Grecs, Bulgares et Serbes d'une part, approvisionnement des ports danubiens d'autre part, en vue du commerce européen, sont les principaux aspects qui se détachent des registres douaniers que l'administration des Règlements Organiques avait introduits dans toutes les échelles du Danube [8]. Les principaux centres bulgares du Danube, particulièrement actifs après le Traité d'Andrinople, sont : Lom-Palanka, Rahova, Nicopole et Rusciuc, qui exportent la plupart de leurs céréales par Galați et Brăila.

Un important réseau de routes commerciales — reconstitué par Vladimir Diculescu [9] — traversait la Valachie, la rattachant à la Transylvanie au nord et à la Péninsule Balkanique au sud. Il n'y avait « aucun centre plus important du pays qui ne fût lié à un endroit de la rive du Danube » [10]. Cinq routes rattachaient la Transylvanie aux principales villes de la Valachie et de la Moldavie, en suivant généralement les cours d'eau et en aboutissant à la fin à Brăila, Giurgiu, Oltenița, Turnu-Măgurele, Izlaz, Bechet, Calafat, Cerneți (plus tard Turnu-Severin) et Vîrciorova [11]. Les marchandises étaient transportées jusqu'au Danube en chariot ou par l'eau, à l'aide des barques. Dans le cas des céréales exportées d'Oltenița, on les transportait sur terre jusqu'à la rivière, ensuite sur le Jiu et l'Olt, jusqu'au Danube, où on les chargeait sur des bateaux maritimes [12].

Les marchands balkaniques utilisaient les routes périlleuses des défilés des Balkans pour transporter leurs produits aux marchés danubiens de Silistra, Rusciuc, Nicopole, Vidin, par les vallées de la Morava et du Vardar, ainsi que par « le chemin des armées » qui partait de Constantinople, par Andrinople, Philippopole (Plovdiv), Sofia [13].

Parmi les produits exportés par les pays roumains par les ports danubiens (animaux, sel, bois, poisson, miel, cire, etc.), les plus recherchés par les commerçants européens étaient *les céréales*. Nous avons déjà signalé l'intérêt manifesté par l'Autriche et l'importance de ses lignes de navigation inaugurées en 1831 [14] pour l'animation du commerce balkanique, telle que l'a étudiée Mme. V. Paskaleva. En ce qui concerne les marchands sardes, les démarches de Pietro Santoni de Livourne [15] nous semblent édifiantes pour rendre leur vif désir de participer au commerce danubien. De même, les commerçants anglais sont très actifs dans les

---

[7] *Ibidem*, p. 711.
[8] Vl. Diculescu, S. Iancovici, C. Danielopolu, M N. Popa, *op. cit*, p. 12—14.
[9] *Ibidem*, p. 24—25.
[10] *Ibidem*.
[11] *Ibidem*, p. 24.
[12] *Ibidem*, p. 25
[13] *Ibidem*.
[14] Virginia Paskaleva, *Parahodnolo plavans po dolina Dunav do Krimskata voina*, « Studia Balcanica » 1970, pp. 281—298.
[15] Patricia Herlihy (Harvard), *A Report on the Commerce of Moldavia and Wallachia, in 1840*, « Revue des études sud-est europ. », 1. 1974, pp. 121—137.

ports de Brăila et de Galați, en rivalisant avec les négociants français, ces derniers étant particulièrement sensibles aux progrès des Anglais et des Autrichiens [16].

Nous nous arrêtons aujourd'hui à une période culminante de la poussée du commerce naval français vers le Danube, couvrant presque une décennie, que les rapports consulaires français reflètent de manière suggestive, avec une précision et un soin du détail qui en font des sources de toute confiance.

Le consul de France à Bucarest, Eugène Poujade, communiquait en 1849 au Ministère des Affaires Etrangères de France la situation du commerce de céréales du Danube [17], en faisant d'amples commentaires au sujet de l'intérêt qu'il présentait pour la France. Ce qui retient notre attention, c'est son mécontentement de constater que dans la documentation envoyée de Constantinople, *le tableau pour une période de 10 ans (1837—1847) du commerce français avec les colonies et les puissances étrangères* ne donnait aucune mention spéciale pour le Danube au chapitre intitulé *Céréales*. En attirant l'attention sur cette lacune de la documentation française, Poujade écrivait au ministre : « Beaucoup de céréales sont chargées à Brăila, Galați, Măcin et même à Tulcea dans la direction de Constantinople, en étant ensuite dirigées vers les ports de l'Europe occidentale ». Le consul précise : « Le Danube est le point de départ des produits, tant de Moldo-Valachie que du Nord de la Bulgarie ; or j'oserais exprimer mon avis que l'article *Turquie*, devrait être rédigé dans nos situations douanières ainsi qu'il suit : Au grand chapitre : *Turquie*, deux sous-chapitres : le premier : *Les ports du Danube*, le second : *Les autres ports* ».

Pour soutenir son point de vue, le consul français annexait également à ce rapport les tableaux qui exprimaient l'importance des expéditions de Brăila des dernières années.

L'intérêt de la France pour le commerce danubien, au milieu du XIXe siècle, rendait donc nécessaires de bons renseignements mis à la disposition du Ministère des Affaires Etrangères, de la Chambre de Commerce de Marseille et des consuls des Principautés, contenant des données précises sur la situation de la récolte et du marché danubien en général (quantités de produits disponibles, prix courants, conditions du fret des navires). C'est d'ailleurs ce qui détermina un agent commercial de Brăila de publier un bulletin des *prix* des céréales et de la *quantité* existante sur le marché, ainsi que sur *l'affrètement* des navires, *le nombre des navires affrétés* et le cours *du change*. Le bulletin fut accueilli avec une vive satisfaction par les commerçants français de la Méditerranée, ainsi que par les consuls, qui se hâtent de l'envoyer à la Direction commerciale du Ministère des Affaires Etrangères de France [18].

En 1853, ce ministère demandait au vice-consul de Brăila d'envoyer — en vue de l'installation d'un entrepôt dans ce port — « une étude d'ensemble sur la législation douanière des Principautés moldo-valaques,

[16] C. Robert, *Les Slaves de Turquie*, Paris, 1844. V. surtout N. Michoff, *Contributions à l'histoire du commerce de la Turquie et de la Bulgarie*, Sofia, 1970, vol. VI.

[17] Archives de l'État Bucarest, Microfilms France, mp. 126, p. 94r. Correspondance de l'Agence et du Consulat Général de la République Française à Bucarest.

[18] *Ibidem*.

législation sur laquelle le Département (des Affaires Intérieures) n'avait que des renseignements tout à fait incomplets »[19]. Une publication française de l'époque, *Annales du Commerce Extérieur*, rendait l'essentiel des matériaux envoyés par les consuls, sous la rubrique : *Principautés danubiennes. Mouvement commercial de Galatz et d'Ibraïla.*

Grâce à la documentation requise par la direction du commerce extérieur français et à la diligence des consuls des ports danubiens, qui envoient régulièrement les relations les plus compétentes sur la vie économique de Brăila et de Galați, nous pouvons reconstituer les progrès de la navigation française sur le Danube et du commerce qu'elle y déployait à la VIe décennie.

Nous trouvons dans la correspondance consulaire et dans le périodique cité les situations annuelles de l'importation et de l'exportation de Brăila, les tableaux avec le nombre de vaisseaux et leur nationalité, les quantités et les catégories de marchandises apportées ou remportées par les vaisseaux français. Des riches commentaires qui les accompagnent et qui évoquent la vie commerciale de ce port florissant, nous apprenons les pratiques de ce commerce, la concurrence toujours plus acharnée des marchands anglais, autrichiens et français, surtout pour les fameuses céréales de la zone danubienne, ainsi que pour le débouché de leurs propres produits. La modalité des transactions, utilisant les formes modernisées de l'achat à distance, sur base d'échantillons et l'emploi du crédit [20], ainsi que les relations avec les Roumains et les autorités roumaines, sont d'autres aspects intéressants que nous offrent ces sources et dont nous nous occupons ailleurs [21].

Mais, nous nous bornons à constater maintenant les progrès du commerce français à Brăila et les données concernant le commerce extérieur de la Valachie tel qu'il est enregistré dans ce port international des Roumains. Les consuls envoient des situations trimestrielles — parfois même mensuelles — de l'activité portuaire, ainsi que du montant annuel de l'exportation et de l'importation pour toute la décennie (1849—1859), à l'exception de l'année 1854, lacune explicable pendant la guerre de Crimée. Il s'en détache très clairement la balance commerciale et les marchandises grâce auxquelles la balance du commerce de Brăila est excédentaire, les directions dans lesquelles se dirige l'exportation, les principales marchandises importées, leur provenance (il s'agit en général des marchandises anglaises et en second lieu françaises, ces dernières n'arrivant pas à occuper la première place des importations roumaines). En 1849, par exemple, nous constatons que, malgré le fait que la plupart des céréales roumaines prenaient la route d'Angleterre, le commerce marseillais continuait à se fonder, au Bas Danube, sur les céréales apportées de Brăila et de Galați. On note cette année l'importance acquise par le maïs pour les progrès de l'exportation des deux ports et on signale

---

[19] *Ibidem*, p. 351v.

[20] V. aussi David Cohen, *Des relations commerciales entre les Principautés Roumaines et les terres bulgares au cours des années 40—60 du XIXe siècle*, « Bulgarian Historical Review », 1974, 2, pp. 70—98.

[21] *Marchands roumains et balkaniques dans les relations de la Valachie avec la Péninsule Balkanique (1829—1858)*, notre étude inédite encore, qui fait suite au volume collectif cité de Vl. Diculescu, S. Iancovici, C. Danielopolu et M. N. Popa.

aussi la supériorité de l'exportation valaque, dont la croissance est plus rapide que celle de la Moldavie.

Pour 1851, les consuls français constatent avec inquiétude le progrès des importations anglaises à Brăila, alors que l'importation des produits français était en baisse (cette dernière représentant environ la moitié de la valeur de l'importation anglaise). En 1853, les relations commerciales de Brăila avec l'Angleterre atteignent un moment de pointe, surtout en ce qui concerne le commerce du sucre, ce qui ne manque pas d'alarmer les observateurs français, puisque le sucre était le produit français le plus apprécié, non seulement en Valachie et en Moldavie, mais en Orient également. « L'Angleterre — constatait le bulletin „Annales du commerce extérieur" — qui nous suivait pour ce produit, nous a dépassés dans une telle mesure, du moins pour le port de Brăila, qu'elle a livré en 1835 [des marchandises] pour 885 000 fr. Ce résultat n'est pas tellement dû aux qualités du sucre français, ni à son prix, mais au fait que son emballage est trop volumineux et lourd. Le poids du sucre expédié d'Angleterre n'est pas augmenté par un emballage double en papier épais et lourd, condition qui fait que le sucre français perd plutôt que de gagner, en ce qui concerne le prix. Si nos fabricants voulaient purifier davantage et supprimer le carton qui le couvre . . . nous avons tous les motifs de croire que ce commerce aura beaucoup à profiter de ces mesures » [22].

Toujours à ce moment de pointe qu'est l'année 1853 pour le commerce de Brăila, un long rapport présente la situation de la navigation de ce grand port et de Giurgiu, en montrant que « le port de Brăila est le point central de l'importation et de toute la Valachie par voie maritime . . . Des moyens de transport légers et rapides permettent de transporter à Brăila (de différentes régions de la Valachie), en une semaine, jusqu'à 50 000 kg, de sorte qu'à la fin du mois de mai, la moitié de la récolte de l'année précédente peut être déposée dans ce port ». Le nombre des vaisseaux français monte à 35 (par rapport à 2 en 1849, 4 en 1850 et 10 en 1851). Dès la fin de 1852, la correspondance consulaire française argumentait la nécessité pour la célèbre *Compagnie des Messageries Impériales*, qui assurait les relations commerciales de la France avec les colonies et avec l'Orient, d'établir une ligne navale bimensuelle Marseille — Constantinople — Galați et Brăila, en continuant même, à la rigueur, jusqu'à Giurgiu. Toutes les marchandises françaises devaient arriver dans les Principautés directement de Marseille.« J'ai vu dans les journaux — écrivait Eugène Poujade — que les bateaux des Messageries nationales vont directement à Salonique ; pourquoi cette Société ne montrerait-elle plus d'audace et ne ferait-elle pas de sorte que notre pavillon soit vu dans la Mer Noire et sur le Danube ? J'ai la conviction qu'elle en reviendrait bientôt avec des bénéfices considérables » [23]. En mars 1853, toujours Poujade communiquait au ministre français Drouyn de Lhuys, en même temps que certains changements au vice-consulat de Brăila, que : « Brăila est un port qui gagne chaque jour en importance, parce que c'est ici qu'on

---

[22] « Annales du commerce extérieur », nº 902, p 4.

[23] Arch. État Buc., Fonds Ministère des Affaires Intérieures, Div. com., dossier 35/1856, f. 409.

fait les plus grandes affaires d'exportation des Principautés et que c'est toujours ici que se trouvent les négociants qui font le plus grand commerce de céréales et de laine ».

Les progrès de la marine commerciale française sur le Danube mènent en 1857 — après quelques années de tâtonnements — à l'établissement de la ligne projetée par la Compagnie des Messageries Impériales Françaises, entre Constantinople et Brăila, en passant par Varna et Galați. L'initiative locale des marchands de Brăila avait été pour beaucoup dans cette reprise des relations commerciales navales franco-roumaines. Dans une requête adressée par ces marchands au Ministère des Affaires Intérieures de France, G. Marghiloman soulignait l'importance des commerçants de Brăila en tant que facteur décisif de la vie du port, en expliquant leur compétence par leur double qualité de représentants des habitants de la ville et des marchands « et étant donné qu'ils sont étroitement liés tant au commerce européen qu'à l'activité du port ». C'est donc « en parfaite connaissance de cause » et « en discutant avec maturité » que « les messieurs commerçants se sont prononcés avec unanimité sur la nécessité d'intéresser le commerce de l'Europe entière dans notre port, pour la prospérité de Brăila et du pays entier ».

Réitérant leur requête, les marchands de Brăila l'envoient en 1857, par le vice-consul A. Duclos, à Wallevski, le ministre des Affaires Étrangères de la France, en demandant le rétablissement de la ligne de bateaux des Messageries Impériales, qui n'avait fonctionné que pendant 4 mois, en 1856. Les signataires de cette requête, sujets français [24], exprimaient leur regret de ne plus avoir de liens directs avec Marseille.

Mais un courant hostile à la concession d'un débarcadère pour les Messageries Impériales s'était formé à Brăila. Les commerçants « sujets autrichiens et grecs » s'y opposaient avec acharnement, au grand étonnement des autorités françaises. Le Ministère des Affaires Étrangères de France, en s'adressant au département valaque des Affaires Intérieures, compare cette attitude à celle des marchands de Galați : « pendant qu'à Galați la Compagnie des Messageries Impériales a obtenu la concession d'un terrain sur lequel elle a bâti un débarcadère, à Brăila on ne l'a pas obtenu à cause des intrigues d'une corporation de cette ville, formée surtout de sujets autrichiens et grecs, présidés par N. Armelino [25], agent de la société autrichienne du Loyd ».

Afin de vaincre l'hostilité de cette corporation, la Compagnie des Messageries Impériales envoya à Brăila son inspecteur, Georges Brénier, qui devait mener les pourparlers avec la municipalité de cette ville « en comptant aussi sur l'appui du gouvernement, car il ne demandait à Brăila que les mêmes conditions qu'à Galați . . . et dont la Société autrichienne du Loyd et du Danube jouissent depuis longtemps ». Brénier signa le Projet de Convention entre la Municipalité de la ville de Brăila et la Compagnie des Messageries Impériales par lequel on concédait un débarcadère de la rive du fleuve pour une période de 60 ans [26].

---

[24] V. Annexe no 1.
[25] Il s'agit d'un grand marchand grec de Brăila.
[26] V. Annexe no 2.

Malgré l'opposition de cette corporation rivale, les sujets français de Brăila voyaient avec satisfaction, en même temps que le rétablissement de la ligne des Messageries Impériales, l'installation d'une Compagnie franco-danubienne le 13 juin 1857. Le but de cette Compagnie était « de mettre en communication directe avec la France les provinces riveraines du Danube, à l'aide d'un service de navigation fluviale à vapeur, entre Belgrade, capitale de la Serbie et Galați, port franc de la Moldavie, sur une distance d'environ 1 000 km ». La Compagnie franco-danubienne avait également pour objet d'introduire l'élément commercial français dans les provinces danubiennes et en même temps d'établir un courant continu d'importation en France des principaux produits de ces provinces. Le texte communiquant la constitution de la Compagnie fait état de « l'accueil chaleureux » fait à l'expédition française d'exploration sur les rives du Danube. « En Moldavie, en Valachie, en Bulgarie, en Serbie ou Bosnie et même à Constantinople, commerçants, banquiers, capitalistes, propriétaires se hâtent d'entrer en relations avec la Compagnie franco-danubienne » [27].

L'expédition française mentionnée avait fait une analyse minutieuse de la situation, en arrivant à la conclusion que, grâce aux céréales et au bétail achetés dans les pays roumains, on rendra d'immenses services au commerce français, permettant aussi de faire baisser le prix de la viande. Certes, les avantages étaient des deux côtés, puisque la Compagnie créait des conditions favorables pour les pays roumains également, en facilitant la vente de leurs produits et le cours régulier et continu des échanges. Assumant toutes les opérations de commission et assurant aux participants un triple bénéfice, en tant que *vendeurs* des produits naturels, ainsi qu'*intermédiaires* et *transporteurs*, la Compagnie attira un grand nombre d'actionnaires français et roumains.

Mais le conflit entre les marchands sujets autrichiens d'une part et les sujets français d'autre part, allait de nouveau éclater, à l'occasion du projet d'installation d'une Compagnie de navigation grecque, en 1859. Les membres de la municipalité (commerçants, propriétaires et députés de quartier), conscients de l'importance qu'avait la concurrence en tant que stimulant de la vie économique, accusaient les autres « de s'opposer de manière systématique et sans aucune raison, voulant priver le port de Brăila de tendre la main aux ports européens et de priver ainsi le commerce de Brăila des bienfaits, de l'élan que chaque habitant des Principautés Unies est obligé d'offrir pour le bonheur et la prospérité même de son pays » [28]. « Ils le font — affirme la Municipalité — sans comprendre que *la ville de Brăila, comme la ville de Galați, sont les portes d'or des Principautés Unies* et que tout empêchement au développement du commerce de ces deux villes nuit au pays entier » [29]. L'un des arguments des membres de la Municipalité est celui des avantages économiques de la concurrence : « hier on a donné à la Compagnie française une place pour son commerce maritime, demain à la Compagnie grecque,

---

[27] Arch. État Buc., Microfilms France, Mp. 82, p. 260—261.
[28] Arch. État Buc., Fonds Min. des Aff. Int., Div. com., doss. 35/1856, p. 410^{rv}.
[29] *Ibidem*, p. 411^{rv}.

de sorte que n'importe quelle compagnie viendra faire concurrence dans notre port, il faut qu'elle soit bien reçue et traitée sur le même pied d'égalité ».

Les progrès du commerce français à Brăila pendant ces années qui séparent la révolution de 1848 de l'Union des Principautés (1859), reflètent, en même temps que l'animation croissante du commerce balkanique au Danube, l'ascension sûre et rapide d'une bourgeoisie qui lutte avec acharnement pour assurer le développement du commerce. C'est ce qui nous explique l'essor sans précédent enregistré par l'économie roumaine dans cette période décisive pour la formation de l'État moderne roumain.

ANNEXE No 1

Signatures des négociants de Brăila, protégés du vice-consulat français de cette ville, qui demandent — par son intermédiaire — la reprise des transports avec les bateaux des Messageries Impériales Françaises sur la ligne Constantinople—Brăila

Le mémoire est signé par le Président de la Municipalite de Brăila, Ioan Vrăbiescu
Membri : N. Sagarciano, George Konstantin.
1857, 1/13 II. Ibraïla Secr. P. Crimka

— N. Mitragha, député de Commerce
— N Marghiloman
— Giuseppe Penkas
— Giuseppe I. Bohor
— N. Statopoulos
— Fratelli Policromadi
— John Filiberti
— André Barberi
— K. Caralli
— M. Poppovich
— T. T. Pambuchi
— Const. Caragea
— T. K. Iconomu
— Frères Zaoussoglou
— A. Delibacali
— Miltiadi Ciriași
— Télémaque Ciriași
T. H. Ștefan
— Michel Stanciovich
D. Vassilovich
— I. Stefanovich
— Pericles M. Pestemagioglou
— S. Stellian
— Artin Schirinian
— Crisostome D. Savva
— Arghir Angello
— C. Poppovich
— N. Philodore
— D. Marinesko
— A. Haim
— P. Doicanu

ANNEXE N° 2

Archives de l'État Bucarest
Ministère des Affaires Intérieures.
Division communale.
Doss. 35/1856, pp. 268—279.

Projet de Convention entre la Municipalité de la ville d'Ibraïla et la Companie des Messageries Impériales Françaises

Entre Mrs...... Mrs....
Membres de la Municipalité d'Ibraïla, agissant au nom de cette ville, sous réserve de la ratification du pouvoir compétent, d'une part,

Et Monsieur G. Breuier, Inspecteur de la Compagnie des Services Maritimes des Messageries Impériales Françaises, agissant au nom de cette compagnie, sous la réserve de la ratification de son Conseil d'administration, d'autre part

ARTICLE PREMIER

La ville d'Ibraïla, considérant l'importance d'une ligne de Navigation Postale à Vapeur qui, par Constantinople et Marseille, met la Valachie en communication régulière directe, sûre et rapide avec la France entière ;

Désirant faciliter, autant qu'il est en son pouvoir, les opérations de la Compagnie qui exploite cette ligne, et la mettre en mesure d'introduire dans son installation matérielle des améliorations qui sont réclamées par tout le commerce ;

Voulant enfin reconnaître les services que cette Compagnie a déjà rendus au pays ;

Confirme à la Compagnie des Services maritimes des Messageries Impériales Françaises l'autorisation qui lui a été accordée, dès le début de son service, d'occuper et d'utiliser comme débarcadère le terrain situé le long du fleuve, compris entre les magasins de la Députation et le chemin de l'abreuvoir

ARTICLE 2

La délimitation de ce terrain, faite en présence d'un délégué du consulat de France, d'un délégué de la Municipalité et d'un délégué de la Compagnie, est arrêtée conformément au Procès verbal et au plan annexés à la présente Convention

ARTICLE 3

La Compagnie aura le droit de clôre ce terrain, ainsi limité, d'y élever toutes les constructions nécessaires à son service et de l'occuper pendant soixante ans, aux conditions suivantes

ARTICLE 4

La Ville entendant se réserver la propriété du terrain, une redevance annuelle de dix ducats lui sera payée par la Compagnie. Cette redevance sera acquitée par avance, le 1^er^, Janvier de chaque année, à dater du 1^er^ Janvier 1959

ARTICLE 5

Si, pour une raison quelconque, le Service de la Compagnie des Messageries Impériales, dans le Danube, venant à être supprimé, avant le délai stipulé plus haut, la ville d'Ibraïla aurait (sic) le droit de lui racheter les constructions faites sur le terrain occupé par elle. Ces constructions seraient, à ce moment, estimées contradictoirement entre la Ville et la Compagnie lesquelles, en cas de partage désigneraient un tiers arbitre

ARTICLE 6

Si la ville ne jugeait pas à propos d'user du droit de rachat, la Compagnie conserverait la faculté d'utiliser, au mieux de ses intérêts, les constructions faites par elle, et ce, pendant tout le temps restant à courir sur le terme fixé par la présente convention, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration des soixante ans indiqués plus haut

ARTICLE 7

A l'expiration de ces soixante ans, les constructions reviendraient, telles quelles, avec le terrain, à la Ville, sans aucune indemnité à la Compagnie

ARTICLE 8

Si, à l'expiration de ce terme, la Compagnie continuait son service sur le Danube, elle devrait être maintenue, de préference à tous autres, mais à titre de simple locataire, dans la profession des constructions dont la propriété retournerait aussi à la Ville.

ARTICLE 9

La presente Convention, ainsi que ses annexes sont faites en triple exemplaire. De ces exemplaires, l'un restera déposé aux Archives du Vice-Consulat de France de cette ville

Fait triple a Ibraila

STRAT VERSUS XENOPOL. THE CRYSTALLIZATION OF THE THEORY "ROMANIA A PREDOMINANTLY AGRARIAN COUNTRY" AND ITS FIRST REFUTATION

ROBERT PĂIUŞAN

Few theories in Romanian historical and economic thinking had such an echo in public life, even if mostly through critical reference, and generated such hot disputes like "Romania a predominantly agrarian country".[1] In fact, more was said and written about its implications at several levels, its echoes in different social and intellectual media and less, or very little, about the very moment of its crystallization as a social and economic model, on the one hand, and the moment of its first refutation based on rigorous scientific arguments, on the other. The present article focuses on the last two aspects.[2]

The theory has been connected to a whole set of ideas, put forward starting with the fourth decade of the 19th century from various scientific and socio-political viewpoints. Nicolae Suţu[3] described Moldavia in 1838 as "a predominantly agrarian country". Seldom used during the decades to follow, the phrase entered the common language during the 1860's when it started being used in scientific studies, in the most circulated press and even in the literature.

Let us see now the arguments, gathered in the mid-decades of the 19th century, backing Romania's agrarian destiny. According to Ion Ghica[4] agriculture was meant to ensure a social balance, and to offer the country a better standing in world trade. Ghica had voiced a widely-spread idea of his time asserting that the only source of welfare was the land with its resources, i.e. agriculture first and foremost.

Tradition was mostly put forward. In 1867 Nicolae Suţu still believed that it was not suitable "to divert the inhabitants of a predominantly agrarian country from their old occupation and engage them on a way, for a long time still inaccesible to their productive power". An equally questionable opinion emphasized the superiority of the big landowners'

---

[1] Hence forward, the theory "Romania a predominantly agrarian country" will be called simply the theory

[2] The bibliography on this matter is extremely rich We shall quote only some titles Olga Constantinescu, *Critica teoriei „România ţară eminamente agrară"*, Bucureşti, 1973; A. D Xenopol, *Opere economice*, Bucureşti, 1967; Ion Strat, *Tratat complet de economie politică*, Bucureşti, 1870; Victor Slăvescu, *Ion Strat. Economist, financiar, diplomat*, 2 vol, Bucureşti 1946; Al Zub, *A D Xenopol O bibliografie*, Bucureşti, 1973

[3] Nicolae Suţu (1798 1871), Romanian economist

[4] Ion Ghica (1816—1897), Romanian politician, economist, writer

Rev Études Sud-Est Europ., XXIV, 1, p. 27—34, Bucarest, 1986

properties for the expansion of the agricultural production. This assertion effectively contributed to support those social forces interested in maintaining Romania a country with a backward landowners' agricultural system.

An establishment derived from the same state of affairs was the lack of capital that made an economic readjustment impossible. The lack of capital was not an insurmountable drawback (foreign capital could have been invested as it actually happened) but once raised, the objection came back as a boomerang because the main cause of this drawback was just the landowners' parasitical consumption; Moruzi, [5] for instance, supported this idea, while Suţu and Ghica did not reject foreign investments.

Another argument was the fact that in the predictable future, Romanian agricultural products could better be sold than the manufactured ones. Moruzi agreed with an international economic order based on the industrial countries-agrarian countries balance (theorized at international level only in our century) because, according to him, such an order might favour Romania's products. He wrote : "our weapons are the ploughs, the world markets our battlefields", an argument taken over and widely spread by Ion Ionescu de la Brad. [6]

The above mentioned ideas, however, were not formulated within a doctrine; they were mere opinions dealing with practical matters of a social, economic or fiscal nature. It may therefore be easily understood that the authors started from local realities like the low efficiency of agriculture occupying most of the active population, the weak development of industrial production, of communications and banking, as well as from certain ideas of free trade, the wellknown current of political economy.

There had been opponents to the arguments of the theory among the contemporaries, even if not very numerous. Actually, the supporters themselves were not very numerous so that this might not have been a hindrance; but the set of their arguments was rather narrow. The most interesting critical dialogue regarded the requirement for the industrial development of the country as an alternative to the predominantly agrarian development, requirement backed by Dionisie Pop Marţian,[7] Teodor Diamant, [8] George Bariţ. [9] Other objections concerned the type of landowners' agriculture corresponding to Romania as a predominantly agrarian country. Besides some other generous sentences, this was the whole content of the 1860's criticism. However, let us remind, that the intellectual atmosphere at that time could not provide the opponents to the theory with landmarks for a keener criticism while the principles of free trade economy were still at their height. Therefore, scientific criticism of the theory was left to a younger generation.

---

[5] Alexandru Moruzi (1815 1878), Romanian economist.

[6] Ion Ionescu de la Brad (1818 1891), Romanian economist and farming expert.

[7] Dionisie Pop Marţian (1829 1865) Romanian economist and statistician

[8] T. Diamant, Romanian adept of French utopian socialist Fourier

[9] George Bariţ (1812 1893), Romanian politician and historian

It must be thus concluded that, up to the 1860's, elements of the theory were to be found within the public thinking and mentality, without however being incorporated into a coherent logical system; its main ideas had been advanced by several authors under various circumstances. Therefore on one hand the theory did exist but its components were scattered, on the other it had been the target of violent criticism, yet with insufficiently strong arguments to be scientifically defeated. We might identify two different planes: the first one concerned with ideatic aspects of the theory and a second one containing the various reflections of this theory on the interests and behaviour of certain social groups in everyday life. Among those who were engaged in the dispute on the first plane, some had adopted many of the ideas of the free trade without having a mature comprehension of them; therefore, they could not avoid some erroneous interpretations; others expressed arguments against the theory although they accepted the free trade ideas, as we have already seen. A permanent link between free trade ideas and arguments in favour of the theory tried later to establish the economist Ion Strat. On the second plane we meet with the clash of class interests. A rigorous application of this theory led to the "freeze" of the social and economic framework at the level of a favourable balance for landowners. But not all of the supporters of the theory were defending the interests of this social class. This may be considered as a fact, less taken into account by other scholars, which anticipated the subsequent adoption of the theory by representatives of social forces other than the landowners.

The two planes, the ideatic one and that of its reflection, are tightly connected, with a continuous influence on each other without however losing their autonomy. Towards the middle of the 19th century, they were still insufficiently differentiated, but by 1870 the former led to the development of a new model for the social-economic development of the country, while the latter entered the area of public life.

After 1860, the debate over the development prospects of the country reached a summit. The carrying out of most points of the 1848 revolutionary programme released the creative energies of the people and brought into the limelight new aspects concerning Romania's economic future. The country's increased economic-political ties with Europe were factors requiring judgements and reassessments of Romania's economic future. The foundation of certain political groups which were soon to become political parties with well-definedc lass and group interests, with political ideologies and election programmes demanded a strengthening of the ideological structure.

On the other hand, in mid-19th century, political economy witnessed huge developments such as the emergence of the protectionist theories and the coming into being of the Marxist political economy. In a very short time it was to become an important science, which was believed to have a significant role in the life of peoples. The effects of its development were felt by the 1848 generation as well, but they were mainly felt by the young Romanians studying in the Western Universities. The alternative for them all was either to maintain the preponderance of agriculture with possible correctives, or to promote a more complete development, industrial and agricultural, with all economic, social and political consequences

deriving there from. Naturally, as we have already shown, at the level of material interests the orientation of the social classes towards one or another of these variants had to observe certain determinations which made only more necessary the scientific argument. The answers were to come soon.

From among the generation of intellectuals trained in the years of struggle for the Union of the Principalities [10], it was Ion Strat who undertook the tàsk of integrating the theory into a coherent system, based on free trade ideas. Strat made himself known as a passionate advocate of the French and English free trade school. [11] He was intimately influenced by Ricardo, Smith, Malthus, Bastiat and mainly by Jean-Baptiste Say. As a professor, Strat exposed Say's ideas, with few exceptions, without any personal appreciation. In 1870 he gathered his lectures and published them under the tittle "A Complete Treatise of Political Economy".

The "Treatise", as we have already mentioned, is a compilation of the free trade theories. It was actually this fact which was first noticed and brought out various reproaches. Let us quote from among them B. P. Hasdeu's; [12] Hasdeu asked in a review of the book : "For whom has Mr. Strat written (this book — o.n.). For Europe? No as this is but a pale copy of what Europe has in the original. For Romania? So much the less as it has nothing specific in it" and further he asserted that the work "does never, not even wrongfully, apply the truth of science to the actual circumstances of Romania". If the former reproach was somehow justified, the latter was not right despite the author's polemic gusto.

Although the "Treatise" contained several hundreds of pages, the references to Romania's economic standing covered only 16 or 17 pages, of which those concerning the subject of our article are even fewer. There are ideas already voiced by his predecessors, such as : the lack of tradition in the non-agricultural branches for which people had "not the necessary aptitudes", the so-called advantages in international trade arising from the agricultural character of the country's economy, the role of Romania as a storehouse, etc. Being however aware of the weakness of his arguments, Strat characteristically added : "It is beyond any doubt that seeing the power and wealth reached by other nations due to the manufactures, we may be tempted to speed up the acclimatization of the industry in our country. Let us make no illusions. All artificial means that we could use to reach this aim, far from helping us, would only make things worse. (Industrialization — a.n.) is a natural consequence coming in the course of time without any intervention from the Government". [13]

[10] The Union of the Romanian Principalities, Moldavia and Valachia, took place in 1859

[11] Born in 1836 and untimely dead in 1879, Strat studied at the Law Faculty abroad. maybe in Heidelberg, surely in Berlin, where from he graduated in 1859 We may suppose that he also attended some political economy classes, but we do not know for sure. Anyway, there is no German economist quoted in the "Treatise" (although a lot of German jurists were) What and how much he had learned in Germany was reflected in his teaching at the University of Jassy where he was appointed professor at the Political Economy chair soon after his return Later he became a Finance Secretary, a diplomat. etc

[12] Bogdan Petriceicu Hasdeu (1838—1907). Romanian writer and journalist The quoted review was published in „Columna lui Traian", I, 40, 20 August 1870

[13] Ion Strat, *op cit*., p. 215

This is a conclusion in the very spirit of the classical free trade doctrine, interesting to be quoted as it shows that even in this "pure" form — thus more overrated — the doctrine itself did not recommend from a theoretical point of view the primacy of agriculture. In another context, Strat admitted protectionism for a limited time and space, yet no more than Say did, which was very little.

Another issue which with Ion Ionescu de la Brad, Ion Ghica and others appeared as a personal opinion, while Strat took it over from the conclusions of political economy, is that of the terms of exchange between agricultural and manufactured goods. Strat wrote : "When each nation deals only with those products which are naturally connected to its moral and material circumstances and when it has the whole opportunity to acquire the products it needs from foreigners at prices on which they can agree, then each nation shall produce more than today, its products being more perfect, cheaper and more abundant while the poor shall be less desperate".

As for the circumstances which might be favourable to the industrial development, Strat put forward an idea, not original because it echoed the views of Malthus and Bastiat, but new in that it had not been used before by other Romanian scholars. He asserted that industrial development depended on the population density in a certain area. "When population shall grow rapidly in our country then agriculture shall automatically cease to be our predominant activity for the mere reason that land shall not be enough for everyone and manufacturing shall instantly flourish" ; thus in the relation between development and population the main role was conceded to demographic expansion. We may notice that this argument opposed another one just mentioned above concerning the so-called lack of useful aptitudes for industrial development. Strat certainly used also other common anti-protectionist arguments ; the engendrance of certain lazy capitalists, higher prices to certain wares, etc. He also asserted the necessity to maintain the landowners' property.

We may therefore notice that, with some unsignificant exceptions, Strat does not put forward new ideas to back the theory. However, due to the fact that he intended to establish a link between these ideas and the free-trade doctrine, he overpassed the simple opinions of his predecessors. Ghica and the others had written no "Treatise", while Strat did. He aimed firstly to convince the reader of the superiority of the ideas backed by the free trade doctrine and subsequently to integrate the various arguments he could gather in this theory.

Issued on an already treaded ground, the "Treatise" offered a conservative model for the social and economic development of the country ; for all the above mentioned reasons, its issue in 1870 represented the point of mature crystallization, at the ideatic level, of the theory. For the first time, it appeared in a seemingly scientific form. Many of the author's arguments were unfit, but this was notinsurmountable. The possibility of spreading this model was anyway great.

The one who had an insight into this possible approach was a young man, then aged 23, named A. D. Xenopol.[14] He was just studying in

[14] Alexandru Dimitrie Xenopol (1847—1920) dealt in his youth with economic problems He gathered his studies and reviews in a volume printed in 1879 and reprinted several times afterwards. He later wrote important works of history and the philosophy of history

Berlin, as Strat had done a decade before where he read Strat's "Treatise"; he sent a review [15] of the "Treatise" to "Junimea" [16] which had granted him a scholarship. After Strat had left Berlin, the protectionist theories had gained a solid ground in most German Universities. Xenopol's professor, Eugen Duhring, was a passionate defender of the new school, illustrated by the works of the German List and the American Carey. Xenopol would probably have read with amazement Strat's obsolete proliberal pleading and grasped the disadvantageous meaning of some of his conclusions for the further development of the country, but when he wrote down his paper he imposed himself a remarkable rigour, considering the author's scarce experience.

He grasped that Strat's "Treatise" could eventually "influence unprepared minds", who could "receive the principles exposed in it as the latest word of science, a fact which could have only bad results". Because, as young Xenopol showed, the school of free trade economy, to which "the author belonged with his entire system", in other words, which was completely reflected in the reviewed "Treatise", "represented only the first stage in the development of political economy". The protectionist theories, illustrated by List and Carey, were unfairly ignored by the author although "they opened a new prospect to this science". According to Dühring's views, Xenopol asserted that free trade theories favoured in fact the interests of England and France and neglected those of other countries. He concluded that the free trade school was scientifically obsolete and promoted unfair economic relations. Thus Xenopol rejected Strat's assertions on the superiority of the free trade theories, which was an easier task. The second task, much more difficult, was to show gradually that their application to the economic situation of Romania, the way Strat had done it, did not meet the future interests of the country.

He firstly underlined the necessity for developing the nonagricultural branches. He intended to present "the causes that could stimulate a people to develop its industry and trade". He wrote : "Nothing is more dangerous for a people than to produce for a long time only raw materials such as agricultural products. The first consequence of this fact is the decay of agriculture itself..." He discussed also Strat's ideas on the relation between population density and the range of economic activities. Xenopol saw things differently : "As soon as population grows, the phenomenon of agricultural decay becomes more and more obvious. Agriculture will be unproductive..."

At the social level, Xenopol believed that due to the lack of variety of common activities, "the relations between producers inside the country are quite weak; since nobody exchanges with his neighbour the same wares — wheat for wheat, ox for ox, etc." At the same time, it is impossible to reach a political balance because these facts hinder the formation of a middle class between farmers and the upper class". So he rejected

[15] Published in „Convorbiri literare", IV, 16, 1 Nov 1870, 273 277.

[16] "Junimea" was a literary society founded in 1866 and led for many years by Titu Maiorescu The whole debate concerning the theory may eventually be included in the clearing-up disputes that occurred in those years at "Junimea" The society backed moderate conservative viewpoints concerning economic, political, cultural matters.

the argument that agriculture could ensure the existence and the social welfare of a comparatively greater number of people than any other branch.

Xenopol also showed the gap in international trade between agricultural and industrial wares : "raw materials are coming back as manufactured goods, for which the predominantly agrarian countries pay manufacture and transport costs which could be lower or even disappear if manufacturing occurs in that very country".

Therefore, Xenopol concluded, "the industrial objects, necessary, on the one hand, for improving agriculture and, on the other hand, for the market demands would be more expensive. In connection with this last assertion, we should necessarily underline that, at least in a first stage, imported goods seem to be relatively cheaper — this being the most "invulnerable" argument of the antiprotectionists. Xenopol knew it well, that is why he conceded that "the protectionist system has many evils in itself, but these belong to the present, while the benefits are hidden in the future". Considering Romania's place as a predominantly agrarian country in a world with industrial, agrarian and financial countries, Xenopol showed that it would always lose in trade relations. He did not go deeper than that; for objective reasons he was not able to do it. A closer approach to these matters appeared only in our time.

Xenopol's criticism referred also to some other aspects. He showed more clearly than expected, who could take advantage of Romania's agrarian standing : "only the upper class (including the landowners — a.n.) benefits from the progress of civilization, because that class owns a bigger share of raw materials in exchange of which it gets manufactured products"; but in the near future, even its share will diminish because of unfair exchanges.

Xenopol answered in a direct way Strat's assumptions and his review, covering a few pages, offered an opposite model, which he worked out himself inspired by protectionist theories. It was surely imperfect and made even some small superficial concessions. However, he viewed things quite right. Nothing qualitatively new was added from the same ideatic perspective for more than half a century; meanwhile the representatives of socialist thinking strongly criticized the theory, by underlining the interests it served. But these aspects exceed the object of the present article.

Thus, the theory crystallized in a moment when the Romanian society mostly needed development models at all levels. The theory supported a conservative model as seen from the economic and social-political viewpoint. Worked out during three decades and illustrated by two generations of thinkers, it was accomplished by the representative of a third generation in 1870. But at the same time, Strat's model was vigorously rejected, with skillful arguments, by young Xenopol. Certainly, the theory had to be refuted anyway, irrespective of the name of the opponent and of the right moment. It was scientifically obsolete and at the level of practical economic life it opposed the interests of large social sections. If it confined itself to notice one or another aspect, or both of them, — Xenopol's approach should already deserve our attention. It would have been a duel between the school of Ricardo-Say-Bastiat de-

fended by Strat and the school of List-Carey defended by Xenopol. Or it could have been a dispute between two social-economic principles: the principle of the conservatives against that of the liberals and radicals. But it is more than that, it is a dispute between two social-economic models; the one suggested by Xenopol, although still unaccomplished and bearing undoubtedly the mark of that time and of the author's experience, was finally victorious.

We may resume that the theory appeared in a fragmentary form between 1830—1860 and was fully developed about 1870. We think that the economic and political sense of the theory was clearly pointed out. The first major conclusion of the present article is that the theory bore obviously the features of a social and economic model and it crystallized by the fusion of favourable factors such as: domestic realities, modification of the international position of the country, free trade ideas, defence of social interests of the landowners, etc. The second major conclusion is that the theory has been rejected with irrefutable scientific arguments as far back as 1870 by a dispute within non-Marxist economic thinking.

We have now to clarify why the theory resisted for a long period after 1870 in the political vocabulary and in public life. Therefore we have to take into account the distinction operated in the first part of this article, between the ideatic level and that of its reflection. The theory survived after the 1870's because it suited the direct social and economic interests of the landowners and of a part of the merchants and bankers; it entered government acts, foreign economic treatises and disappeared only with the social decay of the classes it served.

The model survived even the economic decline of the landowners, but the revival of some ideas deriving from the theory and their late incorporation with the populist doctrines served other social-economic and political interests, largely exceeding the phenomenon discussed in this article. Practically, the cycle of the theory in its most interesting part ended in 1870 or very soon afterwards.

FORMATIONS POLITIQUES AU BAS DANUBE ET À LA MER NOIRE (FIN DU XII^{e}—XV^{e} s.)

ANCA GHIAȚĂ

Nous nous sommes proposé de présenter d'une manière synthétique, marquée par un nouveau point de vue, quelques aspects concernant l'organisation politique de la société roumaine habitant les territoires danubiens et pontiques (à l'est de la « Plaine Roumaine », au nord et au sud d'Isaccea, en Boudjac et Dobroudja, actuels départements de Constanța et de Tulcea), pendant la période comprise entre la fin de la domination byzantine (fin du XII^{e} s.) et le commencement de la domination ottomane (XV^{e} s.) au Bas Danube. L'interprétation des documents nous a permis de constater que sur ce territoire il a existé au Moyen Âge une unité géographique et historique, représentée — à notre avis, exprimé d'ailleurs dès 1975 — par une formation politique (« țară » = pays) dénommée à l'époque *Țara Românilor* («Pays des Roumains», «Pays des Valaques») ou *Țara Românească* (« Pays Roumain », « Pays Valaque », « Valachie ») [1], qui s'est jointe à la série des autres formations politiques situées dans l'espace carpato-danubien et pontique avant la constitution des deux États roumains centralisés. Ce « Pays des Roumains » représentait une forme d'autonomie locale (laïque et religieuse) sous la domination mongolo-tartare (XIII^{e} et XIV^{e} ss.) qui a entretenu des relations avec les Tartares, Byzance, les Génois, la Hongrie, les princes roumains de Valachie et de Moldavie, etc. L'analyse de l'évolution historique et géographique du « Pays des Roumains » du Bas Danube et de la Mer Noire, met en évi-

[1] A. Ghiață, *La domination roumaine en Dobroudja (XIV^{e} – fin du XV^{e} siècles)*, communication au colloque international « Les Roumains et la Mer », Mangalia, 1975 ; idem, *Politica domnilor români de apărare a Dobrogei (sec. XIV – XV)*, session du Musée d'Histoire Nationale, București, 1977 ; idem, *Premisele unirii Dobrogei cu România*, session de l'Institut des Études Sud-Est Européennes sur le thème « Centenarul Congresului de la Berlin, 1878 » ; idem, *Geografie istorică și umană în perioada formării statului unitar și independent Țara Românească*, session « Memoria Argeșului », Pitești, 1978 ; idem, *Coordonate dobrogene în istoria patriei : permanențe istorice și etnice*, session « Pontica », Constanța, 1979 ; idem, *Cîmpia Română și Dobrogea : aspecte de istorie politică și geografie istorică*, session du Musée dép. Ialomița, Slobozia, 1981 ; idem, *Aspecte ale organizării politice în Dobrogea medievală (sec. XIII – XV)*, « Revista de istorie », 1981, n° 10, p. 1863 – 1897 ; idem, *Dobrogea în secolele XIII – XIV*, débat scientifique sur le thème « Formarea statelor feudale românești de sine stătătoare », Drobeta-Turnu Severin, 1982 ; idem, *« Țara Românilor » de la Dunărea de Jos și Marea Neagră (sf. sec. XII — sec. XIV)*, session de l'Institut des Études Sud-Est Européennes, janvier 1983 et « Pontica », Constanța, 1983 ; idem, *Geografie istorică și demografie istorică. I. Contribuția școlii românești la fundamentarea geografiei istorice*, « Memoriile secției de științe istorice », IV^{e} série, VI (1981), București, 1983, p. 37—38 ; idem, *Formațiuni politice la Dunărea de Jos și Marea Neagră în cadrul unității etnico-geografice românești (sf. sec. XII — XIV)*, Slobozia, 1984 et Symposium scientifique consacré à l'anniversaire de deux décennies du IX^{e} Congrès du Parti Communiste Roumain, Institut des Études Sud-Est Européennes, juillet 1985.

dence l'exactitude des observations de l'historien N. Iorga qui soulignait que le Danube n'a jamais été une frontière obligatoire, et un obstacle non plus, pour l'unité des Roumains habitant au nord et au sud du fleuve , ainsi que le remarquait aussi le géographe N. Al. Rădulescu appréciant que le Danube a accompli un triple rôle de route, frontière et élément polarisateur dans l'histoire des Roumains.Or,cette unité historique s'était imposée encore une fois sur le plan politique dans les territoires riverains du Danube et à proximité de la Mer Noire aux XIII^{e}—XV^{e} siècles.

Tenant compte qu'une délimitation exacte des frontières est difficile pour la plupart des formations politiques du Moyen Âge, on peut quand même affirmer que le « Pays des Roumains » du Bas Danube et de la Mer Noire était situé aux confins des deux États roumains en cours de constitution, la Valachie et la Moldavie. Il faut mentionner quelques sources (des XIII^{e}—XV^{e} ss.) qui attestent la dénomination et la position géographique de cette formation politique. Parmi les informations relatives à l'expansion de la Horde d'Or au XIII^{e} siècle, on doit retenir celle d'Aboulfeda concernant Isaccea qui se trouvait dans « Al-Ualak »[2] (c'est-à-dire *Țara Românească* ou *Țara Românilor)*. Le chroniqueur turc Envery — en narrant quelques événements du début du XIV^{e} siècle relatifs à l'expédition d'Umur Bey aux Bouches du Danube — mentionnait la localité Chilia située à la frontière de l'« Eflâk » [3] *(Țara Românească)*. Selon les documents de la fin du XIV^{e} siècle et du commencement du XV^{e} qui relèvent les titres des princes roumains, on peut constater — pour 'époque qui les précède — l'existence historique de cette formation qui s'était intégrée partiellement à l'État de Valachie, partiellement à l'État de Moldavie. Ainsi le prince de Moldavie, Roman, était « prince moldave et héritier de tout le *Pays Roumain* (ou le « Pays Valaque »), depuis les Montagnes jusqu'au bord de la Mer » (воевода Молдавьскии и дѣдичь оѹсеи Землѣ Волошьскои от планины аже до брегѹ морѧ), 1393 [4] ; donc ce texte confirme l'apparition de la dénomination traditionnelle de « Pays Roumain » ou « Pays des Valaques » concernant la région méridionale de la Moldavie qui comprenait à l'est le Boudjac. Dans les documents de l'État de Valachie, pour éviter l'homonymie, la chancellerie a employé des formules diverses en vue d'indiquer le territoire situé à l'est qui, avant l'unification politique avec l'État de Valachie, faisait partie de la formation politique ci-dessus mentionnée. Or, le prince était nommé : grand Voivode et seul maître, « prince de tout le pays de l'Hongro-Valachie . . . et des régions de la Podounavia » (Подѹнавскым странам), 1389 ; « . . . princeps et voievoda totius regni Vallachiae incipiendo ab alpibus *usque ad confinia Tartariae . . .* », 1391 ; prince « de toute la Podounavia » (вьсемоѹ Подоѹнавїю),1400—1403 ou « des deux côtés de toute la Podounavia jusqu'à la Grande Mer » (ѡба пола по вьсемѹ Подоѹнавїоѹ даже и до Белїкаго Мѡрѣ),

[2] *Géographie d'Aboulféda*, éd Reinaud, t. II, Paris, 1848, p. 316—317.

[3] *Le Destān d'Umur pacha*, éd I. Mélikoff-Sayar, Paris, 1954, p 155 ; *Cronici turcești privind Țările Romane*, t. I *(sec. XV mijlocul sec XVII)*, éd M Guboglu et M. Mehmed, București, 1966, p. 36

[4] M Costăchescu, *Documente moldovenești înainte de Ștefan cel Mare*, t. II, Iași, 1932, p 607, 609

1404—1419 [5]. La dénomination de « Podounavia » désignait le « Pays du Danube » ou une région riveraine du Danube, une « contrée danubienne », qui indiquait le fleuve comme élément essentiel pour la domination de la région en question. D'ailleurs le terme de « Podounavia » était utilisé pour la région transdanubienne allant jusqu'à la Mer Noire depuis l'époque byzantine (le terme de Paradounavon ayant le même sens). Les princes roumains Mircea l'Ancien et ensuite son fils, Michel, ont consolidé les frontières du côté de la région transdanubienne et pontique, au sud et au nord. Ainsi, la chancellerie a adopté de nouvelles formules pour marquer les frontières élargies de leur État : le prince de Valachie était devenu au sud « le despote du „Pays" de Dobrotič et seigneur de Dârstor »(« Terrarum Dobrodici despotus et Tristri dominus ») dans les documents de 1390 et 1391, « Дрьстрꙋ градꙋ владалец » (1400—1419) et au nord de Isaccea prince « des régions tartares » (къ Татарским странам) dans les documents d'après 1400 et jusqu'à 1419 [6], ce qui indique le contrôle politique du prince de la Valachie sur les territoires situés au-delà des frontières de la possession transdanubienne et pontique succédant au sud à la domination de Ivanco, fils de Dobrotič, et du tsar de Târnovo ; au nord de Isaccea à la domination des princes de la Moldavie. Il faut remarquer que la terminologie utilisée à l'époque pour indiquer l'extension de l'État roumain jusqu'à la Mer Noire démontre que les toponyme de Dobroudja n'était pas employé pour désigner la région située au sud d'Isaccea et du bras de Chilia (les districts actuels Tulcea et Constanța) avant la conquête ottomane.

Pour mieux comprendre le processus d'organisation des territoires danubiens et pontiques aux XIII[e]—XIV[e] siècles nous allons faire un bref exposé concernant l'histoire de la société habitant auparavant cette région. Une tradition dans l'organisation politique autonome locale peut être remarquée du temps de la domination byzantine quand ces territoires faisaient partie du thème de Paradounavon ayant comme centre administratif la ville de Durostorum (Dârstor ou Silistrie). Aux X[e]—XII[e] siècles, pendant les attaques des Petchénègues, des Ouzes et des Coumans, dans les régions septentrionales de l'Empire byzantin commencent à paraître des organisations politiques locales et autonomes, groupées autour des cités médiévales, quelques-unes fortifiées par les Byzantins, qui étaient en même temps des centres religieux : Niculițel (l'ancien village de Mănăstirea), Tomis—Constanța (qui a été le centre de la vie religieuse du thème jusqu'au règne de l'empereur Ioan Tsimiskes fondateur de la métropolie de Durostorum), Dinogeția—Garvăn (où a fonctionné un archevêché aux XI[e]—XII[e] siècles). Dans la région centrale, près de Medgidia, avant même l'incursion pethchénègue, on a signalé des chefs locaux : jupan Dimitrie (X[e] siècle, dans l'inscription de Mircea Vodă), jupan Gheorghe et Simion (X[e] siècle, dans les inscriptions du complexe religieux de Basarabi—Murfatlar) [7]. L'autonomie locale sous la domination by-

---

[5] *Documenta Romaniae Historica*, série B, I, doc 10, 15, 21, 28, 32, 34, 35, 38, 45.

[6] E Hurmuzaki, *Documente privitoare la istoria românilor*, I 2, p. 322, 334 Voir aussi *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen*, t III, éd. Fr. Zimmermann, Carl Werner et Georg Muller, Sibiu 1902, p 135—137, n 2 : « ad partes Dobrodicii », doc daté 1395 ; *Documenta Romaniae Historica*, série B, I, doc 28, 30, 32, 34, 35, 38, 42, 45.

[7] *Din istoria Dobrogei*, t. III, București, 1971, p 169—272 avec bibliographie

zantine s'est affirmée davantage sous Alexis Comnène (1081—1118) quand les sources mentionnent l'existence des chefs locaux Satza, Sestlav et Tatos (Halis) dans les régions danubiennes-pontiques [8]. En 1116, sous l'empereur Manuel Comnène, des opérations militaires contre les Hongrois devaient partir « des territoires de la mer Noire », opérations auxquelles « devaient participer un grand nombre de Roumains (Valaques) » [9] qui habitaient aussi le Paristrion ou le Paradounavon.

Toutes ces formations politiques locales antibyzantines du Bas Danube ne constituaient pas un phénomène singulier à l'époque pour les territoires roumains : en Transylvanie et au Banat il existait des voïvodats (« duchés ») ayant en tête Gelu, Glad, Menumorut qui ont résisté à l'expansion hongroise (fin IX^{e}—XI^{e} siècles, voir *Gesta Hungarorum* et la *Légende de Saint Gerhard*).

Les recherches concernant la vie politique mettent en évidence non seulement le rôle de la formation du « Pays des Roumains » du Bas Danube et de la Mer Noire (fin XII^{e} s. — XIV^{e} s.), mais apportent aussi de nouvelles données pour sa position géographique. Ainsi, l'autorité de l'archevêque et ensuite du métropolite de Vicina et du « princeps » Dimitrije s'est imposée à l'est de Întorsura Buzăului, au nord et au sud du Danube, empêchant l'expansion de la Horde d'Or vers les autres régions roumaines et territoires sud-danubiens, l'expansion hongroise vers les Bouches du Danube et même les tendances semblables manifestées au sud du Danube par le tsarat bulgare et le despotat de Dobrotič. Il faut remarquer l'effort constant de la société locale du « Pays de Carvouna » (« Țara Carvunei ») au XIII^{e} siècle pour une autonomie qui a réussi de s'imposer comme État indépendant sous Balica, Dobrotič et Ivanco (XIV^{e} s.). Les études consacrées aux formations autonomes danubiennes et pontiques sont très nombreuses. Il y a une très riche historiographie qui traite l'évolution autonome de l'État de Dobrotič qui, d'après certaines opinions, s'étendait jusqu'à Chilia [10] ; mais cette affirmation n'est pas confirmée par les documents et les découvertes archéologiques. Des recherches récentes attestent pour la même époque des formations politiques dans la région de Dârstor-Silistrie (fin du XIV^{e} s.) et aussi d'autres « pays » dans les régions de Vlașca, Vlăsia et Buzău [11]. Notre opinion est que tous ces « pays » se trouvaient dans le voisinage (au sud et à l'ouest) du « Pays des Roumains » qui fait l'objet de nos recherches.

---

[8] N. Iorga, *Cele dintîi cristalizări de stat ale Românilor*, « Revista istorică », V, 1919, p. 103—113.

[9] *Fontes Historiae Daco-Romanae*, t. III, București, 1975, p. 238—239.

[10] N. Iorga, *Veneția și Marea Neagră, I. Dobrotici*, « Analele Academiei Române. Memoriile secției istorice », II^{e} série, 36, 1913—1914. Le point de vue de N. Iorga a été adopté par un grand nombre de spécialistes roumains et étrangers. D'une autre opinion sont : G. Vâlsan, dans le volume *La Dobrogea roumaine*, Bucarest, 1919, p. 58, constate qu'il n'y a pas de preuves qui désignent Dobrotič comme seigneur de la Dobroudja septentrionale ; O. Iliescu, *A stăpînit Dobrotici la gurile Dunării?*, « Pontica », 4, 1971, p. 371—376 : sans préciser l'appartenance du point de vue politique de la région, affirme que l'autorité de Dobrotič n'a pas dépassé au nord la ligne Silistrie-Mangalia et certainement pas la ligne Cernavoda-Medjidia-Constanța ; A. Ghiață, *Aspecte ale organizării politice ...*, p. 1864, 1866, 1880—1881, notes 3, 9, 45 : remarques concernant la frontière nord de l'État de Dobrotič.

[11] P. Diaconu, « Studii și cercetări de istorie veche și arheologie », 2, 1978, p. 185—201 ; Panait I. Panait, dans *Izvoare arheologice bucureștene*, București, 1978, p. 8—11.

Il faut souligner que toutes ces formations politiques ci-dessus mentionnées ont reconnu tour à tour, durant le XIVe siècle, l'autorité centrale des princes roumains. D'ailleurs, ces formations politiques du Bas-Danube et de la Mer Noire se retrouvent parmi les autres, signalées au nord du Danube : les knézats de Ioan et Farcaş, les voivodats de Litovoï et Seneslav (le Diplôme des Hospitaliers de Saint-Jean, 1247), auxquels succèdent Barbât et Tihomir ; dans les territoires extracarpatins, sur la voie conduisant à la cour du khan de la Horde d'Or, il y avait une formation sous la souzeraineté mongolo-tartare dirigée par les deux ducs Roman et Olaha (les relations de Plano Carpini, 1247), etc.

Durant le processus d'unification des formations politiques carpato-danubiennes et pontiques (*ţară* — «pays», *plai*, *câmp*, *obcină*, *obşte*, *cnezat*, *voivodat*, *despotat*, les «républiques» mentionnées par Dimitrie Cantemir ainsi que d'autres communautés rurales ou urbaines aux structures d'organisation bien définies, telles les «romanies populaires»)[12] qui a conduit à l'apparition des États médiévaux roumains de Valachie et de Moldavie, le territoire du «Pays des Roumains» s'est restreint peu à peu en faveur de ces deux États centralisés ; à la fin du XIVe s. ce «pays» du Bas Danube et de la Mer Noire est entièrement compris dans l'unité étatique roumaine nord-danubienne.

En rassemblant autour de la formation située sur l'Argeş les autres knezats, voïvodats et «pays», l'État de Valachie — dans les conditions du péril de l'expansion hongroise et mongolo-tartare — réussit l'unification plus rapide sous un seul sceptre. Sous le signe de la même menace, la société roumaine des régions («obcine») de la Bukovine s'est empressée à son tour de passer à l'organisation de l'Etat roumain de la Moldavie.

A côté de ces deux États roumains, les autres formations politiques continuent d'être mentionnées par les sources sous la dénomination donnée aux habitants, notamment «Pays des Roumains» ou «Pays Roumain». Situé sur les deux rives du Danube, à la frontière des deux États roumains autonomes en plein processus d'affermissement (XIVe s.), le «Pays des Roumains» du Bas Danube et de la Mer Noire prolongera son existence en tant que formation politique jusque vers la fin du XIVe siècle, quand la population habitant au sud d'Isaccea reconnaîtra l'autorité du prince de Valachie (huitième décennie), tandis que celle du nord d'Isaccea passera sous le pouvoir du prince de Moldavie, comme nous allons voir dans les pages suivantes.

Durant ce processus de centralisation étatique, politique et religieuse, toutes les formations des confins ont cessé d'être mentionnées comme telles, la formule de chancellerie pour le titre du prince — «prince de Valachie» ou «prince de Moldavie» — indiquant ainsi tous les territoires qui étaient englobés à des moments différents dans les frontières d'un État ou de l'autre. Dans le cas où l'autorité ou l'indépendance de l'État étaient menacées par les Tartares, les Hongrois ou les Ottomans, les

---

[12] N. Iorga, *Constatări istorice cu privire la viaţa agrară a Românilor*, Bucureşti, 1908 : sur l'importance des «romanies populaires» comme formations locales précédant les États médiévaux roumains centralisés ; P. P. Panaitescu, *Obştea ţărănească în Ţara Românească şi Moldova. Orînduirea feudală*, Bucureşti, 1964 ; I. Conea, *D. Cantemir şi rolul factorului geografic în istorie*, «Studii şi cercetări ... », seria geografie, XIV, 2, 1967, p. 129 ; A. Ghiaţă, *Aspecte ale organizării politice ...*, p. 1868–1869.

documents font une mention spéciale des territoires des confins, plus vulnérables aux attaques extérieures.

Les sources ayant trait aux événements qui ont eu lieu sur le cours inférieur du Danube et dans les environs de la Mer Noire au XIII^{e} et au commencement du XIV^{e} siècle sont d'accord pour y mentionner le « Pays des Roumains » ou le « Pays Roumain » *(Blakia, Terra Blacorum, Al-Ualak, Eflâk, Kara-Ulagh*, etc. dans les écrits de Rubrouck, Rashid ad-Din, Aboulfeda, Baybars, An-Nuwayri*, Envery,etc.), pays qui constituait une formation autonome différente pendant le processus de centralisation et d'unification de l'État de Valachie.

Le « Pays des Roumains » de ces sources — selon notre avis — était la dénomination d'une formation politique qui groupait les intérêts d'une communauté habitant les régions riveraines du Danube. Notre point de vue n'exclut pas la valeur ethnique qui a été attribuée jusqu'à présent à ces informations. L'interprétation correcte du texte rédigé par Rubrouck permettait à l'historien A. Sacerdoțeanu de considérer à juste raison la « Terra Blacorum » comme une « Valachie danubienne » située sur le cours inférieur du Bas Danube, alliée des Assénides à un moment donné [13]. Après une étude plus poussée en ce sens, nous avons constaté que les informations provenant d'autres sources confirment l'existence du « Pays des Roumains » dans cette région aux XIII^{e}—XIV^{e} ss., en tant que formation politique autonome, sous la souzeraineté de la Horde d'Or. Or, ce «pays» conférait à la communauté locale le cadre organisé nécessaire à l'accomplissement des obligations imposées par la domination mongolo-tartare, exigée par les relations avec Byzance, la Hongrie, les colonies italiennes de la Mer Noire et avec d'autres formations politiques.

À la suite de la crise déclenchée par la révolte des Assénides (1186) contre l'Empire byzantin, l'autonomie des formations politiques locales s'est raffermie en Bulgarie, de même que dans la région roumaine transdanuiebnne et pontique. Sous le règne de Jean Assène II (1218—1241), qui régnait à Târnovo, le territoire transdanubien et pontique est délimité de l'État des Assénides par la région dénommée le « Pays de Carvouna » au nord-est de la Bulgarie. Du diplôme de Jean Assène II (vers 1230) qui permettait aux marchands ragusains de traverser le « Pays de

* *Сборник материалов относящихся к истории Золотой Орды*, I, ed. V. Tiesenhausen, Sanktpeterbur g, 1884

[13] A Sacerdoțeanu, *Guillaume de Rubrouck et les Roumains au milieu du XIII^{e} siècle*, Paris, 1930, p 80—81, 90 . la Dobroudja n'a jamais fait partie de l'Empire roumano-bulgare ; ici les Roumains avaient des formations politiques distinctes qui se trouvaient sous suzeraineté tartare ; N Iorga, dans « Analele Dobrogei » IV, 1, 1923, p 18—19 : durant les deux siècles de l'État des Assénides, la Dobroudja a appartenu sans doute à des dirigeants locaux, successeurs de Tatos et Seslav qui étaient subordonnés au Khanat mongolo-tartare ; G. I. Brătianu, *Vicina I Contributions à l'histoire de la domination byzantine et du commerce génois en Dobrogea*, « Académie Roumaine Bulletin », X, 1923 · pendant la deuxième moitié du XIII^{e} siècle les Bouches du Danube et les villes de la Dobroudja se trouvaient sous l'influence directe du khan tartare ; la Dobroudja aurait appartenu a des dirigeants locaux qui reconnaissaient l'autorité de celui-ci ; C. Brătescu, « Analele Dobrogei », IV, 2, 1923, p. 156 · pendant la première moitié du XIV^{e} siècle la Dobroudja septentrionale se trouvait sous la domination des Tartares alliés avec Byzance

Carvouna » (Карвѹнѣска Хѡра)[14] il ne ressort pas que le tsar possédait des localités au nord de ce pays, respectivement dans la région roumaine dont l'histoire nous intéresse. Le succès de longue durée de l'affirmation de l'autonomie du « Pays des Roumains » dans ses rapports avec l'Empire byzantin a été favorisé aussi par l'invasion mongolo-tartare (1241—1242) car — selon notre avis — en dépit de l'accord intervenu à un moment donné entre la Horde d'Or et Byzance, l'Empire ne réussit plus à installer une administration propre au Bas Danube aux XIII^{e}—XIV^{e} siècles, quoiqu'elle continua d'avoir d'étroites relations économiques et culturelles avec la société locale. En ce sens nous avons déjà commenté — dans une étude antérieure[15] — des sources dont l'interprétation a conduit à la conclusion que la domination byzantine aux Bouches du Danube et dans les régions septentrionales de la Dobroudja s'est prolongée pendant la deuxième moitié du XIII^{e} et les premières décennies du XIV^{e} siècle. Nous n'allons plus reprendre l'analyse critique de ces sources, nous bornant à commenter le texte suivant : « Nombreuses sont les îles paristriennes qui a leur tour sont heureuses de t'avoir pour basilée ; elles ont renoncé à la révolte qu'elles préparaient et se sont rendu compte qu'elles ont été soumises et oppressées par des maîtres n'ayant aucun droit légitime »[16]. Le texte a été invoqué pour démontrer que la domination byzantine au Bas Danube avait été réinstaurée sous le règne de Michel VIII Paléologue[17]. De ce point de vue le texte doit être considéré d'un œil critique, car il a été conçu comme un éloge adressé à l'empereur, ne portant aucune date, l'identification de l'auteur n'étant que probable ; ce qui attire l'attention est le fait que ce texte mentionne une révolte et de plusieurs maîtres « sans droits légitimes » qui ont pourtant soumis les contrées paristriennes. Tout cela vient confirmer les événements qui ont conduit à l'affirmation d'une autorité locale antibyzantine dans la région du Paristrion. Même l'établissement des éléments turcs dans la Dobroudja (vers 1283), ayant la « permission de Byzance », n'a pas signifié une recrudescence de la domination byzantine au Bas Danube. Le groupe turco-oguse, ayant comme chef Izzeddin Kaikavuz qui venait de l'Asie Mineure en passant par les territoires du nord de la Mer Noire, s'est installé en Dobroudja,[18] profitant de la situation favorable qu'offrait l'alliance entre Byzance à l'époque de Michel VIII et la Horde d'Or qui dominait la région.

---

[14] A. Ghiaţă, *Aspecte ale organizării politice*..., p. 1864, notes 2 et 3 ; P. Mutafčiev, *Dobrotič-Dobrotica et la Dobrudža*, « Revue des études slaves », VII, 1—2, Paris, 1927, p. 39 : fait une nette distinction entre le « Pays de Carvouna » et la Dobroudja ; A. Sacerdoţeanu, *Guillaume de Rubrouck*..., p. 148.

[15] A. Ghiaţă, *Aspecte ale organizării politice*... p. 1872—1873 et la note 31.

[16] *Fontes Historiae Daco-Romanae*, t. III, Bucureşti, 1975, p. 455 : l'auteur anonyme a été identifié à Manuel Holobos.

[17] V. Laurent, *La domination byzantine aux bouches du Danube*, « Revue historique du Sud-Est européen », 22, 1945, p. 189 : les îles paristriennes se trouvent aux Bouches du Danube ; reprenant cette région de l'ancien Paristrion des Tartares, l'empereur Michel VIII consolidera sa domination par une alliance matrimoniale avec la dynastie des Nogaï (1272) ; *ibidem*, p. 192—193.

[18] P. Wittek, *Yazijoghlu Ali, On the Christian Turks of the Dobrodja*, « Bulletin of the School of Oriental and African Studies », XIV, 3, 1952, p. 639—668

Justement dans ces conditions d'autonomie, l'autorité religieuse locale, représentée par l'archevêque et plus tard le métropolite de Vicina, les prélats des châteaux Chilia et Licostomo (subordonnés au patriarcat de Constantinople vers 1318—1320 du point de vue religieux, sans l'immixtion administrative directe de l'autorité impériale) joua un rôle politique de premier ordre dans l'organisation du « Pays des Roumains ». On peut y ajouter le rôle joué par l'autorité locale du centre religieux permanent de Niculițel, ainsi que l'attestent les fouilles archéologiques [19].

Vers 1285—1287 à Vicina se trouvait Argun, un haut fonctionnaire (« miliarius ») mongolo-tartare, envoyé probablement par la Horde d'Or, qui favorisait la propagande catholique afin de contrebalancer l'autorité agrandie du métropolite orthodoxe de Vicina dans la région ; c'est l'interprétation que nous proposons pour la relation de Fr. Ladislas de Gazarie (1287) [20]. D'ailleurs, non seulement au sud, mais aussi au nord du Danube, la communauté orthodoxe était bien organisée, ayant même des archevêques au XIII^e siècle : l'épître du pape Grégoire IX (le 14 novembre 1234) [21] les nommait « pseudo-archevêques », parce qu'ils ne reconnaissaient pas l'autorité catholique. « Les érétiques et les schismatiques », c'est-à-dire les orthodoxes de la frontière de Hongrie, sont mentionnés aussi par le pape Innocent VI (le 11 août 1357) [22] et, en tout cas, dans la région de l'est de Buzău, l'offensive catholique s'est en permanence heurtée à l'organisation locale des orthodoxes, qui aux XIII^e—XIV^e siècles, d'une manière ou d'une autre, dépendaient à notre avis de l'éparchie de Vicina. Dans une époque où Byzance n'était plus capable d'entretenir une administration dans les régions danubiennes, augmenta le rôle des prélats, qui reprirent, sur le plan local, les fonctions des autorités politiques. N'étant plus soumis à aucune administration impériale, ils bénéficiaient d'une large autonomie vis-à-vis de Constantinople, n'obéissant qu'à la hiérarchie ecclésiastique. Les prélats se mêlaient de tous les problèmes de la population civile, vivant en général dans les localités rurales et ils bénéficiaient encore de certaines concessions en échange de l'assistence religieuse et d'autres services administratifs, juridiques ou même militaires, ce qui facilitait à ces prélats de réaliser leurs buts en matière de fiscalité. Avec l'aide des habitants furent construites des fortifications aux environs de certains centres résidentiels destinés à remplir des fonctions défensives ; les paroissiens et les prélats prenaient l'initiative ou repoussaient des attaques venues de la part des mongolo-tartares ou d'autres puissances. En 1340 en dépit de la situation difficile du sud du Danube due aux pressions mongolo-tartares, le métropolite de Vicina prit la

[19] A. Ghiață, *Aspecte ale organizării politice...*, p. 1872 ; F. Miklosich—J. Müller, *Acta patriarchatus Constantinopolitani*, I, Vienne, 1860, p. 95 ; E. Hurmuzaki, *op. cit.*, vol. IV/1, p. 1 ; Lia et Adrian Bătrâna, *Contribuții la cunoașterea arhitecturii medievale din Dobrogea : Biserica Sf. Atanasie din Niculițel (jud. Tulcea)*, « Studii și cercetări de istorie veche și arheologie », 4, 1977, p. 531—551.

[20] Gh. I. Brătianu, *Recherches sur le commerce génois dans la Mer Noire au XIII^e siècle*, Paris, 1929, p. 58 ; E. et I. Oberländer-Târnoveanu, *Contribuții la studiul emisiunilor monetare și al formațiunilor politice din zona gurilor Dunării în secolele XIII—XIV*, « Studii și cercetări de istorie veche și arheologie », 1, 1981, p. 99 et la note 55.

[21] *Documenta Romaniae Historica*, série D, doc. 9.

[22] *Ibidem*, série C, doc. 173.

décision de ne pas quitter le diocèse. L'autorité religieuse, doublée de celle politique, du métropolite de Vicina du « Pays Roumain » danubien, réussit à s'imposer devant la domination mongolo-tartare et de freiner l'expansion de la Hongrie dans les régions extra-carpatiques, expansion exercée soit par des actions armées directes, soit par l'intermédiaire de l'archevêché catholique de Milcov (rétabli en 1347, pour remplacer l'archevêché couman détruit depuis un siècle par l'invasion mongolo-tartare).

À l'époque de la domination mongolo-tartare, dans le cadre de la formation autonome que nous étudions, les institutions ecclésiastiques orthodoxes ont accompli un important rôle politique qui correspondait à ce moment aux nécessités de représentation et de défense de la société locale, vivant dans les régions danubiennes et pontiques, extracarpatiques. Bien entendu, il y avaient aussi des chefs laïques qui détenaient le pouvoir dans le « Pays des Roumains ». C'est ainsi que, à côté des institutions « jupan », « princeps », dans les conditions de l'autonomie, on maintiendra les noms des institutions byzantines administratives et religieuses, qui fonctionnaient dans l'intérêt de la communauté autochtone qui s'était libérée de l'autorité de Byzance ; la « kefalia » était devenue un organisme local qui ne rappelait que le nom de l'institution byzantine (ainsi qu'on garde le nom dans l'administration de Dârstor à la fin du XIV^{e} siècle) [23].

La domination mongolo-tartare sur les territoires danubiens et pontiques à l'est de la « Plaine Roumaine » — la Dobroudja et surtout le sud de la Moldavie, y compris le Boudjac—à été, au point de vue de la durée et de la dépendance, encore plus accentuée (fin XIII^{e} — début XIV^{e} ss.) par rapport aux autres territoires roumains. La présence militaire mongolo-tartare à Isaccea où à Vicina et même à Babadag permettait au khan d'exercer plus facilement son contrôle sur les territoires roumains des rives droites et gauches du Danube et même plus loin, dans la Bulgarie. D'ailleurs, la prolongation de la domination mongolo-tartare dans les régions danubiennes-pontiques (jusqu'à la moitié du XIV^{e} siècle) a retardé l'unification du « Pays des Roumains » avec les deux États roumains centralisés. Sous les khans Nogaï, le contrôle mongolo-tartare exercé dans ces régions s'est intensifié, Isaccea étant considéré un important centre Nogaï — selon les documents de l'époque [24] — où l'on encaissait les impôts dus par les régions riveraines plus ou moins proches du Danube où l'on effectuait des contrôles douaniers, en espèce un centre d'où l'on pouvait faire des pressions et des interventions jusqu'en Bulgarie. Après la disparition de Nogaï (1299), le khan de la Horde d'Or, Toktai, installa son fils, Tukal Buga, au Bas Danube ayant sa résidence à Isaccea, afin de surveiller Čeaka, le fils de Nogaï, installé pour une brève période sur le trône de la Bulgarie. Mais les âpres luttes pour la succession du trône de la Horde d'Or diminuent l'intensité de la domination mongolo-tartare dans la région danubienne. Expression d'une certaine étape dans l'organisation de l'autonomie locale, même si encore dépendante de la Horde d'Or, le « Pays des Roumains » accéda à la fin du XIII^{e} et au XIV^{e}

[23] A. Ghiaţă, *Aspecte ale organizării politice*. ., p. 1867 et la note 11 : p. 1872—1873.
[24] *Ibidem*, p. 1865—1866 ; H. Inalcik, art. dans *Encyclopédie de l'Islam*, II, 1964, p.

ss. à un système monétaire propre. On émet des monnaies locales (d'après le modèle des monnaies tartares et marquées par l'influence byzantine) [25], ainsi que l'attestent les découvertes de Isaccea, Niculițel, Mihail Kogălniceanu, Chilia Veche, Tulcea, Enisala, Măcin, Slava Rusă, Ostrov, Păcuiul lui Soare, etc.

À l'abri du pouvoir mongolo-tartare, les Génois ont installé des colonies et des comptoires au bord de la Mer Noire et aux Bouches du Danube (Chilia et Licostomo), reconnaissant le Khan comme seigneur territorial en vue de leur assurer la sécurité des routes pour le transport de marchandises. Les Génois faisaient d'excellentes affaires à Vicina (1281—1291) où arrivaient les produits venant des régions danubiennes. L'écroulement de la Horde d'Or, ses hostilités avec la Lituanie déterminèrent la décadence de leur activité déroulée sur la voie tartare des villes polonaises vers la Crimée ; l'activité commerciale change son orientation au profit des régions danubiennes. La navigation sur le Danube revêt une nouvelle importance : la voie moldave, venant de Transylvanie, descend maintenant jusqu'à Chilia, de même que la voie de Brăila, et c'est encore vers ces ports que seront orientées les routes venant de la Pologne, de la Lituanie (par la voie du Boudjac) et de la Dobroudja. Dans ces conditions, les anciens châteaux des patriarcats de Chilia et de Licostomo deviennent les centres des colonies génoises aux Bouches du Danube (ainsi que l'attestent les actes de 1360—61, 1373—1381, 1389) [26]. En ce qui concerne l'organisation de la colonie génoise danubienne, soulignons qu'elle a conservé son caractère de communauté clôse, isolée de la société autochtone, fait qui ne l'a pas empêchée d'entretenir des relations permanentes avec celle-ci.

La crise de l'Empire mongolo-tartare éclatée après la mort du khan Djani-Bek (1357), a déterminé des attaques tartares répétées au Danube, fait qui inquiétait les paroissiens de Vicina qui se trouvaient « dans le voisinage » de l'État de Valachie (mai 1359) [27]. Durant cette période, le prince Nicolas Alexandre étend ses frontières jusqu'au Danube, à l'est de la « Plaine Roumaine », fait attesté par le changement du siège du métropolite Jacynthe de Vicina à Curtea de Argeș, capitale de l'État (1359). Nous sommes enclins d'y voir une réaction du prince de Valachie vis-à-vis l'intervention de la Hongrie de s'arroger — par le privilège commercial du 28 juin 1358 [28] — une autorité sans aucune justification

[25] O. Iliescu, « Studii și cercetări numismatice », 1958, 2, ; idem, « Peuce », 1971, 2, ; E. et I. Oberlander-Târnoveanu, *Contribuții ...*, p. 89—109.

[26] A. Ghiață, *Aspecte ale organizării politice...*, p. 1874—1875 ; G. G. Musso, *Nuove ricerche d'archivio su Genova e l'Europa centro-orientale nell'ultimo medio evo*, « Revista storica italiana », LXXXIII, 1, Napoli, 1971 ; G. Pistarino, *Notai genovesi in Oltremare atti rogati a Chilia da Antonio di Ponzò (1360—61)*, Genova, 1971 ; G. Airaldi, *I Genovesi a Licostomo nel sec. XIV*, « Studi medievali », serie 3, 13, 1972, p. 967—981 ; Giovanna Balbi et Silvana Raiteri, *Notai genovesi in Oltremare. Atti rogati a Caffa e a Licostomo (sec. XIV)*, Genova, 1973, p. 191—223, doc. 2—16.

[27] F. Miklosich—J. Muller, *op. cit.*, I, p. 383, doc. CLXXI ; *Fontes Historiae Daco-Romanae*, IV, București, 1982, p. 197—203.

[28] *Documenta Romaniae Historica*, série B, doc. 39 : la Hongrie accordait aux marchands de Brașov le privilège de circuler sur la route venant de Transylvanie vers la région comprise entre les rivières Prahova *(Prahom)* et Buzău *(Bozam)*, de l'endroit où la rivière Ialomița *(Iloncha)* se verse dans le Danube et jusqu'aux Bouches du Siret *(Zeretu)*. Cette route est dénommée la route de Brăila *(via Brayla)* dans le document du 20 janvier 1368 émis par la chancellerie du prince Vlaicou.

dans les territoires extra-carpatiques de l'Est de la « Plaine Roumaine » (l'éparchie de Vicina), profitant de la crise de la Horde d'Or, protectrice de la formation politique le « Pays des Roumains » du Bas Danube. De toute manière, il semble que Jacynthe de Vicina se trouvait auprès du prince de Valachie avant d'être reconnu en tant que métropolite de la Hongro-Valachie. En 1359 les relations entre le prince de Valachie et la Hongrie sont plus tendues, Nicolas Alexandre refusant de reconnaître la suzeraineté du roi Louis I[er]. L'unification religieuse de la population habitant les territoires roumains situés au nord et au sud du Danube sous l'autorité du métropolite de Vicina a précédé l'intégration politique des territoires danubiens et pontiques dans les frontières de l'État de Valachie. Cette unité religieuse a été reconnue au moment de la proclamation de l'eglise autocéphale de Valachie par l'installation du métropolite de Vicina à Curtea de Argeş. Selon notre avis, ces événements correspondent à l'action d'épanouissement des frontières de l'État de Valachie à l'est jusqu'au Danube. Le nouveau métropolite de Valachie, installé en 1359, représentait l'eglise orthodoxe autocéphale érigée en force reconnue, en ce qui concernait le soutien du prince de Valachie ; portant le titre d'« exarque de toute la Hongro-Valachie et des hauts plateaux », le métropolite de Curtea de Argeş prêchait aussi aux Roumains du royaume de la Hongrie, ayant en même temps sous sa juridiction la société du « Pays des Roumains » d'au-delà du Danube jusqu'à la Mer Noire. Ce « pays » continua son existence, avec un territoire plus restreint, même après la crise de 1357—1359 en tant que formation autonome.

À la suite du changement de siège du métropolite Jacynthe, le rôle politique des institutions ecclésiastiques dans l'administration locale du « Pays des Roumains » diminue en faveur du raffermissement du pouvoir laïque. Par la disparition du khan Berdibeg (environ 1361) commença l'émiettement du pouvoir de la Horde d'Or et la formation de certains centres autonomes par rapport au pouvoir centra du Khanat. Dès cette période, la domination mongolo-tartare au Bas Danube et dans les régions de la Moldavie cesse. En 1362—63 a lieu la lutte de Sinye Vody (Les « Eaux Bleues »), aux environs du Boug, où le knèze Olgert de Lituanie obtient la victoire sur les trois khans Kutlu-bey, Kaczi-bey et Dimitrije, successeurs au trône du Khanat. D'après les relations tirées de la chronique de Stanislas Sarnicki (XVI[e] s.), Dimitrije s'enfuit au-delà du Dniester, arrivant jusqu'en Dobroudja, accompagné d'un groupe de guerriers [29]. « Domini Demetry, princeps Tartarorum », d'origine tartare, avait été accepté comme prince par les forces locales du « Pays des Roumains » dans un moment de crise politique. Le règne de Dimitrije (septième décennie du XIV[e] s.) a constitué une étape importante dans l'affirmation du « Pays des Roumains » au Bas Danube et à la Mer Noire, en tant que formation politique autonome ; le Prince était reconnu en 1368 comme « princeps » ou « domini » par le roi de Hongrie ; la souveraineté de Dimitrije (« in terra ipsius domini Demetry ») fut reconnue par clause de

[29] Stanislas Sarnicki, *Annalium Polonicarum liber VI*, apud J. Dlugosz, *Historiae Polonicae*, II. Lipsiae, 1712, col. 1134. Pour la date et l'interprétation des sources voir : G. Brătianu, *Demetrius Princeps Tartarorum (env. 1360—1380)*, « Revue des études roumaines », IX—X, 1965, p. 39—46.

réciprocité par le roi de Hongrie (le diplôme du 22 juin 1368) [30], souveraineté exercée sur les territoires du Bas Danube où passaient les voies commerciales qui allaient de Hongrie et de Valachie à la Mer Noire. D'ailleurs, sous le règne de Dimitrije les frontières du « Pays des Roumains » étaient : le Danube à l'ouest (vers la Valachie), au nord du fleuve une frontière conventionnelle avec l'État de Moldavie (fondé en 1359) et, au sud, de même une frontière conventionnelle avec le despotat autonome de Dobrotič.

Sur les rapports entre le pays dirigé par Dimitrije et le despotat de Dobrotič la documentation manque encore, comme elle manque aussi sur les relations entre Dobrotič et les khans mongolo-tartares. Il n'y a aucune attestation sur un éventuel état conflictuel, car la guerre avec les Génois ne s'était pas encore déclarée, Dobrotič étant préoccupé par les luttes politiques des Balkans pour consolider sa position autonome.

Les différences entre le « Pays des Roumains » et le « Pays de Carvouna » peuvent être étudiées à travers les sources, du point de vue géographique, politique et religieux. Sous l'aspect religieux — tout comme à Vicina dans le « Pays des Roumains » — après l'invasion mongolo-tartare, dans le « Pays de Carvouna » et dans l'État de Dobrotič aux XIII[e]—XIV[e] ss. apparaît une organisation religieuse indépendante, subordonnée au patriarcat de Constantinople, séparée de celle de Târnovo (1261 et vers 1318—1320, 1359, 1375, etc.)[31] ; le même phénomène a été enregistré à Dârstor-Silistrie au début du XIV[e] s. L'historiographie admet le fait que le « Pays de Carvouna » a constitué le fondement de la formation politique autonome, ayant une organisation propre bien déterminée, laïque et religieuse, de l'État dirigé par Balica, Dobrotič et Ivanco. Dans les conditions du démembrement politique de l'État bulgare, Stračimir de Vidin et Dobrotič de Caliacra contestent l'autorité politique du tsar de Târnovo, orientation qui sera appuyée par les princes de Valachie (deuxième moitié du XIV[e] s.) et mise en directe relation avec l'effort de consolidation des frontières des possessions transdanubiennes par les princes roumains.

Les années 1372—73 marquent une nouvelle crise au Bas Danube. Le règne de Dimitrije prend fin [32], du moins dans les régions sud-danubiennes (huitième décennie du XIV[e] s.) dans un contexte politique qui menaçait l'autonomie locale du « Pays des Roumains ». Dans le bassin de la Mer Noire et les régions limitrophes augmente la tension due à la guerre contre les Génois menée par Dobrotič (1370—75). Il est probable que, pendant ces événements, Dobrotič essaya de prendre le contrôle du

---

[30] *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenburgen*, t. II, Sibiu, 917 ; N. Iorga, *Notes d'un historien relatives aux événements des Balkans*, « Académie Roumaine. Bulletin de la section historique », I, 2, 1913, p. 57—101 : affirme à ce propos que les Bouches du Danube avaient été sous la domination du prince Dimitrije ; *Documenta Romaniae Historica*, série D, doc. 46, 49.

[31] Anca Ghiață, *Aspecte ale organizării politice...*, p. 1864, note 3 ; p. 1881, note 45.

[32] Sur le caractère, la chronologie et l'étendue de la domination mongolo-tartare dans les régions danubiennes et pontiques en général, et la domination du prince Dimitrije en spécial, voir V. Spinei, *Moldova în secolele XI—XIV*, București, 1982, p. 275—278 (avec bibliographie) : Gh. I. Brătianu, *op. cit.* : considère que Dimitrije a régné jusqu'à 1380 ; *Din istoria Dobrogei*, III, p. 351 : on considère que Dimitrije a disparu après 1368.

littoral où se trouvaient des comptoirs commerciaux portuaires et maritimes de Gênes. Mais l'histoire de l'expansion au nord de la frontière du despotat de Dobrotič attend une documentation supplémentaire. En tout cas, le danger pour le « Pays des Roumains » avait augmenté, car en Moldavie le prince Latscou favorisait, pour des raisons politiques, la propagande catholique, tandis que le roi Louis I^{er} de Hongrie était devenu aussi roi de la Pologne. D'autre part, tous les succès obtenus par la politique sud-est européenne ont augmenté le prestige du prince de Valachie Vlaicou I^{er} (1364 — vers 1377) ; il faut rappeler son aide accordée à Stračimir afin qu'il accède au trône de Vidin, l'alliance avec Dobrotič, la défense contre les Ottomans — actions qui ont conduit à la consolidation « de l'opposition orthodoxe » dans les Balkans. Ce qui plus est, les frontières de l'État de Valachie ont été consolidées au nord et à l'ouest à la suite de la reconnaissance, par le roi de la Hongrie, de la domination de Vlaicou I^{er} sur le Severin, l'Amlaş et le Făgăraş. Dans cette conjoncture, dans la huitième décennie du XIV^{e} s., les forces locales de la région transdanubienne-pontique s'empressent de reconnaître — à notre opinion — l'autorité politique de Vlaicou I^{er}, apportant entre les frontières de l'État de Valachie les régions du sud d'Isaccea qui formaient la partie méridionale du « Pays des Roumains ».

L'importance économique et stratégique de la région transdanubienne et pontique (la Dobroudja) pour la défense des territoires de la rive gauche du Danube intéressait la Hongrie, ce qui explique les rapports tendus avec Vlaicou I^{er}, rapports engendrés en bonne mesure par l'extension de l'État de Valachie vers la mer. Ainsi, en 1372, le métropolite de Valachie n'exerçait plus son autorité sur les Roumains orthodoxes de Transylvanie. En 1373, le roi de Hongrie interdissait l'importation du sel de Valachie, ce qui apportait des préjudices aux finances de cet État et concevait une campagne contre le Severin dominé par Vlaicou.

Les Bouches du Danube restent pour le moment dominées par la colonie génoise car, sous la menace d'y perdre cette position, les Génois organisent une défense propre par la nomination d'un gouverneur, Luciano de Negri, remplissant même des fonctions militaires dans le *castrum* Licostomo (18 septembre 1373) [33]. Après 1375 les Génois se sont consolidés à Chilia et Licostomo. Gènes conclut à 1387 un traité de paix et de commerce avec Ivanco, fils de Dobrotič, fait qui consolida l'autorité de ses colonies de la Mer Noire. Dans cette situation le prince Mircea qui a gardé intacte son héritage territorial transdanubien et pontique, transmis par Vlaicou, Radou et Dan, accomplit l'unité territoriale et politique de l'État de Valachie par l'intégration entre ses frontières de la région des Bouches du Danube, s'imposant en tant que seigneur territorial à la communauté génoise (environ 1389—91).

En ce qui concerne l'histoire des régions du nord d'Isaccea (le Boudjac) qui étaient entrées dans le « Pays des Roumains » — après la disparition de Dimitrije et l'inclusion entre les frontières de l'État de Valachie de la région transdanubienne-pontique du sud d'Isaccea — il faut tenir compte du processus d'unification de l'État de Moldavie, qui a suscité

[33] G. Balbi et S. Raiteri, *op. cit.*, p. 291, doc. 4, 6, 9.

divers points de vue. La chronologie des princes de Moldavie jusqu'à 1400 est encore en discussion, certains spécialistes admettant le règne du voivode Costea (du « Pomelnic de Bistrița ») daté entre le règne de Latscou et celui de Petru Moushat [34], tandis que d'autres identifient le voïvode Costea à Constantin voïvode (d'un registre de la Massaria de Caffa, 1386) et sont d'avis que celui-ci a régné de 1386 à 1392, donc il a été le contemporain de Petru et a possédé les régions qui se trouvaient au sud de l'État de Moldavie, régions avoisinées au Danube et à la Mer Noire qui d'ailleurs n'entreront entre les frontières de l'État de Moldavie que sous Roman Ier [35]. En acceptant ce point de vue, le « Pays des Roumains » du Bas Danube et de la Mer Noire, ayant un territoire moins étendu a continué son existence autonome sous le prince Costea, qui a régné dans la région du nord d'Isaccea, jusqu'à son unification avec l'État de Moldavie sous Roman Ier, ainsi que l'indiquent ses titres des années 1392 et 1393 [36]. Mais plus récemment, on a repris l'analyse des sources en démontrant que l'État de Moldavie s'était déjà étendu jusqu'à la Mer Noire à l'époque de Petru Moushat. La ville de Cetatea Albă faisait partie intégrante de l'État de Moldavie, quoiqu'elle ait joui d'une certaine autonomie, ce qui la fait paraître comme une entité politique distincte dans l'acte provenant de la chancellerie de la Massaria de Caffa ; en fait, Constantin n'était pas l'associé de Petru, mais un de ses dignitaires à Cetatea Albă [37]. Dans cette situation, on peut admettre que les deux États roumains, la Valachie et la Moldavie, se sont étendus jusqu'à la Mer Noire presqu'à la même époque. Donc la région danubienne-pontique du nord d'Isaccea s'est unie, par la volonté des forces locales, avec l'État de Moldavie toujours pendant la huitième décennie du XIVe siècle, le prince Roman — ainsi que le mentionne le document de 1393 — héritant le « Pays des Roumains » de son prédécesseur Petru. Même sans tenir compte de cette chronologie tant discutée, le fait que l'existence autonome de la formation du « Pays des Roumains » du Bas Danube et de la Mer Noire avait cessé par le rattachement de son territoire à l'État de Valachie et de Moldavie à des moments différents ou en même temps — a contribué à la consolidation du point de vue économique et politique des deux États médiévaux roumains centralisés et indépendants nord-danubiens. Le morcellement politique et territorial de cette formation s'est produit à l'avantage des États roumains, la Valachie et la Moldavie, en accomplissant leur unité territoriale et politique.

Les rapports entre les princes Mircea l'Ancien, Vlad et Michel avec les Ottomans d'une part, la Hongrie et la Pologne d'autre part, n'ont pas affecté l'intégrité des frontières de l'État de Valachie, ni l'indépendance de l'État. Ainsi, la région transdanubienne-pontique (la Dobroudja d'aujourd'hui) s'est trouvée sans interruption entre les frontières de

---

[34] C. C. Giurescu et D. Giurescu, *Istoria Românilor*, t. II, București, 1976, p. 39—40 et p. 42 où l'on apprécie que la Moldavie, sous le règne de Petru Moushat (avant 1388) s'étendait jusqu'à la Mer Noire.

[35] S. Papacostea, *La începuturile statului moldovenesc. Considerații pe marginea unui izvor necunoscut*, « Studii și materiale de istorie medie », VI, 1973, p. 43—46.

[36] A. Ghiață, *Aspecte ale organizării politice...*, p. 1882—1883.

[37] V. Spinei, *op. cit.*, p. 329—330.

l'État de Valachie à partir de la huitième décennie du XIVe siècle, jusqu'aux campagnes ottomanes de 1419—1420 ; de même, la région des Bouches du Danube s'est trouvée continuellement dans la possession des Roumains depuis Mircea l'Ancien jusqu'à Etienne le Grand quand, à la suite de la campagne de 1484, elle passe sous la domination ottomane ; le Boudjac reste entre les frontières de l'État roumain de Moldavie, après avoir été, pour quelque temps, sous le contrôle des Basarab, jusqu'aux campagnes ottomanes de 1484 et 1538 ; d'ailleurs de cette période restera la dénomination de « Bassarabia » pour le Boudjac. Dans l'intervalle 1420—1484, le territoire des Bouches du Danube a été défendu par les princes roumains qui ont consolidé l'administration de cette région ayant comme centre administratif Chilia. Soit sous l'administration de la Moldavie (probablement entre 1420—1448, certainement entre 1426—1448 et 1465—1484), soit sous l'administration de la Valachie (1448—1465) [38], la région des Bouches du Danube était comprise dans les frontières des États roumains. L'histoire des régions roumaines danubiennes et pontiques justifie d'ailleurs l'observation d'Enea Silvio Piccolomini (XVe s.) que les frontières des deux États roumains « changent souvent selon l'autorité et la puissance des souverains » [39].

L'instauration de la domination ottomane en Dobroudja, selon notre point de vue exprimé d'ailleurs dans un ouvrage rédigé en 1968—1969, s'est effectuée en étapes [40]. La première étape était marquée par la campagne de 1419 (suivie par celle de 1420), quand, malgré l'opposition armée du prince Michel, qui est tombé sur le champ de bataille, les Ottomans ont conquis la plus grande partie de la Dobroudja jusqu'aux cités des confins *(sherhat)* Isaccea et Enisala. Au nord-est de ces cités les contrées des Bouches du Danube restent sous l'administration roumaine jusqu'à la fin du siècle. Donc, la deuxième étape de la conquête des territoires danubiens et pontiques est marquée par la campagne de 1484, quand les Ottomans prennent les cités de Chilia et Cetatea Albă avec les territoires afférents (c'est-à-dire les Bouches du Danube ou la région du nord-est de la Dobroudja et la zone riveraine du nord d'Isaccea). Enfin, ainsi que le montre l'histoire politique des régions du Bas-Danube, la Dobroudja a été dominée seulement lorsque le Danube a été effectivement contrôlé et qu'il a existé des têtes du pont sur la rive gauche du fleuve. Par conséquent, le moment décisif dans la consolidation de la domination ottomane en Dobroudja a été marqué par la conquête des cités Chilia et Cetatea Albă et du territoire de Boudjac (1484 et 1358) et l'organisation de la raya de Brăila aux premières décennies du XVIe siècle [41].

---

[38] A. Ghiață, *op. cit.*, p. 1894—1895 ; *Documente privind istoria României*, série A, I, doc. 256 ; pour la liste des « pârcălabi » entre 1465—1484, voir A. Ghiață, *Condițiile instaurării dominației otomane in Dobrogea*, dans *Studii istorice sud-est europene*, I, București, 1974, p. 102—103 ; Matthias Miechow, *Chronica Polonorum*, Cracovia, 1521, p. 333.

[39] *Călători străini despre țările române*, I, Bucuresti, 1968, p. 472—473.

[40] A. Ghiață, *Condițiile...*, p. 43—126. Les conclusions concernant les étapes de l'instauration de la domination ottomane en Dobroudja ont été présentées avant l'apparition de notre étude à la séance de la section d'histoire de l'Institut d'Études Sud-Est Européennes, 1969.

[41] A. Ghiață, *Aspecte ale organizării politice...*, p. 1895—1896.

Dans l'intervalle compris entre la fin du XII^{e} et le XV^{e} siècles, malgré la domination mongolo-tartare, ensuite ottomane, les Roumains ont continué d'habiter sans interruption les territoires danubiens et pontiques du nord et du sud du Danube, en manifestant leur capacité d'organisation politique, soit de manière autonome, soit s'intégrant dans l'unité étatique nord-danubienne [42].

La conquête de la Dobroudja par les Ottomans a interrompu l'unité territoriale-politique des Roumains qui a été rétablie à la suite de la guerre d'indépendance de 1877—1878, guerre qui, en ramenant la Dobroudja dans les frontières de l'État roumain, peut être considérée une étape significative pour le processus d'unification des territoires roumains carpato-danubiens et pontiques.

[42] A. Ghiață, *Contribuții noi privind unele aspecte ale societății românești din Dobrogea în secolele XV—XIX*, « Memoriile secției de științe istorice », série IV, t. I (1975—1976), București, 1978, p. 71—106 ; idem, *Les Roumains en Dobroudja au milieu du XIX^{e} siècle d'après les informations de Ion Ionescu de la Brad*, « Revue des études sud-est européennes », XV, 1, 1977, p. 131—157 ; idem, *Românii în izvoarele medievale și moderne*, communication à la session sur le thème « Continuitatea elementului autohton în Dobrogea », Institut d'Études Sud-Est Européennes, Bucarest, 1977 ; idem, *Aspecte ale organizării politice...*, p. 1869—1870 ; idem, *Toponimie și geografie istorică în Dobrogea medievală și modernă*, «Memoriile secției de științe istorice » série IV, t. V (1980), București, 1982, p. 29—61.

DEUX ÉPISODES DE LA LUTTE POUR LA SUPRÉMATIE AU MONT ATHOS (XIII[e]—XIV[e] SIÈCLES)

TUDOR TEOTEOI

L'histoire du Mont Athos reflète avec beaucoup de fidélité les avatars que le monde byzantin a connus après l'an mille, à la suite des croisades surtout. Dans cette histoire on trouve des relations permanentes du passé médiéval comme, par exemple, celles qui existent entre les valeurs de la *vita activa* et de la *vita contemplativa*, entre les tendances vers l'autonomie et leur anéantissement, entre l'appartenance à une telle réalité ethnique et l'empire supranational du moyen âge.

Centre spirituel du monde chrétien d'Orient, le Mont Athos a abrité dès le commencement, l'existence de plusieurs groupes ethniques à l'intérieur de ses grands monastères. La présence de plusieurs nationalités à Athos, les rapports réciproques entre celles-ci, ainsi que le rôle joué par chacune de ces nationalités — rôle variable d'une période historique à l'autre — représentent un sujet pas encore traité dans son ensemble, avec bon nombre d'aspects dont l'éclaircissement s'impose, pour mieux détacher, au fur et à mesure que la documentation éditée s'accroît, la valeur et leurs significations réelles.

Les pages suivantes portent, assez brièvement, sur l'un de ces aspects, en laissant pour une étude plus ample les détails liés à ce sujet. Il s'agit de la tendance de contrôle et de suprématie directe que certains des Etats situés dans l'aire byzantine de la civilisation ont manifesté sur la Sainte Montagne aux moments de leur plus forte expansion politique : l'État bulgare aux temps de Jean Asen II (1218—1241), ainsi que l'État serbe d'Etienne Dušan (1331—1355) et de ses successeurs.

Formés et développés sous l'influence de Byzance, à laquelle ils avaient emprunté d'importants éléments de vie sociale, institutionnelle et culturelle, le rêve que ces États nourrissaient de rivaliser avec celle-ci et même de la remplacer, nous apparaît comme une chose tout à fait naturelle, inspirée par la même doctrine politique de l'Empire unique qu'ils avaient appris de Byzance. Au nom de cette doctrine médiévale s'étaient proclamés tsars les souverains de ces États, tout en signant des documents très semblables et même identiques comme nomenclature et aspects de chancellerie à ceux qui étaient émis par les basileis de Byzance, ainsi qu'en intervenant de la même manière dans les affaires ecclésiastiques. En ce sens, ils ont donné à l'Église située sur le territoire de leurs États une hiérarchie indépendante par rapport à celle de Byzance, ayant à sa tête un autre patriarche que l'« oikoumenikos patriarches » de Constantinople. En vertu de la même doctrine impériale ils sont devenus les promoteurs d'autres entreprises assez hardies, spécifiques seulement pour

Rev. Études Sud-Est Europ., XXIV, 1, p. 51—60, Bucarest, 1986

les moments qui les ont rendus possibles, mais en poursuivant le même but — primordial et final à la fois — l'entrée et leur couronnement dans la « Ville des tsars » (Tsargrad)[1] située sur les rives du Bosphore. La tendance — bulgare au XIII[e] siècle et serbe au siècle suivant — d'obtenir la suprématie au Mont Athos doit être rangée parmi ces entreprises.

★

L'État des Asénides a atteint l'apogée de sa puissance politique après la défaite infligée à Klokotnica (9 mars 1230) au souverain épirote Theodoros Komnenos (1214—1230), qui avait réussi d'anéantir le royaume de Thessalonique en annexant son territoire et en se faisant proclamer empereur, tout en bénéficiant du concours de Demetrios Chomatianos, archevêque d'Ochrida, concours que le métropolite de Thessalonique lui avait refusé, car ce-dernier avait pris la partie des Nicéens dans la compétition apparue entre les États grecs successeurs de l'Empire byzantin aboli par la quatrième croisade (qui avait créé à sa place un Empire latin d'Orient).

Après Klokotnica, Jean Asen II a aggrandi de façon considérable son État. Mais le véritable problème auquel il était confronté, ne se réduisait pas à une simple extension territoriale. Il s'agissait surtout d'élargir le contenu de son pouvoir, dans le domaine ecclésiastique surtout. C'est en ce sens que dans les territoires nouvellement acquis il a procédé au remplacement des prélats grecs et latins par ses propres prélats, mesure qui a atteint aussi le diocèse de Thessalonique avec ses évêchés, y compris celui d'Hiérissos avec le Mont Athos, quoique ces territoires ne fussent pas entrés sous son administration directe[2]. Ce qui plus est, il a rendu une visite aux monastères athonites[3]. Ces actions ont été reçues avec irritation par les Nicéens. Un seul exemple pourrait suffir : l'important siège métropolitain de Thessalonique se trouvait sous l'obédience du patriarcat œcuménique, qui après la IV[e] croisade avait choisi Nicée comme résidence. Au commencement de l'année 1232 les autorités de Nicée ont envoyé le métropolite d'Ancyre Christophore en qualité d'exarque du patriarche Germain II (1222—1238) dans ces régions européennes. La lettre adressée par Christophore à Jean Asen II[4] témoigne de la mésentente qui régnait alors à ce sujet entre les Lascarides et les Asénides. À la lumière de ce document il ressort clairement que ce n'étaient pas les conquêtes territoriales d'Asen qui dérangeaient Nicée — ces conquêtes

---

[1] A. A. Vasiliev, *Histoire de l'mpire Ebyzantin*, Paris, 1932, I, pp. 38 et 423 et II, p. 198.

[2] Jean Asen II a permis à Manuel, frère de Theodoros Komnenos, de régner à Thessalonique avec le titre de despote, et même de signer des documents à l'encre rouge, comme un empereur. Sur la situation de Thessalonique dans ces circonstances, voir Vasiliev, *op. cit.*, II, pp. 199—200 ; G. Ostrogorsky, *Histoire de l'État byzantin*, Paris, 1956, pp. 460 et suiv. ; D. M. Nicol dans *The Cambridge Medieval History*, IV, Cambridge, 1966, pp. 310 et suiv (= Id., *Byzantium : its ecclesiastical history and relations with the western world*, Londres, « Variorum Reprints », 1972, l'ét. nº III) ; G. Cankova-Petkova, dans *Istorija na Bălgarija*, III, Sofia, 1982, p. 166.

[3] G. Cankova-Petkova, *lieu cité*, p. 169 ; I. Dujčev, *Le Mont Athos et les Slaves au Moyen âge*, dans Idem, « Medioevo bizantino-slavo », I, Roma, 1965, pp. 500—501.

[4] On trouve une traduction bulgare de cette lettre, mise en valeur pour la première fois par V. G. Vasiljevskij, chez P. Nikov, *Cărkovnata politika na Ivan Asenja II*, dans « Bălgarska istoričeska biblioteka », III/1930, pp. 84—85.

étant par ailleurs faites sur le compte de certains rivaux des Nicéens — mais la politique religieuse initiée par celui-ci dans les territoires nouvellement acquis. Cette politique tendait vers la pleine autonomie religieuse de son pays. Deux voies s'ouvraient devant lui pour atteindre ce but : l'érection du patriarcat autonome par rapport à celui de Byzance, ainsi que la création d'une nouvelle hiérarchie ecclésiastique, en étroite dépendance du nouveau centre de Tărnovo.

Dans cette lumière on peut mieux saisir les vraies dimensions du compromis [5] réalisé en 1235 entre le centre de Tărnovo et celui de Nicée : ce-dernier a reconnu le patriarcat bulgare « autonome » [6], en échange Jean Asen II a cédé sur le deuxième point, en acceptant que le diocèse de Thessalonique dépende canoniquement du patriarcat de Nicée. Par conséquent, il a renoncé de remplacer les prélats subordonnés au siège de Nicée par ses propres prélats ; il a même consenti à la déposition de certains prélats qu'il avait nommés par des prélats consacrés à Nicée, qui respectait le statut d'autonomie dont jouissait le Mont Athos en vertu d'anciens privilèges accordés par les empereurs byzantins. Par contre, les prélats du tsar bulgare avaient essayé de subordonner la Sainte Montagne à leur juridiction, en s'appuyant sur le droit canon. De la sorte, Jean Asen II avait cherché d'obtenir la suprématie sur le Mont Athos.

On trouve beaucoup de détails à ce sujet dans un très intéressant, mais fort discuté [7] document. En dépit de certaines erreurs et confusions, nous sommes d'avis qu'on ne peut pas l'ignorer, surtout en ce qui concerne sa signification générale.

Connu sous le nom d'*eidesis*, ce document [8] nous apprend que le souverain bulgare a promu un autre prélat à la tête de la métropolie de Thessalonique, en cherchant d'élever aussi le rang de l'évêché suffragant d'Hiérissos, à dessein de lui conférer une autorité accrue sur la Sainte Montagne. Nonobstant les faveurs qu'il avait distribuées, Jean Asen II rencontra ici la vive opposition des moines athonites. Ceux-ci vinrent à Kallioupolis, à l'occasion de la rencontre entre Jean Asen II et l'empereur de Nicée, pour protester contre l'ingérence de la hiérarchie ecclésiastique dans les affaires de la Sainte Montagne. La plainte a été faite en présence du patriarche œcuménique et de son synode. Les pourparlers entre les deux parties ont confirmé la décision de ce synode, suivant laquelle « les hagiorites ne sont conduits par aucun prélat », et celui d'Hiérissos « n'a, en sa qualité d'évêque, aucune permission dans les vénérables monastères se trouvant à la Sainte Montagne » [9], en vertu d'anciens chrysobulles

---

[5] La même formule chez Dujčev, *ét cit.*, p. 503.

[6] Éd. A. Heisenberg, *Georgii Acropolitae opera*, . . . , I, Leipzig, 1903, p. 50, 26 , Nicephori Gregorae, *Byzantina historia*, I, Bonn, 1829, p. 30.

[7] V. G. Vasiljevskij, *Obnovlenie bolgarskogo patriaršestva pri care Ioanne Asene II v 1235 g* , « Žurnal Ministerstva Narodnogo Prosveščenija », 238, mars—avril 1885, p. 214, n. 1 ; V. N. Zlatarski, *Edin grăčki falsifikat, kojto se otnasja kăm bălgarskata istorija*, « Byzantinoslavica », II/1930, 2, pp. 231—258 ; F. Dolger, *Regesten der Kaiserurkunden des oströmischen Reiches*, nº 1747 (III, Munchen, 1932, p. 14) ; Dujčev, *ét. cit.*, p. 501 ; G. Cankova-Petkova, *Vosstanovlenie bolgarskogo patriaršestva v 1235 i meždunarodnoe položenie bolgarskogo gosudarstva*, « Vizantijskij Vremennik », XXVIII/1968, pp. 137 et suiv. (traduction russe du document, pp. 141—143).

[8] Publié par Ph. Meyer, *Die Haupturkunden für die Geschichte der Athosklöster*, Leipzig, 1894, pp. 187—189, et analysé *Ibidem*, pp. 51—53.

[9] *Ibidem*, p. 189, 13—19.

octroyés par les empereurs de Byzance. On cite, à l'appui de ces revendications, un décret d'Alexios Komnenos.

Il ressort clairement qu'il y a eu une lutte entre Tărnovo et Nicée au sujet du Mont Athos [10], lutte dans laquelle le droit canon de l'Église orientale a occupé une place de choix. Pour remporter la victoire, chacun des deux centres a fait valoir non seulement la force, mais aussi le droit. On voit que Jean Asen II connaissait bien la législation canonique byzantine et qu'il l'a utilisée dans ses propres intérêts. Mais le statut d'autonomie dont jouissaient les monastères athonites, statut plusieurs fois confirmé par les empereurs byzantins, représentait lui-même une dérogation par rapport aux canons. Quant aux Nicéens, ils ont soutenu l'autonomie des moines hagiorites, parce que ce statut était alors en leur faveur. Lié aux intérêts nicéens, le patriarcat œcuménique a préféré soutenir, dans les circonstances données, la dérogation que les empereurs de Byzance avaient faite par rapport à la lettre des canons.

★

Au XIV[e] siècle Byzance eut à affronter la rivalité serbe, similaire par sa nature à celle du tsarat bulgare aux temps de Jean Asen II. Profitant des difficultés interieures de l'Empire byzantin, de l'explosion de la guerre civile entre Ioannes Kantakouzenos et le parti de la cour de Constantinople, Etienne Dušan conquit aussi presque toute la Macédoine, à l'exception de Thessalonique, quoique le régime des Zélotes ait essayé plus tard de lui remettre le pouvoir. Après la conquête de Serrès, Dušan prit la dignité impériale et reçut la couronne des mains du patriarche nouvellement créé de Serbie. À côté de l'empire et étroitement lié à lui la Serbie avait donc son patriarcat à elle, comme la Bulgarie. Au couronnement de Dušan comme « empereur et autocrate de la Serbie et de la Romanie », événement qui se déroula le dimanche des Pâques du 16 avril 1346 en présence du patriarche de Tărnovo et de l'archevêque d'Ochrida, a pris part aussi le protos de la Sainte Montagne [11], fait significatif pour la situation nouvelle qui se développait dans la région. Le Mont Athos commençait d'entrer peu à peu sous l'influence serbe. Le nouveau tsar a rendu ensuite une longue visite à Athos, en comblant les monastères de riches donations. La pénétration serbe s'intensifiait, y compris parmi les moines [12].

---

[10] Une opinion similaire a été soutenue par P. I. Žavoronkov, *Nikejsko-bolgarskie otnošenija pri Ivane II Asene (1218—1241)*, « Vizantijskie Očerki », Moscou, 1977, pp. 204—206.

[11] G. Soules, *Ho tsaros Stephanos Dousan kai to Hagion Oros*, « Epeteris Hetaireias Byzantinon Spoudon », XXII/1952, p. 86.

[12] Bibliographie et aperçu récent chez D. Năstase, *Le Mont Athos et la politique du patriarcat de Constantinople, de 1355 à 1375*, « Symmeikta », Athènes, III/1979, pp. 133—138. De même que la rivalité bulgare au XIII siècle — on voit combien l'histoire se répète parfois — celle des Serbes s'est faite sentir sur le plan de la hiérarchie ecclésiastique aussi. Voir en ce sens D. Papachryssanthou, *Hiérissos, métropole éphémère au XIV[e] siècle*, « Travaux et Mémoires », Paris, V/1970, pp. 395—410. À la différence de l'auteur, qui admet que l'élévation éphémère du siège d'Hiérissos au rang métropolitain « fut probablement » (p. 410) l'œuvre des autorités byzantines, nous sommes d'avis que l'opinion de J. Darrouzès, *Liste des prôtes de l'Athos*, « Le Millénaire du Mont Athos 963—1963 », I, Chevetogne, 1963, pp. 425 et 431, selon laquelle cette élévation est due à Etienne Dušan, s'inscrit mieux dans la logique des choses.

Mais à Byzance on s'est aperçu du péril qui allait s'aggraver après la mort de Dušan, période durant laquelle deux protoi d'origine serbe, c'est-à-dire *serboprotoi* (pour emprunter le langage des documents byzantins de l'époque), se sont imposés à la tête de ces grandes communautés monastiques. Comment Byzance a-t-elle su échapper au péril grandissant et garder sa suprématie au Mont Athos? Il y a ici tout un chapître d'histoire qu'on ne pourrait pas ébaucher dans ces pages. Amoindri et mis aux prises avec des dangers de toute sorte, cet État a réussi d'affronter avec succès certaines difficultés. Le maintien de sa domination sur l'Athos a représenté pour lui un remarquable succès. Aux aspects politiques de cette lutte se sont ajoutés de très importants aspects sociaux et religieux, ceux-derniers soulevés surtout par la dispute hésychaste et ses prolongements. Face au péril turc, l'hésychasme byzantin a soutenu le mouvement d'opposition orthodoxe parmi les peuples de la Péninsule balkanique, mais tout en conservant avec jalousie la suprématie de l'élément grec sur le plan religieux, suprématie menacée pour un instant par les velléités serbes. Ces velléités se sont manifestées par la création d'un autre tsarat et d'un autre patriarcat, ainsi que par une pénétration constante et persistante de l'élément slave au Mont Athos et en Macédoine. Le despote Uglješa, qui régnait sur la Macédoine de l'est, ayant comme centre la ville de Serrès, a reconnu la suprématie du patriarcat byzantin au mois de mars 1368 [13]. Le fait s'explique par le morcellement du pouvoir serbe après Dušan. Byzance a tiré profit d'une situation similaire apparue sur le territoire bulgare après la mort de Jean Alexandre (1371). En conflit avec Šišman et le centre de Tărnovo, le prince Sracimir de Vidin a préféré l'autorité constantinopolitaine sur l'Église de son territoire à celle du patriarche de Tărnovo [14], fait qui ne pouvait que produire pleine satisfaction à Byzance.

En poursuivant la réalisation de ses intérêts avec une grande persévérance, la patriarchie œcuménique devait finir par consolider effectivement sa suprématie sur l'Athos au même moment que le triomphe sur le plan dogmatique de l'hésychasme palamite. Afin de contrecarrer les menées du royaume serbe au sein de la Sainte Montagne et de renforcer la position dominante de l'élément grec, elle a donné sa bénédiction pour la fondation de nouveaux monastères, tels que Dionysiou ou Pantokrator. Dans ce même but, de refouler l'autorité serbe, elle favorisa un développement monastique plurinational à l'Athos. Aussi, est-ce sous ce jour-là qu'il convient de considérer les efforts d'un Chariton, l'higoumène de Kutlumus, qui allait devenir par la suite métropolite de Valachie et l'un des premiers protoi grecs ayant à succéder aux protoi serbes. C'est au nom et à l'activité de Chariton que se rattache la présence, pour la première fois clairement attestée, des moines originaires de Valachie à Kutlumus. et cette présence devait s'avérer considérable sous le rapport numérique aussi, au point même de donner lieu à un veritable conflit entre

[13] A. Solovjev, V. A. Mošin, *Grčke povelje Srpskih vladara*, Londres, 1974 (= Belgrade, 1936), pp. 258—267. Le document est publié aussi dans F. Miklosich, J. Muller, *Acta Patriarchatus Constantinopolitani* (cité par la suite MM), I, Vienne, 1860, pp. 560—564. Pour les commencements du règne d'Uglješa à Serrès, voir G. Ostrogorsky, *Serska oblast posle Dušanove smrti*, Belgrade, 1965, p. 6 et suiv. (= Idem, *Sabrana Dela*, IV, Belgrade, 1970, pp. 439 et suiv.).

[14] MM II, Vienne, 1862, pp. 28—29.

eux et leurs confrères grecs [15]. Mais ce conflit allait comporter d'autres implications que celles liées à l'objet de la présente étude.

Par ailleurs, il convient de ne point négliger la portée de la mission du métropolite Theophanes de Nicée en Macédoine orientale et à la Sainte Montagne, où la patriarchie occuménique lui avait confié la tâche de mener une enquête contre Prochoros Kydones [16], ce moine « latinophron » et adversaire du palamisme de même que son frère Demetrios, ce-dernier bien mieux connu par l'histoire. Prochoros allait mourir peu après la sentence prononcée contre lui par le synode constantinopolitain au mois d'avril 1368. Son frère Demetrios rédigera après sa mort un écrit qui affirmait que le métropolite de Nicée avait manifestée peu d'intérêt pour cette affaire, en donnant une autre destination à son voyage [17]. Les documents de chancellerie du temps exposent, du reste, les faits de façon assez détaillée.

Il s'agit des négociations en vue de faire reconnaître sa suprématie poursuivies par le patriarche œcuménique avec Uglješa et couronnées de succès si l'on juge d'après le document émané de celui-ci en mars 1368. Auteur de plusieurs écrits anti-scholastiques dans l'esprit de l'hésychasme palamite, le métropolite de Nicée y tint un rôle essentiel, dont la portée est évidente d'autant plus que dans des circonstances historiques nouvelles il devait faire sienne la tâche de réconciliation avec l'Église serbe. L'initiative de cette réconciliation appartient au patriarche Kallistos, chef de l'ambassade byzantine qui se présentait en 1363 à la cour de la veuve de Dušan à Serrès, centre politique où Uglješa débutera en 1365. Comme on le sait, Kallistos est mort au cours-même de ce voyage, mais dernièrement un détail important le concernant a été mis au jour, à savoir qu'en route pour Serrès il passa par Athos [18]. Son successeur au siège patriarcal, Philotheos Kokkinos, ne fera donc que reprendre les négociations interrompues en 1363, en utilisant à cet effet les services de l'un de ses grands prélats : le métropolite nicéen. En le désignant pour cette tâche, Philotheos se rappelait-il l'épisode de l'affrontement bulgaro-nicéen intervenu plus d'un siècle auparavant, se rappelait-il que ce fut à Nicée, de son temps depuis des dizaines d'années déjà occupée par les Turcs — comme les écrits pastoraux de Theophanes le montrent également — que le pouvoir byzantin et la patriarchie de Constantinople trouvèrent asile auprès la quatrième croisade ? Sans doute ne s'agit-il en l'occurrence que d'une simple coïncidence. Habile diplomate, Philotheos a dû estimer plus propre à la réussite de cette délicate mission la formule des négociations conduites par une personnalité ecclésiastique interposée. D'autre part, aux dons innés de Theophanes s'ajoutait le fait que le siège nicéen comptait parmi les premiers de la hiérarchie ecclésiastique byzantine [19].

---

[15] P. Lemerle, *Actes de Kutlumus*, I, Paris, 1946, pp. 102—105, 110—121 ; une analyse des faits chez D. Năstase, *ét. cit.*, pp. 131 et suiv.

[16] G. Mercati, *Notizie di Procoro e Demetrio Cidone, ed altri appunti per la storia e la letteratura bizantina nel secolo XIV*, Cité du Vatican, 1931, pp. 46 et suiv.

[17] « Apologia III pro Prochoro fratre ad Philotheum patriarcham », publiée par G. Mercati, *op. cit.*, p. 322 (cf. F. Tinnefeld, *Demetrios Kydones, Briefe*, I, 1, Stuttgart, 1981, p. 239).

[18] D. Năstase, *ét. cit.*, p. 156, n. 4.

[19] G. Parthey, *Hieroclis Synecdemus et Notitiae episcopatuum*, Amsterdam, 1967 (=Berlin, 1866), p. 225 (notice 11, 5). Le fait est confirmé par les actes patriarcaux · par ex. MM I, pp. 362, 390, 414, 476, 531, 579 ; MM II, p. 8, 10, 27 etc.

Commencée au mois de mai 1366, cette mission de Theophanes devait prendre environ deux ans avant de son complet aboutissement attesté par le document émis en mars 1368 par Uglješa et reconnaissant la suprématie de la patriarchie œcuménique sur l'Église du pays sur lequel il régnait.

Le mois suivant, ce même concile qui condamna Prochoros Kydones se prononce sur la sanctification de Grégoire Palamas, à moins de neuf ans après le décès du doctrinaire de l'hésychasme. Afin de préparer cette décision synodale, Philotheos en personne rédigea un texte encomiastique fort long et détaillé, où Palamas est déjà traité en saint. Et la portée de l'entreprise de Philotheos ne s'arrêtait pas là : pour lui Palamas avait été non seulement un antilatin convaincu, mais aussi « un feu inextinguible de l'Empire des Rhomées » [20] — comme son encomion le dit textuellement — s'étant refusé à l'époque de faire le jeu d'Etienne Dušan. Cette affirmation se rapporte à un épisode de la visite rendue par Dušan au Mont Athos en 1347. À cette occasion, le tsar essaya d'attirer Palamas dans son camp, en l'invitant à rompre ses attaches avec Constantinople pour le suivre, lui, en son royaume, où l'attendaient de hautes dignités ecclésiastiques, ainsi que de grands biens et richesses. Or, à la profonde satisfaction du patriarche constantinopolitain, Palamas avait rejeté l'offre du souverain serbe.

Theophanes n'était pas encore rentré à Constantinople, sa mission accomplie, au moment où Philotheos et le synode présidé par lui prenaient au cours de ce même mois d'avril 1368 une décision des plus lourdes de conséquences pour les communautés athonites, car elle les mettait à l'obédience de l'évêque d'Hiérissos, sans tenir compte du statut d'autonomie propre à la Sainte Montagne. Et cela bien que plus d'un siècle auparavant la patriarchie œcuménique et les empereurs nicéens l'eûrent défendu avec tant d'acharnement. Maintenant, la position de la « Grande Église » de Constantinople sera juste aux antipodes par rapport à celle qu'elle avait adoptée jadis face aux visées sur l'Athos de Jean Asen II, quand elle préconisait avec force, chrysobulles impériaux à l'appui, l'autonomie des monastères athonites. Comme par un miracle, ses arguments, chrysobulles y compris, tombèrent dans l'oubli.

La décision respective du synode fut suscitée par l'évêque d'Hiérissos, venu se plaindre qu'à l'Athos on ne respectait plus ses droits de prélat des lieux : qu'on lui avait retiré sa kathisma à la résidence du protos de Karyes, de même que celui de porter la crosse et d'officier dans les couvents athonites, dont l'accès lui était ouvert seulement sur l'approbation préalable du protos, qui avait son nom mentionné pendant les offices avant celui de l'évêque et non après comme il se devait. Autre détail important : l'évêque se voyait interdites les ordinations par ses soins, l'intention du protos — d'origine serbe — étant sans doute d'introduire les hiéromoines et d'autres gens d'Église au Mont Athos, en les faisant passer par la filière des ordinations de l'Église serbe.

Notons comme remarquable que le synode de Constantinople négligea en l'occurence les chrysobulles impériaux confirmant l'autonomie de l'Athos dont quelques-uns étaient vieux de quatre siècles, alors

[20] « Encomion Gregorii Palamae », éd. Migne, « Patrologia Graeca », 151, col. 615 (cf. G. Soulès, ét. cit., pp. 92—93).

qu'il prenait en considération le canon 8 du concile de Chalcédoine, tenu plus de neuf siècles auparavant. Se fondant sur ce canon, selon lequel chaque monastère se subordonnait à l'évêque local, le synode constantinopolitain du mois d'avril 1368 déclare les communautés athonites comme mises à l'obédience de l'évêque d'Hiérissos. En même temps, celui-ci se voit confirmé dans ses droits antérieurs : le libre accès des couvents chaque fois qu'il voudrait y officier, le droit de porter la crosse, la mention de son nom avant celui du protos et le droit d'officier les ordinations, en y mettant toutefois le protos au courant.

La même décision synodale prévoyait qu'en attendant les résultats de l'ambassade envoyée chez les Serbes aucun hagiorite ne devait se permettre d'accueillir des moines ordonnés prêtres chez les Serbes. Sans qu'aucun nom en soit indiqué, il est évident que l'ambassade ainsi mentionnée était celle dirigée par Theophanes de Nicée et que cette ambassade n'était pas encore rentrée à Constantinople, la patriarchie œcuménique ignorant encore en ce moment le document émis par Uglješa le mois précédent. Aussi, la patriarchie se proposait-elle de revenir avec d'autres instructions en ce sens dès que les résultats de ladite ambassade lui seraient connus, « afin qu'elle sache exactement s'ils se sont réunis et se soumettent à la sacrosainte Grande Église du Seigneur de chez nous »[21]. La charte d'Uglješa, datée du mois de mars 1368, lui donnant pleine satisfaction à ce propos, la question qui se pose est de savoir pourquoi la patriarchie œcuménique attendit-elle trois années pour convoquer le synode de la réconciliation avec Uglješa, qui s'est tenu en mai 1371. Ses motivations devaient résider dans le fait que le document respectif n'avait qu'une valeur théorique, qu'il fallait donc le compléter par des mesures d'ordre pratique. Selon l'épître synodale du mois du mai 1371, certains prélats du pays d'Uglješa avaient été déjà acceptés par l'Église byzantine — ce qui signifie qu'ils tenaient leur autorité de Peć — alors que d'autres avaient même obtenu leur ordination par elle[22]. Or, même si les choses s'étaient déroulées sans grandes frictions — les sources sont muettes à ce sujet —, la procédure canonique exigeait un certain laps de temps, d'autant plus qu'il ne s'agissait pas d'un seul cas mais de plusieurs, chacun ayant ses traits spécifiques. Les textes permettent de saisir certaines situations assez clairement. Par exemple, ce n'est nullement par hasard que le même synode du mois de mai 1371 confiait le siège métropolitain de Philippes — centre dont l'importance était en déclin par rapport à celle qui fut jadis la sienne — au métropolite de Drama. Celui-ci, à part sa qualité de « proedros » du siège de Philippes, qui lui était confié à titre de « kat'epidosin », avait encore pour tâche d'administrer les droits patriarcaux de la totalité du territoire d'Uglješa[23] — ce qui revient à dire que la patriarchie œcuménique était bien rentrée dans ses prérogatives en ce qui concernait la région respective. Un autre indice important en ce sens est fourni par le haut rang accordé à la métropolie de Serrès dans la hiérarchie de la « Grande Église » de Constantinople, rang détenu au-

[21] MM I, p. 557

[22] MM I, p. 554 (« kai edexametha tous archiereis autōn eis koinōnian, heterous de kai echeirotonēsamen »)

[23] *Ibidem*, pp. 558—559

paravant par la métropolie de Traianopol de l'éparchie des Rhodopes [24]. L'annotation à laquelle nous nous référons montre sans l'ombre d'un doute qu'au mois de mai 1371 la capitale d'Uglješa était entièrement prise dans l'orbite de l'Église constantinopolitaine, qui en contrepartie avait accepté le métropolite slave de la cité, puisqu'on a retrouvé dans les archives athonites des documents portant la signature en cyrillique de ce prélat prénommé Théodose [25]. Mieux connu que Théodose s'est avéré son prédécesseur Jacob [26], également slave. Mais en 1383, quand les Turcs se sont emparés de la ville de Serrès au dépens des Byzantins (qui eux-mêmes l'avait prise aux Serbes après la bataille de Cernomen), le métropolite siégeant était un Grec, Matthaios Phakrases [27]. Le fait prouve que la réconciliation d'Uglješa avec la patriarchie œcuménique devait nécessairement comporter des éléments de compromis, entre autres l'acceptation des prélats slaves ordonnés par l'Église serbe. Du reste, cette sorte de compromis avait déjà eu lieu en 1235, entre les Nicéens et Jean Asen II.

★

Nous nous sommes penché sur deux épisodes de la lutte pour la suprématie à Athos, deux épisodes qui, bien que séparés par plus d'un siècle, ne reflètent pas moins une seule et même réalité historique : la propension des autres États balkaniques à rivaliser avec Byzance, voire de la remplacer, partant de sa propre armature politique, institutionnelle et spirituelle. C'est pourquoi, les procédures similaires des deux tentatives — vouées à l'échec en fin de compte — des voisins de Byzance reconnaissant la même confession de l'évincer au Mont Athos se révèlent significatives jusqu'à un certain point. Les différences de procédés qu'on peut y relever tiennent de circonstances historiques différentes. Il faut retenir aussi la manière dont Byzance confrontée à ces tentatives a réagi dans les deux cas, utilisant l'argument juridique autant que l'argument canonique.

Même en minimisant les choses jusqu'à réduire les conflits respectifs à une simple dispute sur le plan canonique — ce qui, certes, n'était pas le cas en réalité — le problème ne change pas : il regarde les rapports des couvents avec les épiscopats, considérés du double point de vue de la loi canonique *(kanon)* et de la loi impériale *(nomos)*. Mais, au fil des âges, l'on constate entre ces deux catégories de la législation byzantine des désaccords notables, en ce qui concerne l'Athos aussi. Pour en garder le contrôle, les Byzantins sûrent jouer avec maîtrise sur les deux plans, tantôt accordant la préséance aux chrysobulles impériaux, comme dans

---

[24] *Ibidem*, p. 558

[25] Voir « Études balkaniques », Sofia, XIV 1978, 4, p. 47 ; en août 1375 il signait un autre document (P. Lemerle, *éd. cit.*, p. 130). Plusieurs details chez Ostrogorsky, *Serske oblast*, pp. 105, 110, 115 et 125.

[26] V. P. Syrku, *K istorii ispravlenija knig v Bolgarii v XIV veke*. I, Londres, 1972 (St.-Pétersbourg, 1898), p. 454 ; un document athonite de décembre 1359 porte sa signature slave (J. Lefort, *Actes d'Esphigménou*. Paris, 1973, p. 157), mais en août 1365 apparaît un autre prélat, Sava (cf. Lefort, *éd. cit.*, p. 163)

[27] Cf. « Études balkaniques », XIV 1978, 4, p. 51 ; données nouvelles chez Lefort, *éd. cit.*, pp. 173 et 176

le premier cas de compromis, tantôt tablant sur les canons ecclésiastiques, comme dans le cas suivant.

Véritablement frappante s'avère la prise de position de l'Église byzantine, fondamentalement différente selon la situation, compte tenu de ses propres intérêts. En effet, on la voit soutenir l'autonomie athonite en 1235 vis-à-vis du pouvoir épiscopal, et cela en appelant à l'autorité des chrysobulles impériaux, pour renverser complètement le mouvement en 1368, quand elle étaie la suprématie de l'épiscopat d'Hiérissos sur l'Athos, en usant de la législation canonique. Pourtant, ce changement de position s'explique parfaitement dès qu'on évoque la « raison d'État » qui se trouve à sa base : c'est en son nom que s'est trouvé habilement exploité le rapport confus, jamais nettement précisé à Byzance, entre le *nomos* et le *kanon* [28], autrement dit entre le pouvoir impérial et le canon. Qu'une telle attitude était dictée par la raison d'État, l'évolution ultérieure des événements le confirme. En moins d'un quart de siècle après 1368, l'expansion ottomane allait anéantir complètement le pouvoir serbe, lui faisant perdre par conséquence sa propriété d'inquiéter Byzance. Cela explique le rapide rétablissement de son statut d'autonomie à Athos. En effet, deux documents émanés en 1391 et respectivement en 1392 de la patriarchie œcuménique devaient abolir le document de 1368. Qui plus est, le second de ces deux documents avance comme motif de l'abolition du document de 1368 le fait qu'il remonte à l'époque de la domination serbe [29].

En mettant au jour des confusions, voir imprécisions, souvent intentionnelles, entre le *nomos* et le *kanon* à Byzance, le sujet que nous traitons touche aux coordonnées fondamentales de sa civilisation.

---

[28] H. G. Beck, *Nomos, Kanon und Staatsraison in Byzanz*, « Sitzungsberichte der osterreichischen Akademie der Wissenschaften, Philos.-historische Klasse », 384, Vienne, 1981, p. 58

[29] J. Darrouzès, *Deux sigillia du patriarche Antoine pour le prôte en 1391 et 1392*, « Hellenika », XVI 1958–59, pp. 137–148, ici pp. 143–144. Une étape intermédiaire de cette évolution est marquée par le *prostagma* impérial de 15 juin 1375 (cf. H. Hunger, *Kaiser Johannes V und der Heilige Berg*, « Byzantinische Zeitschrift », XLV/1952, pp. 358 et suiv.)

DIE PFORTE UND DAS EINGREIFEN SIEBENBÜRGENS IN DEN DREISSIGJÄHRIGEN KRIEG

CRISTINA FENEȘAN

Die politischen Gegensatze zwischen den europäischen Staaten hatten zu Beginn des 17. Jhs. eine grosse Bedeutung unter den Offenbarungsformen der von den meisten verspurt werdenden Krise. Dabei war die Konnexion zwischen diesen Offenbarungsformen ein ausschlaggebender Grund fur die kontinentale Ausbreitung des im zweiten Jahrzehnt des 17. Jhs. in Zentraleuropa ausgebrochenen Konfliktes [1]. Es ist also selbstverständlich, dass der Ausbruch des Dreissigjährigen Krieges unmittelbare und sofortige Folgen fur die Beziehungen des selbständigen siebenburgischen Furstentums zur Pforte nach sich gezogen hat. Die Bemuhungen der bohmischen Stände sich auslandische Hilfe zu sichern, eine lebenswichtige Notwendigkeit im Kampfe gegen die Habsburger, haben ein mogliches Eingreifen der Osmanen auf seiten der Aufstandischen nicht ausser Rechnung gelassen. Mancher Zeitgenosse war vollkommen berechtigt die Aufmerksamkeit auf die schweren Verwicklungen des bohmischen Aufstandes fur die osmanische Expansionspolitik in Zentraleuropa zu lenken [2]. Das osmanische Eingreifen in den Dreissigjahrigen Krieg hätte sich in der Tat verhangnisvoll für das Los des Habsburgerreiches erweisen können, zumal es den Kampf auf mehreren Fronten fur einen innerlich zerrutteten Staat bedeutete. Darum wurde die Erlangung und zugleich Wahrung der osmanischen Neutralität zur Existenzfrage fur die Aussenpolitik des Wiener Hofes [3]. In der Folge baute die kaiserliche Diplomatie auf den Friedenswunsch welchen der neue Sultan, Osman II., beim Eintreffen der Nachricht über den Ausbruch des bohmischen Aufstandes (12. Juli 1618) und deren weitere Bestatigung durch die bohmischen Gesandten in Konstantinopel bekundete [4]. Die genaue Bestimmung oder wenigstens eine gewisse Einflussnahme auf die osmanische Haltung zum europaischen Konflikt wurde das Ziel des in Konstantinopel ausgetragenen diplomatischen Kampfes, Wettstreit dem nach und nach die Vertreter aller im Laufe der Zeit engagierten kriegsfuhrenden Staaten beitraten. Die zweideutige Haltung der Pforte sowohl den bohmischen Hilfeansuchen als auch den Kriegsereignissen gegenuber war schon durch

---

[1] J. Polisensky, *The Thirty Years' War : Problems of Motive, Extent and Effect*. in „Historica", Bd. XIV, 1967. S. 77, ders. *The Thirty Years War*, London. 1974 S 21–31, 72 102.

[2] P. Coles, *The Ottoman Impact on Europe*, London, 1968 S 159.

[3] R. R. Heinisch, *Habsburg, die Pforte und der Böhmische Aufstand (1618 1620)*, in: „Sudost-Forschungen", Bd. XXXIII, 1974, S. 134

[4] *Ebd*, S. 139–140.

Rev. Études Sud-Est Europ, XXIV, 1, p 61–69, Bucarest, 1986

die unmittelbare Ziele seiner Asien- und Europapolitik bestimmt: Abschluss des Krieges mit dem Iran und eine feste Regelung der Beziehungen zu Polen [5]. So dementierten die osmanischen Grosswürdenträger jegliche Beziehung zu den bohmischen Aufstandischen [6], die sich August 1618 vergebens um die Unterstützung des Ofner Beglerbegs, Hassan Pascha, beworben hatten [7]. Mehr noch, an die osmanischen Befehlshaber in Ungarn erging der Befehl, den 1616 mit Österreich geschlossenen Frieden zu wahren. Scheinbar ist es diesmal der Habsburgerdiplomatie vortrefflich gelungen, alle in Konstantinopel zugunste der bohmischen Aufstandischen unternommene Schritte zu vereiteln. Nur so liesse sich erklaren, dass Mechmed Pascha, Kaimekam des Grosswesirs, April 1619 ein älteres Versprechen, vom Juni 1618, erneuerte und zu gleicher Zeit die personliche Initiative des zukunftigen moldauischen Fursten Gaspar Grațiani, dem Wiener Hofe militarisch beistehen zu durfen, wieder guthiess [8]. Andererseits aber hat das durch die wechselseitigeAbhangigkeit zwischen der asiatischen und europäischen Politik der Pforte bedingte Hauptinteresse an die Wahrung des Friedens mit Österreich keineswegs jenes, das eine Schwachung des Habsburgerreiches verfolgte, ausgeschlossen. Eben in diesem Bereich vollzog sich eine Deckung und implizit eine partielle politisch-militarische Interessengemeinschaft zwischen der Pforte und Siebenbürgen sofern der Dreissigjahrige Krieg an Ausmass gewann und sein Verlauf neue Fragen aufwarf. Der Gegensatz zwischen den Gebrauch osmanischen Hilfe im Kampfe gegen die Habsburger und die Notwendigkeit sich der osmanischen Expansion, die die soziale-ökonomische Entwicklung Europas in Gefahr brachte, zu widersetzen, wirkte zu gleicher Zeit ausschlaggebend auf die Beziehungen des siebenburgischen Fursten Gabriel Bethlen und seiner Verbundeten aus dem Habsburgerreich zur Pforte ein. Der böhmische Aufstand war fur Bethlen ein willkommener Augenblick und eine günstige Gelegenheit sein Vorhaben — d.i. die Befreiung der von den Kaiserlichen besetzen Gebiete in Ungarn und die Bildung eines wehrtüchtigen zentralisierten Staates als Ausgangsbasis im Kampfe gegen die osmanische Gefahr — in die Tat umzusetzen. Bethlen konnte aber die sich bietende Gelegenheit nicht sogleich nützen, da 1618 seine Beziehungen zur Pforte, infolge der immer dringenderen Aufforderungen zur Übergabe der Festung Ineu *(Janova)* sichtlich gespannter wurden. Die Verteidigung Siebenburgens, sowie auch das Missachten der im Tyrnauer Vertrag (1617) vorgesehenen Verpflichtung, den Habsburgern militärisch beistehen zu müssen [9], verjährten das Eingreifen Bethlens in den europäischen Konflikt. Um die Ansprüche der zwei Grossmächte zu neutralisieren spielte Bethlen zu gleicher Zeit, sowohl den Habsburgern als auch der Pforte, die Möglichkeit vor, eine

---

[5] Zur Frage der osmanischen Unterhandlungen, vom April 1619, siehe T. Borsos, *Vásárhelytől a Fényes Portáig*, Bukarest, 1968 S 262—266

[6] R. R. Heinisch, *a.a.O.*, S. 140.

[7] E. Hurmuzaki, *Documente privitoare la istoria Românilor*, Bd V/1, Bukarest, 1885, Nr DI, S. 580.

[8] R R. Heinisch, *a a O.*, S. 135 und S. 150.

[9] S. Szilágyi, *Monumenta Comitialia Regni Transilvaniae*, Bd VII, Budapest, 1881. Nr LXXXI, S 442 469.

sofortige und wirksame militarische Hilfe seitens des einen, bzw. des anderen Bewerbers in Aussicht zu haben und bemühte sich diesen Umstand jedem der Partner bestens einzuscharfen. Das Auflassen der Frage von Ineu war damit in engster Verbindung und bestimmte ausschlaggebend den Verlauf der Unterhandlungen uber die Erlangung der notigen osmanischen Genehmigung zum Eingreifen Siebenburgens in den Dreissigjährigen Krieg. Die ersten geheimen Nachforschungen, die der siebenburgische Gesandte Paul Gyárfás anstellte, um das osmanische Verhalten dem bohmischen Aufstand und einem siebenburgischen Militäreingreifen gegenuber zu erkunden, datieren schon aus der Zeitspanne zwischen Ende Juli — Mitte August 1618 [10]. Ihr Ergebnis hing aber besonders von der Geheimhaltung und Verschwiegenheit die sie von allen Anfang an umhullten ab. Auf diese Voraussetzung legte Thomas Borsos, der siebenburgische Gesandte in Konstantinopel einen besonderen Wert. Dadurch erklärt sich auch sein ausdruckliches Verlangen — in einem Brief vom 30. Juli 1618 an den Fursten Bethlen — vom Auftrag des Paul Gyárfás nicht unterrichtet zu werden, um dessen Gelingen nicht in Gefahr zu bringen [11]. Die vertraulichen Äusserungen des Kaimekams Gurgi Mechmed Pascha vom 15. August 1618 — nachmalig auch vom Leiter der kaiserlichen Kanzlei *(reis ul kutab)* bestätigt — wegen Wahrung und Aufrechthaltung des Friedens mit Österreich [12] lasst den Schein einer ursprunglich einheitlichen Stellungnahme der osmanischen Grosswűrdentrager dem Ausbruch des Dreissigjahrigen Krieges gegenuber durchblicken. Angefuhrte Äusserungen bestatigen auch die Ansicht des Gesandten Thomas Borsos über den Wunsch der Pforte keineswegs in den zentraleuropaischen Streit eingreifen zu wollen [13]. Nach und nach brachte aber die Erweiterung der Kämpfe in Bohmen, sowie auch die erst am 24. Juli 1619 in Konstantinopel eingetroffene Nachricht uber den Tod des Kaisers Matthias [14], eine Wandlung in der Haltung mancher osmanischer Grosswurdentrager mit sich. Auf diese Weise lassen sich die Unstimmigkeiten und Gegensätzen in der offiziellen Stellungnahme der Pforte wahrend des Dreissigjährigen Krieges durch das Fehlen eines einheitlichen Standpunktes der osmanischen Grosswurdentrager bezüglich der Beibehaltung der positiven Linie der osmanisch-österreichischen Beziehungen und *eo ipso* des Eingreifens Siebenburgens anseits der bohmischen Stände genugsam erklaren. Die nur durch Nuance und Intensität unterschiedliche Stellungnahmen in der Ausrichtung der osmanischen Europapolitik waren meistens von den subjektiven Rucksichten der Grosswürdentrager beeinflusst. Dazu hatte die in Konstantinopel ver-

---

[10] T Borsos, *a a.O*, S 108, 113, 115

[11] *Ebd*, S. 108 "Welch'heimliche Gesandschaft Deine Durchlaucht durch den Paul Gyárfás gehabt hat, dies konnten weder Seine Gnaden, noch Paul Gyárfás sagen, sollte uns nur ein kurzes Wort daruber zur Kenntnis gebracht werden, so wurden wir es geschwind auf dem Marktplatz in Konstantinopel wieder zu Gehor bekommen Übrigens gibt es kein solches Geheimnis, das der Mensch in diesem Konstantinopel nicht zu horen bekame, wenn er nur freundlich und menschlich aufmerkt Ich wunsche, mein gnadiger Herr, nichts uber diese Sache Deiner Durchlaucht zu erfahren und bin nicht schuldig mich daruber zu rechtfertigen Was nur Deine Durchlaucht auch immer befiehlt, damit sei Deiner Durchlaucht gedient".

[12] *Ebd*, S 113, 115

[13] *Ebd.*, S. 109—110.

[14] *Ebd.*, S. 250.

spurte Krise ihrerseits unmittelbare, zuweilen gunstige Auswirkungen für die Wahrung, bzw. Steigerung der Gunst und politischen Unterstützung der osmanischen Grosswurdentrager, die auch durch schon ublich gewordén Geschenke kräftig gefordert wurden. Siebenburgens Gesandte in Konstantinopel suchten nun das wechselseitige Spiel zwischen diesen Meinungsunterschieden unter den osmanischen Grosswurdentragern und die in der Innen- und Aussenpolitik der Pforte auftretenden Änderungen (häufiges Wechseln der Grosswesire und der Ofner Beglerbegs; Beziehungen zu Polen und dem Iran) geschickt auszunutzen. Auch aus den Aufzeichnungen des siebenbürgischen Gesandten Thomas Borsos geht hervor, dass sich 1618–1620, im Laufe der vertraulichen Gespräche mit den osmanischen Würdentragern und der Debatten im kaiserlichen Diwan, immer mehr zwei Richtungen – eine pazifistische und eine kriegerische – in Konstantinopel umreissen liessen. Diese Spaltung in den Reihen der osmanischen Würdenträger entsprach einer politischen Notwendigkeit [15] die dazu bestimmt war, den Gesandten Bethlens die zweideutige Haltung der Pforte zum siebenburgischen Eingreifen in den Dreissigjahrigen Krieg zu rechtfertigen. Im Laufe dieser Gespräche mi dem standigen Gesandten Siebenburgens in Konstantinopel, sowie auc mit den siebenburgischen Sonderbeauftragten, wurde dieser Umstand – in unmittelbarer Abhangigkeit von der augenblicklichen Konjunktur – mehr oder weniger zur Geltung gebracht. Andererseits versuchten aber der Grosswesir und eine Reihe osmanischer Wurdenträger (darunter verschiedene Wesire und der *Hoca)* den Vertretern des Wiener Hofes diese Meinungsunterschiede je mehr zu verhullen und sie des von der Pforte gehegten Wunsches, den osmanisch-österreichischen Frieden zu wahren und auszubauen, offiziell zu vergewissern [16]. Die pazifistische Tendenz vertrat die grundlegenden Belange der osmanischen Aussenpolitik und hatte zum klaren Ziel, jegliche neue Verwicklung in Europa vor einer Klarung des Streites mit dem Iran und der Verschlechterung der Beziehungen zu Polen womoglich zu vermeiden. Ihr gehorten eine Reihe osmanischer Militärbefehlshaber an: der Januar 1619 abgesetzte Grosswesir Halil Pascha; der Ofner Beglerbeg Hassan Pascha; der ehemalige Ofner Beglerbeg, Wesir Nakkas Hassan Pascha und gewissermassen auch Karakasch Mechmed Pascha, der neueingesetzte (mit Ende des Jahres 1619) Ofner Beglerbeg. Diese Tendenz erfreute sich der Unterstutzung des Belgrader Kadi Habil, sowie auch jener manchen korrupten und zu gleicher Zeit schwankenden Elemente aus der unmittelbaren Umgebung des Sultans (z.B. der *Hoca* des Sultans). Auf diese Art und Weise hat der mehr oder weniger zuruckhaltende Beitritt des Grosswesirs zu Bundnispolitik mit den Habsburgern, wie auch seine geheimen Rechnungen uber Bethlens Eingreifen in den Dreissigjahrigen Krieg, die Änderung des Kräfteverhältnisses im konstantinopolitanischen politischen Leben zugunsten einer oder anderen Tendenz wesentlich beeinflusst. Die Machtsteigerung und zu gleicher Zeit Unbeständigkeit der Grosswesirenwürde blieb nicht ohne im Wesen gunstige Folgen, die langsam, zuweilen sich widersprechende Veränderungen in der osmanischen Hal-

[15] R. R. Heinsch, *a a O*, in "Sudost-Forschungen", Bd XXXIV, 1975, S 81.
[16] *Ebd*, in, "Sudost-Forschungen", Bd XXXIII, S. 149

tung zur Teilnahme Siebenbürgens am Dreissigjährigen Krieg bestimmten. Die Ersetzung des Grosswesirs Halil Pascha mit Kara Mechmed Pascha (18. Januar 1619), sowie auch das Ableben Kaiser Matthias', schufen die notigen Voraussetzungen — die ubrigens auch Bethlens Protektoren in Konstantinopel hervorhoben [17] — um durch das Vorgehen der siebenburgischen Gesandten eine allmahliche Änderung in der Stellungsnahme der osmanischen Politiker zum Dreissigjährigen Krieg zu bewirken. Der Kaimekam Gürgi Mechmed Pascha zusammen mit dem Mai 1619 ernannten Temeswarer Beglerbeg, Deak Mechmed Pascha, waren die stabilen Elemente der Kriegspartei. Sie verstanden es geschickt die Zusage und Unterstützung einiger osmanischer Wurdenträger (zwei Wesire, der *Hoca*, der Grossmuphti) [18] aber besonders jene des Grosswesirs, für einen Angriff auf Österreich, so wie ihn Bethlen plante, zu gewinnen. Die Ratschlage des Gürgi Mechmed Pascha spielten eine entscheidende Rolle für das Vorgehen des siebenbürgischen Gesandten Thomas Borsos in der Wahl des Augenblickes und in den notigen Vorbereitungen zur Erlangung des osmanischen Zustimmens, Frage die der Sonderbeauftragte Franz Mikó zu guten Ende führen sollte [19]. Zweifelsohne hat auch der Vertreter der Generalstaaten dazu beigetragen, den Grosswesir für Bethlen zu gewinnen und zugleich den diplomatischen Erfolg Mikó's gewissermassen ermöglicht. Im Verlauf der Juli 1619 ausgetragenen geheimen Unterhandlungen wechselte der Grosswesir nach und nach von seiner strengen Neutralitätshaltung zur wohlwollenden Neutralität über, um schliesslich das siebenburgische Eingreifen in den Krieg stillschweigend zu befurworten [20]. Übrigens entsprach die vom Grosswesir als wesentliche Bedingung geforderte Geheimhaltung dieses militärischen Eingreifens dem gegenseitigen Interesse einer Duplizitätspolitik Österreich gegenüber. Im Schutze des Doppelspieles (man berücksichtige auch das Österreich gegebeneHilfeversprechen im Kampfe gegen die böhmischen Aufständischen [21]) bereitete nun Gabriel Bethlen seinen Feldzug gegen die Habsburger auf politisch-diplomatischer und militärischer Ebene vor, wobei der Pforte die Möglichkeit verblieb, solches Verhalten offiziell zu missbilligen. Diese vom Temeswarer Beglerbeg Deak Mechmed Pascha und vom Gesandten Thomas Borsos auferlegte Vorsichtsmassnahme schonte die Beziehungen der Pforte zu Österreich und verminderte einigermassen die Gefahr in welcher der osmanisch-habsburgische Frieden schwebte. Demselben Zweck wurde auch der dem Temeswarer Beglerbeg erteilte Auftrag, den geeigneten Augenblick

---

[17] T. Borsos, *a.a.O.*, S. 250 : "Wenn er es nur wollte, würde er vor einen besseren Lage stehen".

[18] *Ebd.*, S. 272, 290, 292.

[19] S. Szilágyi, *a.a.O.*, Bd. VII, Nr. LXXXIII c, S. 529—531 ; ders., *Bethlen Gabor fejedelem uralkodása történetéhez*, in : „Történelmi Tár", 1879 ; G. Pray, *Gabrielis Bethlenii principatus Transylvaniae coaevis documentis illustratus*, Bd. I—II, Pest, 1816. Nr. 9, S. 41 ; T. Borsos, *a.a.O.*, S. 281, 283, 288.

[20] T. Borsos, *a a.O.*, s. 297 f.

[21] G. Pray, *a.a.O.*, Nr. 10, S. 43 f. : A. Gindely, *Acta et documenta historiam Gabrielis Bethlenii Transilvaniae principis illustrantia*, Budapest, 1890. S. 10 f. ; S. Szilágyi, *a.a.O.*, Nr. LXXXV, S. 532—536 ; T. Borsos, *a a.O*, S. 324.

5—c. 1709

für das siebenbürgische Eingreifen in den Dreissigjährigen Krieg aufgrund des vorherigen Einvernehmens mit Bethlen und nach der Berichterstattung in Konstantinopel zu küren [22], unterordnet. Als Gegenleistung seiner stillschweigenden Zusage und der in Aussicht gestellten Militarhilfe seitens des Deak Mechmed Pascha versuchte die Pforte Bethlen militärisches Eingreifen zum eigenen Nutzen zu beschränken und kanalisieren. Das von der Pforte in den Weg der Bethlen' schen Pläne gelegte Hindernis hatte seine Ursache im Fehlen einer Konkordanz zwischen den politischen Interessen Siebenbürgens und den Zielsetzungen der osmanischen Europapolitik während des Dreissigjahrigen Krieges. Das geschickte diplomatische Spiel der siebenbürgischen Vertreter in Kontantinopel konnte aber diese Realitat nicht verheimlichen und war auch nicht vermögend die Aufmerksamkeit der osmanischen Grosswürdenträger vom habsburgerfeindlichen Ziel der Bethlen'schen Politik abzulenken. Als aufschlussreichster Beweis dafür spricht die Art und Weise in welcher sich Charakter und Hintergründe der Bethlen'schen Politik zur Pforte in den Werken der osmanischen Geschichtsschreibung, als Niederschlag der offiziellen Anschauung, widerspiegeln. Die zeitgenössischen Chronisten (Ibrahim Peçevi, Kiatib Celebi und, etwas später, Maustafa Naima) beanstandeten den zeitweiligen, widersprüchlichen und egoistischen Charakter des Bethlen'schen Bündnisses mit der Pforte und wiesen auf den Kampf Siebenbürgens für die Festigung und Erweiterung seiner Selbständigkeit im Rahmen der osmanisch-österreichischen Beziehungen hin [23]. Diese Rücksichten haben gewiss die von Gürgi Mechmed Pascha am 27. September 1619 ausgesprochenen Zweifel nur geschurt, da er den der Pforte zufolge des siebensürgischen Eingreifens sich ergebenden Nutzen in Frage stellte [24].

Es ist schwer festzustellen wie weitläufig die Pforte über die politischen und militärischen Unternehmungen Bethlens unterrichtet war und in wie fern sie diese auch befürwortet hatte. In dieser Hinsicht widersprechen sich die Nachrichten des siebenbürgischen Gesandten Thomas Borsos mit jenen der anderen europäischen Vertreter in Konstantinopel all zu sehr. Das Erkenntnis der wahren Sachlage wird durch mehrere Umstände merklich erschwert: die gewollt zweideutige Haltung der Pforte; die unmittelbaren Wirkungen des Eingreifens der österreichischen Gesandten in Konstantinopel; die Bestechung der osmanischen Grosswürdenträger. Die Briefe des siebenbürgischen Gesandten Borsos an Gabriel Bethlen beweisen, dass der Grosswesir September 1619 schon im grossen von der Vorbereitung des antihabsburgischen Feldzuges unterrichtet war und insgeheim manche über die Lage an den Grenzen Siebenbürgens schon bestürzte Beamten (z.B. den Kadi von Belgrad) zu beruhigen bemüht war [25]. Die von den osmanischen Grosswürdenträgern (Gross-

---

[22] T. Borsos, *a.a.O.*, S. 281, 290, 292, 312.

[23] I. Peçevi, *Tarıh*, Bd. II, Istanbul, 1283 H. (1865/1866), S. 352 f.; Kiatib Celebi, *Fezleke-i Tarih-i Osmani*, Bd. II, Istanbul. 1287 H. (1869/1870), S. 105; A. Müneggimbasi, *Sahaif ül ahbar*, übers. von A. Nedım, Istanbul, 1285 H. (1868/1869), S. 638; M. Naima, *Tarıh*, Bd. II, Istanbul. 1282 H. (1864/1865), S. 399 f.

[24] T. Borsos, *a.a.O.*, S. 329.

[25] *Ebd.*, S. 296.

wesir, Muphti, *Hoca* des Sultan) erhobenen Einsprüche wegen Missachtung der Rolle des Temeswarer Beglerbegs bei der Vorbereitung und Entfesselung des Angriffes gegen die Habsburger [26] pladierten fur eine partielle und verspätete Unterrichtung der Pforte uber die politischen und militarischen Handlungen des siebenburgischen Fursten. Diese Unzufriedenheit, die durch die Abwesenheit von ungarischen und bomischen Gesandten in Konstantinopel noch mehr gesteigert wurde, konnte in naher Zukunft eine Änderung in der osmanischen Haltung Bethlen gegenüber rechtfertigen.

Die Pforte führte von guten Beginn an eine duplizitare Politik die besonders in der Befürwortung der siebenburgischen Militarhandlungen und auch Verheissung von osmanischen Hilfstruppen seitens der Temeswarer und Ofner Beglerbegs ihren konkreten Niederschlag fand [27]. Dies bedeutet aber nicht, dass sich die osmanischen Grosswürdentrager (der Grosswesir und sein Kaimakam) gleichzeitig nicht bemuht hätten dem diplomatischen Vertreter Österreichs ihre durchscheinende Parteilichkeit mittels offiziellen Dementis zu verheimlichen und ihm das Verbreiten falscher Nachrichten uber den Bethlen angeblich geleisteten Militärbeistand vorzuwerfen [28]. Die spater eingetretene grundsätzliche Haltungsanderung der fuhrenden osmanischen Kreise (Sultan Osman II., Grosswesir Ali Pascha) ist sowohl den politisch-militarischen Erfolgen Bethlens, als auch der Bestechung des Grosswesirs und des kaiserlichen *Hoca* durch die österreichischen Gesandten zuzuschreiben [29]. Diese kennzeichnende Wandlung in puncto der politischen Auffassung der osmanischen Grosswürdenträger uber die Beziehungen zu Siebenburgen definiert die Schranken in welchen die Pforte gewillt Bethlen politisch und militärisch beizustehen. Der durch partielle Hilfeleistung gebotene Ausweg sicherte in gleichem Masse die Untergrabung der Habsburgermacht und eine beständige Abhängigkeit Siebenburgens vom osmanischen Reich. Zu gleicher Zeit konnte dadurch auch das Auftreten verschiedener Komplikationen an der Grenze mit dem Habsburgerreich vermieden werden. Die Perspektive eines Krieges mit Österreich, sowie auch Siebenbürgens immer mehr schwindende Abhangigkeit von der Pforte, erklären zu Genüge die Ende 1619 und zu Beginn des Jahres 1620 von der osmanischen Politik ergriffenen energischen Massnahmen. Wiederholt drohende Befehle untersagten von nun an den Beglerbegs von Temeswar, Ofen, Eger usw. jegliche Teilnahme an den antihabsburgischen Kampf Bethlens [30]. Das sofortige osmanische Eingreifen, um einer imminenten Beseitigung des Siebenburgen 1541 auferlegten Abhängigkeitsstandes vorzubeugen, wurde von Bethlens Streben nach der ungarischen Krone entscheidend bestimmt. Verantwortlich dafür waren auch die in Konstantinopel kursierenden Gerüchte über Bethlens Beziehungen zu den böhmischen

---

[26] *Ebd.*, S. 342, 344, 347.

[27] *Ebd.*, S. 302, 332 ; G. Pray, *a.a O.*, Nr. 13, S. 56 ; S. Szilágyi, *a.a.O.*, Nr. LXXXVI, S. 537.

[28] T. Borsos, *a.a.O.*, S. 328, 367.

[29] *Ebd.*, S. 402, f.

[30] *Ebd.*, S. 353 : G. Pray, *a.a.O.*, Nr. 15, S. 63 f., Nr. 18, S. 73, Nr. 25, S. 125 ; R. R. Heinisch, *a.a.O.*, Bd. XXXIII, S. 160, 161, 164.

Aufstandischen [31] und über seine Wahl zum ungarischen und bohmischen Konig [32]. Da aber in der osmanischen politischen Auffassung die Selbstandigkeit Siebenburgens eine endgultige Trennung des Landes von denen in Ungarn durch die Habsburger besetzten Gebiete voraussetzte, so konnte die Pforte weder das Wiederaufleben des zu Mohács untergegangenen Konigreichs, noch die Wahl und Krönung Bethlens zum ungarischen König dulden. Falls sich nun dieses ereignen sollte, hätte Bethlen Siebenburgen aufgeben mussen, denn der Sultan "werde ihm niemals gestatten Siebenburgen in Verbindung mit Ungarn zu besitzen, da Siebenburgen eine Schopfung des Sultans Suleyman sei" [33]. Dei Grossmuphti berief sich seinerseits auf dieselben rechtlichen und politischen Beweggrunde, kraft welchen man auch Bocskay seinerzeit nicht gestatten konnte den siebenbürgischen und ungarischen Thron simultan zu besetzen. Bethlens Verzicht auf die ungarische Krone beweist eindeutig. dass ihm Siebenbürgens Interessen und Wohlergehen näher lagen als alles andere. Tatsachlich wird er sich weiterhin um politische und militärische Hilfe für Siebenburgen bei den Osmanen bewerben. Alle 1620—1621 in Konstantinopel unternommenen diplomatischen Bemuhungen zielten darauf hin, das Kräfteverhaltnis zugunsten Bethlen und seiner Verbundeten aus dem Habsburgerreich zu andern. Dabei ist es den siebenburgischen Gesandten gelungen die Manover der kaiserlichen Diplomatie geschickt zu vereiteln und die Unterstützung der Pforte, wie auch des Grosswesirs Ali Pascha, fur die Gegener Habsburgs zu gewinnen. Zu gleicher Zeit haben die siebenburgischen Diplomaten gewissermassen auch eine entsprechende Atmosphäre für das Empfangen und den Erfolg der 1620 nach Konstantinopel gekommenen böhmischen Gesandtschaften vorbereitet [34].

Der osmanische Feldzung gegen den moldauischen Fursten Gaspaı Graţiani (1620) — dessen enge Verbindungen zur Militia Christiana, wie auch die Georg Drugeth von Homonna gegen Bethlen gewährte Hilfe [35] hinlanglich bekannt waren — darf als ein namhafter diplomatischer Erfolg des Thomas Borsos gerechnet werden. Die Abwendung des ursprünglich gegen Polen gerichteten Angriffes verfolgte nicht nur die Hintertreibung des bethlenfeindlichen polnisch-habsburgischen Zusammenwirkens, sondern auch eine Betonung der moldauischen Abhängigkeit von der Pforte. Die polnische Katastrophe bei Tuţora war demnach eine Folge des indirekten Eingreifens der Pforte in den Dreissigjährigen Krieg, der neue Komplikationen für die moldauisch-osmanischen Beziehungen

---

[31] *Public Record Office London, State Papers*, 89/16, 110/27. Hiermit sei Prof. Dr. hab Josef Polisensky, der uns diese Dokumente, sowie auch jene aus dem *Statni Ustredni Arhiv Prag. Militare*, 1619, zur Verfugung stellte, nochmals herzlich gedankt. Vgl. G. Pray, *a.a.O.*, Nr. 11, S. 52.

[32] G. Pray, *a.a.O.*, Nr. 20, S. 79.

[33] T. Borsos, *a.a.O.*, S. 394; E. Hurmuzaki, *a.a O.*, Nr. DX, S. 589.

[34] Fur die Vorbereitung dieser Gesandschaften, siehe *Statni Ustredni Arhiv Prag. Militare*, 1620; eine Gesamtübersicht bei R.R. Heinisch, *a.a.O.*, Bd. XXXIV, S. 86, 94—97, 110—113, 118.

[35] Für die Beziehungen des Graţiani zu Homonnai, siehe den Bericht des Letzteren vom 1. Juni 1620 an den polnischen König Sigismund III im *Statni Ustredni Arhiv Prag, Stara Manipulace*, K 1/137.

mit sich brachte. Dem ungeachtet konnte die siebenburgische Diplomatie die Frage einer osmanischen Militarhilfe wahrend der akuten Phase des Krieges zwischen Polen und der Pforte (1620—Oktober 1621) nicht losen. Die Grosse der osmanischen Miliarhilfe, die Angebrachtheit ihrer Gewährung, aber besonders die Verspatung mit welcher sich die turkischen und tatarischen Truppen Bethlen anschlossen, waren vom selben Fehlen einer Konkordanz zwischen Interessen und Verfugbarkeit der auch auf anderen Fronten engagierten osmanischen Armee und den vor Siebenburgen gestellten politisch-militarischen Fragen bestimmt.

★

Um in grossen Zugen die Einstellung der Pforte zum Eingreifen Siebenburgens in den Dreissigjahrigen Krieg zu charakterisieren, soll bemerkt werden, dass die osmanischen Grosswurdentrager nach und nach, im Zuge der europaischen Ausbreitung dieses Konfliktes, die Notwendigkeit einer partiellen, keinesfalls aber ganzlichen Unterstutzung Bethlens eingesehen haben. Nur so konnte die 1541 in Siebenburgen eingesetzte osmanische Vorherrschaft weiterhin behauptet werden. Wenn schon Änderungen in den politischen Berechnungen der osmanischen Grosswurdenträger in Hinsicht einer stillschweigenden Befurwortung des siebenburgischen Eintrittes in den Dreissigjährigen Krieg aufgetreten sind, so verdankt man diese nicht nur den Bemuhungen der diplomatischen Vertreter Siebenburgens in Konstantinopel, sondern auch den Entwicklungen in der innen- und aussenpolitischen Lage des osmanischen Reiches. Der siebenburgische Gesandte in Konstantinopel erwirkte zwar bei der Pforte ein Prinzipabkommen, aber die Wahl des Zeitpunktes fur das Eingreifen und die Aufsicht uber die Durchsetzung des bethlen'schen Feldzugplanes blieben dem Temeswarer Beglerbeg Deak Mechmed Pascha vorenthalten. Unter solchen Voraussetzungen muss die Missachtung der Rolle des Temeswarer Beglerbeg in der Vorbereitung und Auslösung des Angriffes gegen die Habsburger sowie auch die nur partielle und verspätete Benachrichtigung der Pforte uber den Verlauf des politischen und militärischen Vorgehens der Siebenbürger, als einleuchtende Offenbarung des Kampfes für die Erweiterung der siebenburgischen Selbständigkeit angesehen werden. Angesichts der vollendeten Tatsache, aber auch im Schutze seiner zweideutigen Haltung, die die offiziellen Beziehungen zu Habsburg wahren sollte, hat die Pforte ab 1621 Bethlen Kampfe in dem Masse gefördert und unterstützt, in welchem diese eine Fortsetzung der antihabsburgischen Bewegung Bocskay's verkörperten und zur Erweiterung der osmanischen Gebietsverhältnisse an der Grenze mit den Kaiserlichen beitrugen.

LE RÔLE DE LA ROUMANIE DANS LE SUD-EST DE L'EUROPE (1900–1912)

NICOLAE CIACHIR

Au début du XX[e] siècle la Roumanie entretenait des relations diplomatiques et consulaires avec 14 pays, une place importante étant réservée aux États de la Péninsule balkanique. Par sa position géographique, par la communauté des intérêts économiques et politiques, par le passé commun de lutte dirigée surtout contre l'Empire ottoman, la Roumanie gravitait dans cette zone, même si elle visait, en principal, l'union de tous les Roumains avec ceux vivant dans la monarchie de l'Autriche-Hongrie. Il était d'ailleurs normal, compte tenu des conditions et des possibilités techniques de l'époque, que le commerce roumain soit dirigé surtout vers le Danube, la Mer Noire, la zone des Détroits, la Mer Egée et les voies routières vers les Balkans, que dans la direction de l'Atlantique, de la Péninsule Ibérique, Scandinave ou d'autres régions du globe.

Sur le plan politique, au début du XX[e] siècle, les États et peuples balkaniques traversaient une période d'agitations permanentes[1], déterminées par la nécessité de parfaire leur unification, par la libération des territoires se trouvant encore sous la domination ottomane. Mais, en même temps, la bourgeoisie des États balkaniques, en défiant le passé commun de lutte, menait une politique d'accaparation des territoires voisins, rivalité qui devint particulièrement acharnée.

Le coup d'État de Serbie (1903), qui conduisit au changement du cours de sa politique extérieure et à son orientation vers le bloc franco-russe, la révolte de la Macédoine (1903), les relations roumano-bulgares, tendues dans certaines périodes de l'intervalle dont nous nous occupons, la rivalité acerbe entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, toutes les trois visant d'obtenir un territoire aussi grand que possible de la Macédoine, l'absence totale des relations diplomatiques normales entre Bucarest et Athènes (1905–1911), la révolution bourgeoise turque de 1908, la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie, le coup donné aux Balkani-

---

[1] Pour des détails voir dans l'historiographie roumaine Nicolae Ciachir, *Contribuții la istoricul relațiilor româno-turce (1878–1914)*, « Buletin ADIRI », n° 5 (23), 1970 ; idem, *Implicațiile pe plan european ale revoluției turce din 1908*, « Revista de istorie », n° 79, 1978 ; idem, *Rumănskaja diplomatija na Balkanah (1913–1914)*, « Les Grandes Puissances et la Serbie à la veille de la Première guerre mondiale », Belgrade, 1976 , idem, *România și Țările Balcanice în perioada 1878–1900*, « Revista de istorie », n° 2, 1980 . idem. *La diplomatie roumaine dans les Balkans entre 1878–1900*, « Balcanica », Beograd, VIII (1977), idem, *Rolul României în sud-estul Europei în anii 1900–1912*, « Muzeul național de istorie », VI (1982) . Șerban Rădulescu-Zoner, *România și Tripla Alianță la începutul secolului al XX-lea (1900–1914)*, Bucarest, 1977 ; I. Gheorghiu, I Șendrulescu, *Relații externe ale României în perioada 1900 1914*, « Studii și articole de istorie », Bucarest, 1970.

ques (surtout à la Serbie, au Monténégro et à l'Empire ottoman) par la Cour de Vienne par l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine (1908), la révolte de Crète (1908), la révolution bourgeoise-libérale de Grèce (1909), le mouvement de régénération nationale toujours plus puissant de l'Albanie, les implications, sur le plan balkanique, de la guerre italo-ottomane (1911—1912), tous ceux-ci ne sont que quelques-uns des problèmes complexes qui agitaient les Balkans dans cette brève période de 12 ans.

Si nous ajoutons à ce tableau l'immixtion tantôt brutale, tantôt raffinée des grandes puissances, visant l'approfondissement des contradictions entre les États balkaniques, des profits toujours plus grands pour les monopoles impérialistes, nous approchons de la formule : Les Balkans — tonneau à poudre — qui ont d'ailleurs offert le prétexte pour le déclenchement de la première guerre mondiale.

Il convient pourtant de préciser que les 5 États sud-est européens — Roumanie, Serbie, Bulgarie, Grèce, Monténégro — étaient en pleine ascension et les Albanais et Macédoniens luttaient pour conserver leur entité nationale et se créer des États nationaux, tandis que l'ancien maître, l'Empire ottoman, traversait une période de permanente décadence, poursuivi dans cette désagregation autant par les Grandes Puissances que par les Balkaniques.

La puissante révolte déclenchée en Macédoine et la proclamation de la République de Krusevo (les Aroumains y formant la population majoritaire) et de Strangea (1903) ont afaibli les positions de l'Empire ottoman dans cette région de la Péninsule, déterminant en même temps une situation fort tendue dans les États voisins, notamment en Roumanie, en Serbie et en Grèce [2].

La nouvelle dynastie Karageorge (1903), exprimant les intérêts de la bourgeoisie commerciale et de la jeune bourgeoisie industrielle, dirige de plus en plus son orientation vers le bloc franco-russe qui était à même de leur offrir l'émancipation économique et politique vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie, État qui suffoquait la Serbie [3].

L'événement de 1903 fut suivi d une extraordinaire propagande contre l'Autriche-Hongrie et l'Empire ottoman ; la même année avait été étouffée la révolte déclenchée en Macédoine, mouvement ouvertement appuyé par la Serbie, qui s'est d'ailleurs à nouveau assumée le rôle de Piémont des Balkans [4]. Le nouveau roi, ayant des obligations envers les comploteurs qui l'avaient aidé d'accéder au pouvoir, laissa le pays à la merci de l'armée qui dominait pratiquement la vie politique du pays. L'armée soutenait les intérêts de la grande bourgeoisie serbe, surtout la formation d'un grand État slave : à cette fin, en 1911, le colonel Dimitrievič Dragotin-Apis crée la société secrète « Ujedinjenje ili smart » (L'Union ou la Mort) qui visait, conformément à l'Art. 7, la création d'un État comprenant, à côté de la Serbie, aussi la Bosnie, l'Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine, la Croatie, la Slavonie, le Srem, la Voïvodine

---

[2] Archives du Ministère des Affaires Etrangères de la R. S. de Roumanie (cité par la suite AMAE), fonds 21 (Rapports politiques de Constantinople), vol. 38, f. 47.

[3] *Ibidem.*

[4] Angelo Tamborra, *Cavour e i Balcani*, Torino. 1958, p. 73.

et la Dalmatie [5]. De la configuration de la Yougoslavie de nos jours, seulement la Slovénie ne devait pas être incluse, considérée dans la sphère de l'influence allemande.

La Russie, qui avait donné la possibilité à l'Autriche-Hongrie de renforcer considérablement ses positions dans l'Ouest des Balkans, par sa diplomatie erronée des années 1877—1878 vis-à-vis de la Serbie, encourageait maintenant la nouvelle orientation de la Serbie. Occupée en 1904—1905 par la guerre avec le Japon, elle encourageait aussi la France, son alliée, d'agir plus fermement dans les Balkans, surtout que la France réussit à percuter en 1904 une nouvelle alliance, celle conclue avec l'Angleterre (l'Entente Cordiale) [6].

Dans cette conjoncture, la Serbie était directement intéressée à maintenir de bonnes relations avec la Roumanie, fait qui était dans l'assentiment de la diplomatie roumaine, surtout qu'il n'y était pas question de litiges territoriaux et que la position géographique de la Serbie, même avec les territoires nouvellement acquis, ne gênait pas la Roumanie qui désirait maintenir un certain équilibre dans les Balkans [7].

Le Petit Monténégro restait au début du XX[e] siècle aussi, le pays le moins développé et le prince Nicolas, en se proclamant roi en 1910, profitant de ses rapports de parenté avec différentes Cours européennes, rêvait de polariser autour de son royaume les Slaves du sud [8]. Le Monténégro se mêlera activement des affaires des Balkans, en 1903, en 1908 à l'occasion de la crise de Bosnie, en 1910—1911 lorsque les mouvements du nord de l'Albanie s'étaient amplifiés, mais fut toujours tempéré, tantôt par la Russie, tantôt par la France et l'Italie, intéressées, dans certaines circonstances, au maintien du *statu quo* dans les Balkans [9]. Dans la période dont nous nous occupons, les relations avec la Roumanie seront correctes, de bienveillance et courtoisie car, ni la position géographique, ni les intérêts des deux pays ne donnaient lieu à des problèmes antagonistes.

Après 1900, la Grèce continue son développement économique et les emprunts de 1900, 1902 et 1907 accordés par la Commission Internationale Financière furent investis surtout dans l'exploitation du sous-sol, l'équipement et la modernisation de l armée, le développement du réseau ferroviaire [10]. La révolte de Macédoine de 1903 a de nouveau stimulé l'appétit guerrier de la bourgeoisie grecque (calmé par les insuccès militaires dans la guerre de 1897 avec la Turquie), et les gouvernements de Teotochis et Delianis affectent des sommes importantes aux armements et à la construction de nouvelles casernes. La révolution turque, la révolte crétoise (1908) et surtout l'union de cette grande et importante île avec la Grèce ont déclenché un énorme enthousiasme, mais le débarquement des troupes des Grandes Puissances en Crète — qui imposèrent un statut

[5] St. Stanojević, *Istorija Srba, Hrvata i Slovenaca*, Beograd, 1924. p 213

[6] N. Ciachir, *Istoria modernă a Serbiei*, Bucarest, 1974, pp 130—131.

[7] *Ibidem*

[8] Dimitrije Dimo-Vujovic, *Crna Gora i Francuska, 1860—1914*, Cetinje, 1971, p. 326; Gavro Vukovic, *Cetrdesetogodisnica vladavine knjaza Nikole*, Cetinje, 1928, p. 28; Baumont Maurice, *L'Europe de 1900 à 1914*, Paris, 1969. p 187.

[9] Baumont Maurice, *op. cit.*, p. 187.

[10] E. Thery, *La Grèce actuelle au point de vue économique et financier* Paris, 1905, pp. 29—37: voir aussi. A. C Tobiansky, D'Altoff, *L'avenir économique de la Grèce*, Paris, 1920, p. 55.

d'autonomie à cette province de l'Empire ottoman —, ont révolté les masses qui accusèrent le gouvernement pour la faiblesse dont il fit preuve [11]. Seulement l'intervention pleine de tact de la diplomatie française sauva le trône du roi George, et la nomination du crétois Vénisélos dans la fonction de premier ministre calma les esprits, pour une certaine période, tout au moins. En dépit du fait que les Puissances Centrales poursuivaient un rapprochement entre la Roumanie et la Grèce, pour contrecarrer l'élément slave de la Péninsule et pour paralyser la collaboration qui se laissait entrevoir entre la Russie et la Bulgarie, les relations sont plutôt tendues.

L'appui que la Roumanie accordait à l'élément aroumain dans les Balkans irritait Athènes et le Patriarcat de Constantinople [12] en dépit de la rencontre entre le roi Charles de Roumanie et le roi Georges de Grèce qui a eu lieu à Abbazzia en 1901 [13]. Ce mécontentement toucha à son comble en 1905, après que le sultan ait signé l'*iradé* accordant des droits aux Aroumains [14]. Les dissensions politiques entre Roumains et Grecs ont conduit à la dénonciation de la Convention de commerce signée entre les deux États en 1900, fait qui a déterminé les deux pays à rompre les relations diplomatiques pendant 6 ans, notamment jusqu'en 1911. Les relations diplomatiques seront reprises en 1911 quand le conflit militaire italo-turc offrait à la Grèce la perspective d'attaquer l'Empire ottoman.

Même si le début du XX^e siècle trouvait la Bulgarie en état de vassalité de l'Empire ottoman, celui-ci était purement formel, car Sofia ne faisait que payer 1 million de léva par an. [15]. En matière de politique extérieure, comptant sur sa position géographique, au centre de la Péninsule balkanique, et sur sa victoire militaire remportée sur la Serbie dans la campagne de 1885, la burgeoisie bulgare visait en premier lieu l'annexion de la Macédoine et de la Thrace et la proclamation de l'indépendance. Ferdinand de Bulgarie coquetait avec les Puissances Centrales et, en égale mesure avec la Russie, laissant accéder au pouvoir des gouvernements philo-allemands ou philo-russes cherchant un appui, surtout pour matérialiser son but, d'annexer la Macédoine, une province non seulement riche mais aussi bénéficiant d'une position stratégique susceptible de lui ouvrir la voie vers l'Egée [16]. Si à cause du problème macédonien, les relations avec la Serbie, la Grèce et l'Empire ottoman étaient tendues, les gouvernants de Sofia n'admettaient pas que Bucarest accorde son appui au Aroumains de la Péninsule balkanique et en premier lieu à ceux de Macédoine. La Convention militaire russo-bulgare de 1902 mécontenta profondément la diplomatie roumaine [17], compte tenu surtout de la position géographique de la Roumanie placée entre les deux partenaires ; l'appui de l'Autriche-Hongrie aurait constitué une réaction nor-

---

[11] N. Svoronos, *Histoire de la Grèce moderne*, Paris, 1964, pp 82—84.

[12] Alex Em Lahovary, *Amintiri diplomatice (Constantinopol 1902—1906)*, Bucarest, 1935, p 24.

[13] Michel Lheritier, *L'évolution des rapports gréco-roumains depuis un siècle (1821 — 1931)*, « Melanges Iorga », Paris, 1931, p. 58.

[14] M.A.E., Documente diplomatice. Afacerile Macedoniei. Conflictul greco-român, Bucarest, 1905, p 61.

[15] Gh. Stefanov, *Mejdunarodni otnosenija i vănsnata politika na Bălgarija, 1789—1970*, Sofia, 1977, p. 85.

[16] *Ibidem*

[17] AMAE, fonds 21, vol. 103, f. 48—53.

male, surtout qu'un traité en ce sens était en vigueur. Mais Vienne ne s'est pas empressée d'aider la Roumanie comptant sur deux éventualités possibles : 1. Par le soutien d'une politique roumaine active dans les Balkans, Vienne distrayait l'attention de l'opinion publique roumaine des problèmes de la Transylvanie, de la Bukovine et du Banat ; 2. L'appui d'un puissant État bulgare aurait mis un terme à l'irrédentisme roumain. Certains représentants de la diplomatie des Habsbourg, parmi lesquels le marquis Pallavicini, étaient enclins d'accepter la deuxième solution, en arguant qu'après la mort du roi Charles se produiront dans la politique extérieure roumaine des changements fondamentaux [18].

La révolution turque de 1908 a suscité tout de suite les intérêts de ses voisins balkaniques [19]. Au premier abord, la Bulgarie considéra le moment propice pour proclamer son indépendance, la Grèce pour annexer la Crète et pour obtenir une partie aussi grande que possible de la Macédoine ou d'autres régions se trouvant sous la juridiction de la Porte, faits auxquels aspiraient aussi la Serbie et le Monténégro. Ce qui plus est, Vienne se préparait pour l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, surtout que par la convocation d'un parlement ottoman ces deux provinces, entrées sous l'incidence des Habsbourg seulement au point de vue administratif, devaient envoyer leurs représentants dans ce forum législatif [20].

Le nouveau régime ottoman, en permanence intimidé par les Grandes Puissances, tracassé par les voisins balkaniques et saboté par le sultan et les éléments contre-révolutionaires fut obligé d'accepter l'indépendance de la Bulgarie (contre la somme de 125 millions de francs). Des emprunts accordés dans les années 1908—1911, approx. 80% représentent des dépenses militaires ; la constitution fut modifiée en 1911, l'Art. 17 permettant au roi et au gouvernement de conclure des accords secrets internationaux sans la consultation préalable du parlement (Sobrania) [21]. Au moment où éclata la guerre italo-turque, en 1911, la diplomatie bulgare voulut y entrer aussitôt, collaboration que l'Italie refusa, sous prétexte de ne pas être intéressée à voir dégénérer les conflits militaires locaux du nord de l'Afrique dans une guerre européenne. D'autre part, des personnalités lucides de Sofia considéraient que l'armée bulgare aurait été la seule à recevoir dans les Balkans le principal coup de la part de la Turquie. Sans une collaboration grecque, serbe ou russe, l'armée bulgare risquait d'être vaincue, et ce qui était encore plus grave, se compromettre dans les Balkans. De même, on pouvait s'attendre à ce que les voisins agissent d'une manière imprévue.

L'activité de la diplomatie roumaine devait se dérouler dans cette conjoncture tellement complexe. Les gouvernements, qu'ils fussent conservateurs ou libéraux et surtout après la nomination de Ionel Brătianu, en 1909, dans la fonction de premier ministre — fait qui marqua défini-

---

[18] Şerban Rădulescu-Zoner, *op. cit.*, p. 38

[19] N. Ciachir, *Implicațiile pe plan european ale revoluției turce din 1908*, « Revista de istorie », n° 9 (1978), pp. 1625—1631.

[20] M. Nintchitch, *La crise bosniaque et les puissances européennes*, vol. I, Paris, 1937, pp. 267 et suiv.

[21] Gh. Stefanov, *op. cit.*, p. 89.

tivement la prépondérance de la bourgeoisie dans la vie économique du pays — visaient le maintien du *statu quo* dans les Balkans.

Si en 1900 un conflit armé avec la Bulgarie fut sur le point d'éclater [22], si en 1902 le sultan, mécontent de la propagande des Albanais établis en Roumanie demanda leur extradition [23], en 1903 le gouvernement roumain poursuivait avec inquiétude la révolte macédonienne, surtout après les persécutions de la population aroumaine par les Turcs. Dans sa séance du 9 décembre 1903, le Parlement roumain décidait de porter une aide financière aux sinistrés (350 lei par personne), aide qui ne se limita pas seulement aux Aroumains; un fond de 600 000 lei créé à cette fin fut destiné à la construction d'écoles et d'églises roumaines dans la Turquie européenne [24]. I. I. C. Brătianu précisa la position de la Roumanie en sa qualité de ministre des affaires étrangères de la Roumanie : « Nous désirons entretenir avec les États voisins les plus cordiales relations et conjuguer nos intérêts, car, tout en défendant les nôtres, nous saurons respecter aussi les droits légitimes de nos amis » [25]. En ce qui concerne l'attitude de l'État roumain dans le problème de la Macédoine, il déclarait : « Nous désirons contribuer au développement culturel d'un peuple auquel nous lient nos sentiments et nos origines, nous désirons que toute la population chrétienne de l'Empire ottoman ait des conditions civilisées de vie et qu'elle puisse entretenir des relations pacifiques dans toute l'Europe orientale » [26].

Suite aux insistances de la Roumanie, le gouvernement ottoman a promulgué, le 9 mai 1905, l'*iradé* par laquelle on reconnaissait et on permettait la constitution de communautés aroumaines dans l'Empire ottoman. Cet événement — appréciait le diplomate roumain Al. Lahovary — fit sensation dans le public grec et surtout dans les milieux influents du Phanar et du patriarcat œcuménique de Constantinople qui faisait le jeu des gouvernants d'Athènes [27]. Hormis ces problèmes, les années 1905—1906 enregistrèrent de bonnes relations avec les autres pays balkaniques, surtout avec la Turquie, la Serbie et le Monténégro. En novembre 1907, le roi Charles I^er^ montrait dans son message adressé à la session ordinaire des corps législatifs, que les relations extérieures de la Roumanie sont en général satisfaisantes, en soulignant qu'avec la Turquie « les missions échangées entre moi et le sultan sont un nouveau témoignage de la confiance accordée à la Roumanie. J'espère qu'une Convention commerciale, et une Convention consulaire seront conclues avec la Turquie dans un bref délai » [28].

---

[22] AMAE, fonds 21, vol 40, f. 94

[23] *Ibidem*, f. 94 et suiv.

[24] Dezbaterile Adunării Deputaţilor. 1903—1904 La séance du 9 décembre 1903, p 144; le bilan de la révolte : 201 villages totalement ou partiellement brûlés, 4694 personnes massacrées. 70.835 habitants sans abri, plus de 30 000 personnes obligées de fuir l'Empire (*Enciklopedija Jugoslavije*, V, Zagreb, 1962, pp 609—611)

[25] *Ibidem*, p 141

[26] *Ibidem*.

[27] AMAE, fonds 21, vol. 47, f. 153

[28] « Monitorul Oficial » du 25 novembre 1907

D. A. Sturdza, premier ministre de la Roumanie en 1907 qui visait un rapprochement de l'Empire ottoman et conclut un traité de commerce et de navigation avec la Bulgarie, document fondé sur la clause de la nation la plus favorisée, entretenait un échange de visites et de messages avec le Monténégro et la Serbie, en tâtonant le terrain pour la reprise des relations diplomatiques.

La révolution bourgeoise des Jeunes turques de 1908 a été acceptée — d'après les informations confidentielles d'un diplomate roumain — par la majorité des peuples de l'Empire ottoman [29] et Bucarest salua sans réserves ce mouvement de régéneration nationale qui avait toutes les chances d'apporter dans le Sud-Est européen et dans l'Orient aussi un souffle novateur [30].

En synthétisant les lignes directrices de sa politique, le grand Vizir Hussein Pacha déclarait en 1909 : « La Turquie appuie la politique de neutralité et d'amitié avec toutes les Puissances, une politique des mains libres, grâce à laquelle elle espère transformer de nouveau la Turquie dans une grande puissance militaire, où le pays puisse développer toutes ses ressources matérielles et relever le niveau intellectuel de la population » [31].

C'est dans ce sens que se développeront les relations roumano-turques des années 1909—1911, marquées par l'apparition dans la presse des deux pays d'articles réciproquement favorables, l'ouverture d'un séminaire à Babadag, la nomination dans les cadres actives de l'armée roumaine d'un nombre de musulmans de la Dobroudja, la nomination de quatre Aroumains dans la magistrature ottomane, des visites réciproques au niveau ministériel, mais sans que tous ces aspects aboutissent à un traité entre les deux États [32].

En 1911, le ministre bulgare accrédité à Bucarest, en s'informant sur l'existence d'un traité roumano-turc, recevait la réponse suivante : « Les rumeurs qui courent n'ont aucun fondement. La Roumanie ne peut pas entrer dans une alliance pareille car elle a conquis elle-même son indépendance en luttant contre les Turcs ; donc, si les Bulgares, les Serbes et les Grecs, chrétiens orthodoxes comme nous, désirent lutter pour l'amélioration du sort de leurs compatriotes se trouvant sous la domination turque, la Roumanie observera une stricte neutralité tant qu'il ne sera pas question de modifications territoriales » [33].

Si en 1910—1911 les relations avec l'Empire ottoman et le Monténégro étaient normales, si avec la Serbie il existait — selon les affirmations de l'homme politique Milanovici — « une parfaite fraternité, communauté d'idées et de traditions » [34], si avec la Grèce les relations diplomatiques ont été rétablies en 1911, avec la Bulgarie elles marquent un déclin surtout après le déclenchement du conflit armé entre l'Italie et la Turquie.

---

[29] Archives d'État de Bucarest Archives Historiques Centrales (cité par la suite AEB-AHC), fonds Maison Royale, dossier 15 (1908), f. 2.

[30] N. Ciachir, *Contribuţii la istoricul relaţiilor româno-turce*. . . p. 20

[31] AMAE, fonds 21, vol 60, f 112

[32] AEB-AHC, fonds Maison Royale, dossier 16 (1912), f. 1.

[33] *Ibidem*, f 2

[34] « Adevărul » du 31 juillet 1910.

Les mouvements qui eurent lieu en Crète et en Albanie du nord [35], la guerre italo-turque, les négociations de coulisses entre la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro éveillent la vigilance du gouvernement roumain qui se lance dans des dépenses supplémentaires pour les armements, confie la fonction de chef de l'état-major à l'un de ses plus capables militaires, le général Alexandru Averescu et se prépare ainsi pour faire face aux événements qui se préparaient dans le Sud-Est de l'Europe. De toute façon, dans la période 1900—1912, les pays de cette zone s'affirment de plus en plus dans l'arène internationale, en dépit du mécontentement des Grandes Puissances habituées à la docilité des États petits qu'elles avaient gardés dans l'antichambre des négociations de Paix de Paris (1856), San Stefano (1878) et Berlin (1878) [36].

[35] AMAE, fonds 21, vol. 62, f 34 37.

[36] N Ciachir, *Rolj gosudarstv iugo-vostoka Evropi v mejdunarodnih otnoseniah (1908—1913 gg)*, « Nouvelles études d'Histoire », tome VI/2, Bucarest, 1980, p 270

LA ROUMANIE ET LE PROBLÈME DU DANUBE À LA FIN DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

ȘTEFAN VÎLCU

Les ingérances des grandes puissances dans les affaires intérieures de la Roumanie à la fin de la première conflagration mondiale se sont manifestées sur des voies diverses. Un exemple éloquent le constitue le problème du Danube et, par rapport à celui-ci, l'activité de la soi-disant « commission interalliée de contrôle », dont la présidence était assurée par l'amiral britannique Towbridge. Pendant la guerre, le Danube avait été utilisé au cours des opérations militaires ; par l'odieux « traité de paix » de Bucarest du 7 mai 1918, conclu après les insuccès temporaires de l'armée roumaine et sa retraite en Moldavie, l'Allemagne, secondée par l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie, avait imposé à la Roumanie des conditions économiques et politiques onéreuses, parmi lesquelles l'établissement d'un nouveau régime du Danube [1]. Selon l'observation du juriste réputé qui fut Nicolae Dașcovici, « le Danube se transformait par la paix de Bucarest dans l'instrument de domination définitive et sans espoir de tout le peuple roumain » [2]. Après la ratification du traité de Bucarest, aurait suivi l'élaboration d'un nouveau statut du Danube. En attendant, un régime provisoire était introduit, qui marquait les tendances expansionnistes des Puissances Centrales. La paix de Bucarest n'a jamais été ratifiée par la Roumanie. La 11 novembre 1918, l'armistice général est devenu réalité sur tous les fronts.

Jusqu'à la réglementation définitive du régime du Danube, on aurait dû normalement revenir au statut existant avant la guerre. Les Alliés ont toutefois décidé l'établissement d'une commission militaire ad hoc composée par les représentants de l'Angleterre, de la France et des États-Unis d'Amérique. Constituée d'abord pour assurer le trafic en bonnes conditions des transports alliés sur le fleuve, cet organisme a graduellement élargi ses prérogatives, en usurpant plus d'une fois, par ses initiatives, les droits souverains de la Roumanie. Transformé en commission de contrôle des grandes puissances par une décision du Conseil

---

[1] En vertu des conventions imposées à la Roumanie par les Puissances Centrales, il fallait instituer une nouvelle Commission Européenne du Danube formée par les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Bulgarie, de la Turquie et de la Roumanie ; ces conventions établissaient entre autres que la Hongrie allait recevoir le mandat sur les Portes de Fer, l'État roumain étant obligé à octroyer aux Puissances Centrales des concessions à long terme dans les ports danubiens ; voir les conditions imposées à la Roumanie chez Vintilă Brătianu, *Chestia Dunării* (La question du Danube), exposé fait à l'Assemblée des Députés, le 5 mars 1920, Bucarest, 1920 ; Nicolae Dascovici, *Dunărea noastră* (Notre Danube), Bucarest, 1921. pp. 56—59 ; Iulian Cârtână, Ilie Seftiuc, *Dunărea în istoria poporului român* (Le Danube dans l'histoire du peuple roumain), Bucarest, 1972, pp. 117 et suiv.

[2] N. Dașcovici, *op. cit.*, p. 59.

Rev. Études Sud-Est Europ., XXIV, 1, p. 79—84, Bucarest, 1986

Suprême, cet organisme a acquis le droit de livrer des permis de navigation, d'émettre des règlements concernant la navigation, d'utiliser le personnel et le matériel restés de l'ancienne administration austro-hongroise pour l'entretien de la partie du fleuve située entre Turnu Severin et les Bouches du Danube, de contracter des emprunts, de nommer un nouveau personnel, d'augmenter les taxes de navigation, d'engager des travaux divers, bref, de s'ériger en maître absolu de la navigation sans une base juridique internationale et sans tenir compte des intérêts et des droits des États riverains. La Roumanie a protesté dès le début contre cet état de choses. Le premier ministre par intérim Phérékyde notait indigné que cette commission « emploie le Danube comme un pays conquis », ne laissant à la Roumanie que le devoir de fournir du combustible ; « elle se veut maître de tout » [3], et l'officieux gouvernemental « L'Indépendance Roumaine » soulignait : « Fidèle à sa politique traditionnelle, la Roumanie a demandé une liberté absolue de navigation. La situation géographique de sentinelle à l'embouchure du Danube lui impose ce droit et le devoir de veiller au développement libre du trafic sur ce grand fleuve européen » [4]. Chef de cette commission, l'amiral britannique Towbridge se permettait des libertés impardonnables : la retenue de certains navires commerciaux roumains (le cas du batteau « Petru Rareş » au début du mois de mai 1919), la confiscation des outillages des ateliers de Orşova avec l'intention déclarée de les remettre au gouvernement yougoslave. En outre, le commandant britannique s'est érigé en arbitre de la délimitation de la frontière entre la Roumanie et la Yougoslavie, en proposant au gouvernement de Londres que la zone des Portes de Fer soit attribuée à la Yougoslavie [5]. Sans tenir compte des clauses du traité de Versailles qui limitaient les attributions de la Commission dans l'exploitation des vaisseaux capturés par les Alliés sur le Danube, la séance de cet organisme déroulée à Belgrade (29 novembre — 2 décembre 1919) établissait certaines mesures incompatibles avec son régime de fonctionnement et sa composition strictement militaire ; c'est ainsi qu'une décision qui a fortement affecté les intérêts roumains fut l'augmentation de 20 fois des taxes de passage par les Portes de Fer [6].

Entre temps, le 28 juin 1919, les représentants des puissances alliées et associées et ceux de l'Allemagne signaient le traité de Versailles. Le III[e] chapitre (articles 346—353) du traité contenait des dispositions spéciales concernant le régime du Danube [7]. Ces articles proclamaient, en essence, la liberté de navigation sur le Danube (déclaré fleuve international) et stipulaient le rétablissement de la Commission Européenne du Danube dans la forme d'avant la guerre mais dont la composition était provisoirement limitée aux représentants de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie et de la Roumanie. Se fondant sur ces dispositions, le

---

[3] Archives du Ministère des Affaires Etrangères de la R. S. de Roumanie (Cité par la suite AMAE), fonds 71—1914, E—2, dossier 181, tél. n° 285/8 juin 1919, signé Pherekyde.

[4] « L'Indépendance Roumaine », n° 13365, 8 octobre 1919.

[5] AMAE, dossier 181, tél. n° 236 reçu à Paris le 5 mai 1919 ; *ibidem*, dossier 182, f. 77 : tél. n° 379/30 août 1919, signé Brătianu et envoyé à N. Mişu, délégué à la Conférence de paix de Paris.

[6] V. Brătianu, *op. cit.*

[7] Voir la présentation du chapitre 3 du traité de Versailles chez N. Daşcovici, *op. cit.*, pp. 62—65.

Conseil Suprême Allié a invité le gouvernement roumain d'envoyer un délégué à la première séance d'après-guerre de la Commission Européenne du Danube qui allait se réunir dans la capitale de la France. On a pris à cette réunion toute une série de décisions discriminatoires et unilatérales : la substitution du personnel roumain employé antérieurement par la Commission Européenne du Danube par des fonctionnaires des autres États et l'augmentation de 7 fois des taxes de la Commission, une mesure qui frappait tout d'abord le commerce roumain de céréales. Ces taxes perçues à l'entrée ou à la sortie des Bouches du Danube devaient être payées en livres sterling ce qui correspondait au cours du moment (en monnaie roumaine) à une augmentation de plus de 40 fois : les grains roumains étaient payés à Sulina avec une taxe de 40—50 lei pour une tonne ; pour mieux comprendre le coup reçu par le commerce roumain, il est suffisant de rappeller que, par exemple, en 1913 la Roumanie avait exporté plus de 3 millions tonnes de céréales. Cette mesure a été accueillie en Roumanie par des vives protestations ; la presse observait que « cette majoration nous dévoile une tendance nouvelle dans la politique économique des grandes puissances »[8]. La délégation roumaine à la Conférence a présenté les demandes légitimes suivantes : a) l'institution sans retard de la commission internationale prévue par l'article 347 du traité de Versailles ; b) la restitution aux pays riverains, dans le plus bref délai, de tous les navires qui leur appartenaient et qui, à la suite de la retraite de l'ennemi, avaient été transportés en aval de Turnu Severin ; c) l'exécution immédiate de l'opération de partage entre les pays alliés des vaisseaux qui avaient appartenu à l'Autriche-Hongrie, opération prévue d'ailleurs également dans le traité de paix de Saint Germain ; d) la mise à la disposition d'une commission technique des pays riverains de tous les appareils et les moyens nécessaires pour l'entretien du chenal navigable des Portes de Fer, commission qui allait décider l'utilisation de ces installations conformément au principe que tout État riverain doit veiller à l'administration de la navigation sur sa partie du fleuve [9]. Ces demandes de la délégation roumaine n'ont pas été prises en considération. En vertu des principes de droit établis par les traités alors en vigueur, le représentant roumain présent aux séances du 29 novembre et 2 décembre 1919 n'a pas participé au vote des décisions mentionnées plus haut. Une autre violation des principes établis par les traités internationaux fut opérée par le Conseil Suprême qui, après avoir initialement établi par le traité de Versailles la validité absolue du principe de l'égalité de la représentation des États dans la Commission du Danube, a complètement supprimé ce principe du traité de Saint Germain au dernier moment, sans prévenir les États riverains pour lesquels la libre navigation sur le Danube était une partie intégrante de leur propre indépendance politique et économique. «La question du Danube — écrivait la presse roumaine — telle qu'elle se présente à l'heure actuelle est significative pour toute l'activité du Conseil Suprême allié. Nous nous trouvons devant un principe de droit établi par le traité de Versailles et abandonné par le traité de Saint Germain.

---

[8] « L'Indépendance Roumaine », n° 13453. 28 janvier 1920.

[9] *Ibidem*, n° 13424, 17 décembre 1919.

Les organes exécutifs de la Conférence (du Danube — N.d.A.) agissent en opposition flagrante avec les traités encore en vigueur et contre les droits incontestables des nations riveraines du Danube » [10].

Le problème du Danube a ajourné sa solution jusqu'à l'ouverture, le 2 août 1920, de la Conférence de Paris, chargée de l'élaboration du nouveau régime de navigation. Même par sa composition, la conférence a gravement violé la compétence reconnue aux États riverains par le droit international et confirmée par les précédents règlements concernant les autres fleuves internationaux ; les États non riverains présents à la réunion étaient au nombre de cinq : la Belgique, la France, la Grèce, l'Italie et la Grande-Bretagne, par rapport aux riverains qui étaient au nombre de trois : la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie. Les États riverains vaincus dans la guerre mondiale (l'Autriche, la Bulgarie, l'Allemagne et la Hongrie) n'avaient pas le droit de participation aux travaux, mais seulement d'assistance. L'Union Soviétique n'avait pas été invitée, bien que la Russie eût pris part aux conférences antérieures qui avaient établi le régime du Danube, qu'elle eût le statut de riverain et eût été membre de la Commission Européenne du Danube dès sa constitution. Donc, la composition même de la Conférence a eu le but d'assurer une majorité absolue aux États non riverains, afin d'imposer un statut du Danube favorable à leurs intérêts au détriment des droits des États riverains. D'ailleurs, les projets présentés à la Conférence par les représentants de la Grande-Bretagne et de la France faisaient ressortir cette inégalité flagrante. C'est ainsi que le projet français précisait aux articles 5 et 11 que de la Commission Internationale du Danube allaient faire partie l'Autriche, la Bavière, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Hongrie et Wurtemberg, ainsi qu'un représentant pour chaque État non riverain de la Commission Européenne du Danube (la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Grèce) ; on reconnaissait à cette commission « un pouvoir supérieur de contrôle sur la partie du Danube qui se trouvait sous sa juridiction », ce qui équivalait avec un contrôle international du fleuve par la violation de la souveraineté des États riverains [11]. L'amendement britannique au projet du statut accentuait au maximum la prépondérance des États non riverains dans la Commission Internationale du Danube, mentionnant que de cette commission pouvaient faire partie seulement les États non riverains, membres de la Commission Européenne du Danube, ou qui allaient appartenir à l'avenir à cette dernière Commission [12]. Quant à la position de l'Italie, son délégué a soutenu le projet français qui assurait à l'Italie la situation de membre des deux commissions danubiennes, quoique cet État ne fût ni riverain et n'eut jamais participé à l'élaboration des traités qui avaient réglementé la navigation sur ce fleuve [13]. Les projets présentés par la Roumanie et la Yougoslavie

---

[10] *Ibidem*, n° 13445, 17 janvier 1920.

[11] *Conférence internationale pour l'établissement du Statut définitif du Danube*, Paris, 1921, vol. I, pp 8—14, le projet français. Voir aussi la réponse à ce projet présentée par le délégué roumain Toma Stelian.

[12] *Ibidem*, protocole n° 31/8 avril 1921, annexe IV, vol. II, pp. 487—490.

[13] *Ibidem*, protocole n° 33/13 avril 1921, vol. II, p. 527.

mis en discussion par la Conférence de Paris ont reflété les intérêts fondamentaux des riverains, mettant également en évidence les droits et les charges qui revenaient spécialement aux États riverains du Sud-Est européen. Les principales dispositions du projet roumain [14] étaient les suivantes : a) la navigation sur le Danube était déclarée libre pour tous les pavillions sans aucune différence entre les riverains et les non riverains ; b) les États riverains et seulement ceux-ci avaient la compétence de donner des dispositions et d'appliquer les mesures nécessaires concernant la police générale de leur territoire, les douanes, les prescriptions sanitaires, l'immigration, l'émigration, l'importation et l'exportation des marchandises interdites, sans que par cette réglementation on empêche la libre navigation sur le fleuve ; c) on prévoyait l'existence d'une seule Commission internationale pour tout le trajet du Danube [15] conformément à toutes les réglementations concernant les autres fleuves internationaux. Quant à la composition de la Commission du Danube, le projet roumain ne pouvait pas modifier la lettre des traités de paix conclus après la guerre se rapportant à ceux-ci. Précisons que les prévisions des articles 347 du traité de Versailles, 302 du traité de Saint Germain, 230 du traité de Neuilly et 286 du traité de Trianon stipulaient que de cette commission allaient faire partie les représentants des États riverains (l'énumération s'est faite sans discrimination entre vainqueurs et vaincus) l'Autriche, La Bavière, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie, la Hongrie, Würtemberg ainsi que par les représentants des États non riverains prévus aux articles 346 du traité de Versailles, 301 du traité de Saint Germain, 229 du traité de Trianon ainsi qu'un délégué de la part de la Belgique.

En vertu du projet roumain, la Commission Internationale du Danube avait à sa charge seulement l'élaboration des règlements de navigation que devaient être uniformes pour tout le cours navigable du fleuve ; les règlements conçus par la Commission allaient être appliqués par les États riverains dans leurs eaux territoriales car, selon l'expression claire et sans ambages du délégué roumain, « les droits de la Conférence s'arrêtent là où commence la souveraineté d'un État » [16].

Le projet présenté par la délégation yougoslave incluait des principes similaires à ceux du projet roumain [17]. Dans les conditions existant alors, les délégations roumaine et yougoslave ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour l'affirmation des droits naturels de leurs États riverains du Danube. De même, quoique sans pleins pouvoirs à la Conférence, la délé-

---

[14] *Ibidem*, protocole n° 4/6 sept. 1921, annexe V, vol. I, pp. 66—71.

[15] *Ibidem*, protocole n° 33/13 avril 1921, vol. II, p. 526 ; l'article 26 du projet roumain se réfère explicitement à la définition de la Commission Européenne du Danube.

[16] *Ibidem*, protocole n° 45/11 mai 1921, vol. II, p. 731.

[17] Le projet yougoslave prévoyait entre autres : a) la liberté de navigation sur tout le cours du Danube, déclaré fleuve international et libre à la navigation pour les navires commerciaux de tous les États dans des conditions d'égalité absolue ; b) cette liberté devait naturellement être limitée par le droit de souveraineté des États riverains ; c) la Commission Internationale du Danube avait la charge unique d'élaborer les règlements de navigation sur le Danube, leur application étant de la compétence des autorités des États riverains. Voir. *Ibidem*, le projet yougoslave du 28 août 1920, ayant 31 articles, dans le protocole n° 4/6 sept. 1920, annexe III, vol. I, pp. 55—61.

gation bulgare a présenté un projet de propositions qui s'alignait aux projets roumain et yougoslave ; mentionnons la proposition bulgare selon laquelle tous les États riverains devaient être représentés dans la Commission Européenne du Danube et aussi dans la Commission Internationale du Danube [18].

On n'a que trop peu tenu compte de toutes ces propositions, certaines prévisions des projets roumain, yougoslave et bulgare ainsi que des autres États riverains étant presque ignorées. La convention concernant le statut du Danube conclue le 23 juillet 1921 reflétait le rôle dominant des grandes puissances non riveraines. Par les clauses de cette Convention [19], ces puissances s'assuraient le contrôle et l'administration du fleuve par ces deux commissions, C.I.D. et C.E.T., des organes internationaux ayant des attributions économiques et politiques qui par leur composition, par leur compétence et par leur buts violaient gravement la souveraineté d'État des riverains. Cependant, les travaux de la Conférence ont prouvé que les États riverains ont su défendre vigoureusement leurs droits, ont cherché des modalités de rapprochement des thèses soutenues, ont trouvé des lignes communes à défendre.

Tantôt de manière ouverte, tantôt de façon occulte, la politique impérialiste de certaines grandes puissances, qui essayaient de faire valoir les avantages d'une position dominante conférée par la victoire dans la première guerre mondiale, s'est manifestée tant à la Conférence de paix de Paris, que sur les champs de l'Anatolie et de l'Albanie, pendant les travaux de la Conférence pour l'établissement du statut du Danube. Pour obtenir des avantages économiques, des débouchés commerciaux, des territoires étrangers, les grandes puissances ont tenté différentes tactiques allant jusqu'à l'intimidation, aux pressions, à l'exploitation des difficultés économiques ou d'autre nature des États du Sud-Est européen, la pratique du droit de la force ou l'intervention directe dans les territoires des Balkans où ces puissances voyaient leurs intérêts en danger. Toutefois, les dures conséquences de cette politique n'ont pas été supportées par ses promoteurs, mais bien par leurs victimes.

---

[18] *Ibidem*, protocole n° 4/septembre 1920, vol. I, pp. 40—42.

[19] Voir le texte de la Convention dans *Ibidem*, vol. II, pp. 373—385. Voir aussi : I. D. Popescu, *Situația creată României prin regimul Dunării* La situation créée à la Roumanie par le régime du Danube), Galați, 1924 ; V. M. Radovanovici, *Le Danube et l'application du principe de la liberté de la navigation fluviale*, Genève 1925 ; R. W. Seaton-Watson, *Danubien Clues to European Peace*, London, 1935.

Învăţături preste toate zilele (Enseignements pour chaque jour) *(1642)*, édition et étude linguistique de W. van Eeden, Amsterdam, 1985, 2 vol , 806 p. + 116 p. ill

Les éditions de textes parues ces-dernières décennies témoignent de l'intérêt croissant pour les ouvrages de la culture roumaine des XVI[e]—XVII[e] siècles. Cette fois-ci c'est un spécialiste d'Amsterdam, W. van Eeden qui, sous la direction du grand slavisant C. Ebeling et du D[r] Andrei Avram du Centre de Dialectologie de Bucarest, a préparé une thèse d'État avec la transcription et l'étude linguistique du livre *Învăţături preste toate zilele (1642)*

Son choix a été dicté par la considération que les textes munténiens du XVII[e] siècle ont été moins étudiés que ceux provenant de la Moldavie contemporaine. L'auteur considère à raison que ce livre de 1642 est au point de vue de la langue une réussite comparable à celle du Sermonnaire (Cazania) du métropolite Varlaam d'Iaşi (1643) : il est donc important aussi bien en tant que source pour l'étude de l'évolution de la langue que comme témoignage de la culture de l'époque

L'ouvrage publié en 1642 à la typographie de Cimpulung (Muscel) représente un précurseur des Lumières de la même série d'ouvrages que ceux ayant transmis un message en roumain à la portée de tous, en diversifiant l'horizon de la culture roumaine. C'est un recueil de leçons de morale ; les premiers sept morceaux comportent chacun une prescription ou enseignement dont l'observation est recommandée au lecteur s'il veut s'assurer le salut de son âme ; ils traitent successivement de l'amour du prochain, de la patience, de l'amour de l'argent, de la charité, de l'envie (haine), de la pénitence et de la confession ; les autres sujets traités, non numérotés, sont des explications de l'oraison dominicale, des homélies, des enseignements des commandements de l'Eglise et des sept sacrements, etc Au total 12 chapitres La préface est du prieur du monastère de la Dormition de la Vierge de Cimpulung, Melhisedec, qui a traduit aussi le texte à partir d'originaux grecs. L'auteur ne s'est pas occupé d'établir les sources, discutant plutôt à fond la question de savoir si la traduction a été faite directement à partir d'un ou de plusieurs originaux grecs. Les recherches restent encore à faire.

Une nouvelle fort intéressante s'avère l'information qu'un des écrits appartient au métropolite Mathieu de Myre. Or, cet écrit ne figurait pas encore dans la bibliographie de celui-ci. Le chroniqueur et miniaturiste grec Mathieu de Myre a séjourné à Craiova et à Dealu (Tirgoviste) en 1606—1624, date de sa mort. Une excellente monographie dédiée à son œuvre par Olga Gratziou, *Die Dekorierten Handschriften des Schreibers Matthaios von Myra* (Athènes, 1982), nous apprend qu'à part les 53 manuscrits illustrés par lui, il est l'auteur d'écrits originaux en grec, les uns déjà publiés, par exemple *l'Histoire de la Valachie*, 10 autres écrits, bien qu'entrés dans le circuit de la littérature spécialisée, n'ont pas encore fait l'objet d'une édition intégrale. De plus. Mathieu s'est appliqué à apprendre le roumain (O.G., p. 128, note 305). Donc. il est possible qu'il soit l'auteur de l'essai *Învăţătură pentru căce că nu se cade creştinilor să batjocurească pre călugări. . aleasă de mitropolitul Mateu Mireul*. W. van Eeden considère que l'usage du participe *aleasă* « choisie » signifierait que celui-ci « a collaboré à la sélection des textes qui devaient entrer dans la compilation » (p 4). D'ici, une longue démonstration que son compatriote, Melhisedec, de parti pris, n'avait pas mentionné sa collaboration sur la page de titre, etc. Pour notre part, nous estimons que le mot *aleasă* dans le contexte respectif est un adjectif et qu'il a le sens de « très bonne qualité » et l'enseignement a été *rédigé* par Mathieu de Myre, evidemment, en grec. Il n'y a pas de raison de répéter un mot qui apparaît déjà dans le titre du livre, comme si seulement l'enseignement respectif était choisi par Mathieu. Nous avons affaire à un hyperbate ou renversement de l'ordre normal des mots qui serait selon nous · *Învăţătură [aleasă de Mitropolitul Mateu Mireul] pentru căce că nu se cade*... Le déterminatif *aleasă* « choisie » indique les écrits d'où ont été tirés les morceaux en question, tandis que locution *învăţătură aleasă* au pied de la lettre exige un complément direct : la personne qui a rédigé le texte Notre hypothèse peut expliquer pourquoi Mathieu n'est pas metionné dans le titre du livre, mais seulement dans le titre du morceau qu'il a rédigé. (On connaît d'après O.G. 15 miscellanées à contenu divers, c'est-à-dire des textes ascétiques également copiés par lui en grec). On peut supposer aussi que cet « Enseignement... » serait une allocution. Au point de vue stylistique, le texte ne diffère pas des autres morceaux traduits par Melhisedec, et c'est pourquoi nous supposons que c'est toujours lui le traducteur du texte attribué à Mathieu de Myre.

A l'égard de cette édition de W van Eeden, il convient de saluer, avant tout, la rigueur de l'analyse linguistique du texte, l'acribie de sa transcription, sa sûreté de décision lorsqu'il s'agit de solutions philologiques. Le principe de la réproduction du texte est celui de la transcription interprétative, c'est-à-dire qu'il est basé sur une interprétation préalable du système graphique employé Comme Van Eeden l'affirme : « Le principe directeur a été d'éliminer, dans la reproduction du texte, toutes et rien que les caractéristiques que nous estimons avoir une valeur purement graphique, afin que ne subsistent que celles qui sont linguistiquement pertinentes (p 499). Une partie des opérations que demandait l'élaboration de l'*Index* ont éte effectuées par ordinateur, ce qui a eu pour résultat un *Index général de fréquence* pour chaque mot roumain et slavon Chaque article indique aussi toutes les formes variantes phonétiques et morphologiques. Un *Glossaire* (p. 798—806) prouve de façon convaincante que le nombre des mots devenus moins connus maintenant (archaïsmes, régionalismes et mots techniques) est reduit par rapport au lexique employé hier comme aujourd'hui. Seuls les mots du glossaire ont été traduits en français, or, il nous semble que cette traduction était souhaitable pour le lexique tout entier (pour l'Index aussi)

La réussite de cette édition s'explique · elle est le fruit d'une parfaite connaissance du roumain de l'époque, dont l'auteur est redevable à ses maitres, le regretté Jean Boutiere et le prof. Emil Turdeanu, auxquels Van Eeden exprime sa profonde gratitude. A cela s'ajoute la meilleure méthode pour l'édition des vieux textes C'est un imense labeur que W. van Eeden a mis au service de la culture roumaine, ce qui lui donne droit à notre reconnaissance

Zamfira Mihail

WARREN T. TREADGOLD, *The Byzantine State Finances in the Eighth and Ninth Centuries*, Columbia University Press, New York, 1982 (XX + 151 pages)

Une véritable révélation ce dense livre paru dans la série byzantine de East European Monographs, élaboré avec l'appui de la Fondation Alexandre de Humboldt Le grand intérêt du sujet — enrichi par les contributions des éminents J. B Bury (1911) et E Stein (1919). de A. Andréadès (1921, 1948), Louis Bréhier (1949, 1970), Hélène Ahrweiler (1960), Spyros Vryonis (1963, 1967) et beaucoup d'autres — pâlit toutefois à cause de l'exiguité des sources. Les résultats des investigations de Warren T Treadgold confirment la thèse de la perte quasi-totale des archives byzantines à l'encontre des doutes exprimes par Roberto S Lopez (1977). Les archives officielles byzantines des VIII^{e}—IX^{e} siècles peuvent donc être considérées irrémédiablement perdues. Et pourtant l'auteur a fait une patiente étude des bribes des sources primaires, fondée sur une méthodologie d'histoire comparée très soignée.

Le livre comprend quatre sections : l'état actuel des questions (pp 1—7), « Les finances sous Théodora (842—856) » (pp. 9—65), « Une vue générale sur les finances entre 717 et 886 (pp. 67—90), le tout accompagné par : une préface (pp VII—VIII), la liste des abréviations (pp IX—XX), ainsi que des tableaux (pp. 97—120), des notes (pp 121—143), des cartes (pp. 144—146) et d'un index (pp 147—151)

Certaines difficultés du problème sont attentivement passées en revue : des estimations des revenus par rapport à la surface de l'Etat et le nombre de ses villes corroborées avec le coût de la vie — 17 nomismata par an pour une famille byzantine du haut et moyen empire. d'après Georges Ostrogorsky et Romilly Jenkins (pp. 3—4) — qui sont arrivées à une variation de 1 à 7 1/2 de la valeur des revenus, estimations qui en définitive n'ont aucune utilité.

L'idée très neuve de Warren Treadgold est d'essayer la reconstitution globale des finances de l'Etat byzantin, de son budget. De là le plan du livre, au premier abord insolit, mais qui fournit la clef de voûte de l'étude. On a rétabli auparavant le budget général sous la régence de Théodora (842—856), à fin d'avoir le paradigme pour la restitution de l'évolution financière byzantine entière du VIII^{e} au IX^{e} siècle Restitution à rebours, par l'excédent d'abord, ensuite les dépenses et à la fin les revenus

D'après les chroniques de Génésios et le Continuateur de Théophane — très appréciées par l'auteur — les réserves en or laissées par Théodora en 856 montaient jusqu'au 13 680 000 nomismata (p 10) Les dépenses majeures étaient destinées à l'armée et d'ailleurs les assises de la recherche de M. Treadgold concernent les rôles de payement des troupes. Par ce motif le livre a aussi sa place dans l'historiographie militaire sur le moyen âge sud-est européen. On doit remarquer dans l'organisation militaire byzantine au milieu du IX^{e} siècle l'équivalence de divisions administratives et de celles de l'armée ; l'élément primaire des thèmes était le

bandum, la bannière (cf. le roumain *steag*, avec le même sens), de 200 soldats sous un comte. Ce fut pendant ce temps que le système de l'attribution des terres militaires héréditaires (στρατιώτικα κτήματα) en échange du service dans l'armée s'affermit. Les lots provenaient des domaines impériaux qui de 15 %—18 $\frac{1}{2}$ % de la terre de certaines provinces au V^e siècle ont diminué jusqu'à disparaître au IX^e. Ces fermes ont été le support de l'entretien des troupes au IX^e siècle, la paye étant seulement un supplément. Au milieu du IX^e siècle on faisait la paye une fois tous les trois ans — antérieurement tous les six et après tous les quatre ans.

Grâce au diverses sources arabes — Ibn Khurdādhbih, Ibn Al-Faqīh, Qudāmah Ibn Ja'far, Al-Mas'ūdī — du Tacticon d'Uspensky et des autres témoignages sur l'organisation et les effectifs des *themes*, corroborés avec le récit de Théophanes Continuatus et Pséudo-Syméon, sur une paye de 1,44 millions aux troupes effectuée par l'empereur Michel VIII en 867, Warren Treadgold a pu établir que c'était proprement la dépense annuelle pour une armée de 120 000 hommes (p. 108). La construction financière proposée fut le moyen grâce auquel l'auteur a refait l'organique de l'armée byzantine du IX^e siècle. Encore quelques 840 000 de nomismata furent dépensés annuellement à Byzance pour l'armée — le coût moyen d'une campagne étant de 125 000 nomismata (pp. 36—37). Les sommes attribuées aux autres services de l'empire — puissées par l'auteur de sources nombreuses et quelquefois innatendues, dépassent 600 000 nomismata par an. Pour équilibrer la dépense et accumuler l'excédent trouvé à la fin de la régence de Théodora, les revenus doivent monter à presque 3,3 nomismata chaque année. La plupart de cette somme provenait de l'impôt foncier, situation naturelle pour une économie agricole prépondérante. D'après Ibn Khurdādhbih vers 842, l'impôt pour 200 modii (16 ha) de terrain agricole était de 3 nomismata par an, et pour un foyer de $\frac{1}{2}$ nomismata (p. 52). On voit ici les fondements d'un entier échafaudage historiographique sur l'économie et la démographie rurale du IX^e siècle (pp. 52—58). À côté de l'impôt foncier les taxes perçues sur les marchandises (commercia), et les foires, provenant des monopoles du sel et des mines sont modiques mais pas du tout insignifiantes (15 000 nomismata l'impôt sur le commerce de Constantinople seulement).

Le budget au milieu du IX^e siècle[1] est le paradigme pour apprécier l'évolution financière byzantine de 717 à 886 (pp. 67—90). On doit reconnaître ici une économie saine, équilibrée, quoique le budget impérial n'est que la septième partie de celui du Califat arabe (p. 61). Pourtant le rapport des effectifs des deux armées de campagne n'est que de 1 : 3,3 ; le maximum byzantin étant de 40 000 hommes comparativement aux 135 000 Arabes (p. 92) — mais peut-on être si sûr quant aux effectifs des orientaux? Quoique mieux payés, les guerriers du désert ne dépassaient pas en valeur les paysans-soldats du vieux empire, avantagés évidemment par les conditions stratégiques et logistiques, par les murs du Constantinople.

À la fin de la lecture on s'avoue un peu surpris par tant de précision sur les finances d'un Etat des VIII^e—IX^e siècles dont les archives se sont avérées perdues. Mais c'est une impression seulement. Le livre de M. Treadgold a une valeur exemplaire. C'est une nouvelle démonstration de l'usage de la probabilité en histoire[2]. Certains préjugés et appréhensions sont réfutés en faisant la preuve de la solidité de l'économie rurale byzantine — même à travers

[1] Voici en resumé le tableau du budget des années fastes de la régence de l'impératrice Théodora (en millions de nomismata) :

Revenus — impôt foncier et par foyers	2,9	
autres taxes	0,4	
	3,3	(2,9—3,7)
Dépenses — la solde de l'armée	1,4	
autres dépenses militaires	0,8	
le service civil	0,5	
autres dépenses civiles	0,1	
	2,8	(2,4—3,2)
Excédent	0,5	
		(p. 115)

[2] V. Pierre Vendryès, *De la probabilité en Histoire*. Paris, 1952.

les invasions des Slaves dans les Balkans (qu'on ne doit pas exagérer) — économie capable d'un rapide rétablissement et d'un rythme de croissance sûr. Contrairement aux opinions courantes, la bureocratie byzantine est faible, l'effort principal de l'Etat va à l'armée, à la défense d'une civilisation menacée Abondant en suggestions visant les recherches sur l'histoire des pays de Carpates, du Danube, des Balkans et de la mer Noire, de la Romanité orientale — partiellement comprise dans les calculs financiers mentionnés — le livre de Warren T. Treadgold est une remarquable réussite.

Sergiu Iosipescu

I. METIN KUNT, *The Sultan's Servants. The Transformation of Ottoman Provincial Government. 1550—1650*, Columbia University Press, New York, 1983, XXIII + 181 p.

Le nom du professeur I. Metin Kunt est bien connu parmi les turcologues grâce à ses travaux compétents consacrés surtout aux structures politiques ottomanes du XVII^e s.[1] Le livre que nous présentons est le résultat d'une longue activité de recherche déroulée à Istanboul, Jérusalem et New York autour du sujet abordé dans la thèse de doctorat soutenue en 1976 à Boğaziçi Üniversitesi d'Istanboul[2] Rédigé dans une langue internationale, le livre s'adresse non seulement aux turcologues, mais, en égale mesure, aux spécialistes dans d'autres domaines avoisinants.

Les premiers deux chapitres (I. *The Emergence of the Ottoman State*, p. 1—8 ; II *Provincial Administration* p. 9—29) ont plutôt un caractère introductif, visant à offrir aux moins initiés dans l'histoire et les institutions ottomanes les éléments nécessaires à une analyse approfondie Evidemment, le but circonscrit et l'espace limité ont déterminé aussi une limitation de l'information de manière que, des travaux tels *l'Encyclopédie de l'Islam* (dans ses différentes éditions) ou la monumentale *The Ottoman Empire · The Classical Age 1300—1600* de Halil Inalcik restent fondamentaux. Dans ce succinct mais rigoureux apperçu I. Metin Kunt accorde une attention particulière au *dirlik* (revenu concédé aux dignitaires ottomans pour l'accomplissement des fonctions dans l'appareil d'État) institution-clef de l'Empire Ottoman classique. Remarquable l'observation de l'auteur sur le fait que la différenciation entre le *timar* et le *zeāmet* d'une part, et le *hās* d'autre part n'est pas tellement quantitative (de nombreux travaux considérent que les *hās* étaient des *dirlik* qui dépassaient les 100 000 akçe), mais rapportable surtout aux attributions accomplies par leur possesseur. Ainsi, dans le cas ou l'autorité d'un timariot ou zaïm était coextensive avec le territoire dont les revenus lui étaient concédés. l'autorité du bénéficiaire d'un *hās* n'était pas limitée au territoire en cause mais elle dépendait de la fonction pour l'accomplissement de laquelle le *hās* avait été concédé (p. 13)

La substance et l'originalité de l'ouvrage résident dans l'investigation prosopographique réalisée par I. Metin Kunt sur les échelons supérieurs de l'administration provinciale ottomane L'auteur est parfaitement conscient des difficultés d'une telle démarche. Ainsi, dans une société dans laquelle les noms de famille ne se sont généralisés que dans le XX^e, les possibilités, d'une rigoureuse identification des personnages moins illustres sont assez réduites. De même, les sources offrent des données surtout sur les dernières étapes de la carrière des dignitaires, les premières phases, même que décisives pour l'ascension de ceux-ci restant, de règle, dans l'obscurité. Tout aussi grave est le fait que les sources de l'époque ne permettent pas la reconstitution de la carrière de ceux dont l'ascension sociale échoue, ce qui aurait permis une évaluation, par contraste, du succès dans l'administration ottomane (p XVI—XXI) Au-delà de ce handicap réel, qui, de cette manière, détermine aussi les limites de la méthode prosopographique. les possibilités offertes par les archives ottomanes sont considérables. L'auteur a eu la chance d'y trouver quatre *defters* (registres) de nomination des *sancakbeyi* et des *beylerbeyi*, couvrant les années 1568—1574 (H. 975—982), 1578—1588 (H 986—996) et 1632—

[1] Parmi ceux-ci mentionnons les plus importants : *Ethnic-Regional (Cins) Solidarity in the Seventeenth-Century Ottoman Establishment*, « International Journal of Middle East Studies » (1974), 5, p. 233—239 ; *Kulların Kulları*, « Boğaziçi Üniversitesi Dergisi — Humaniter Bilimler » (1975), 3, p. 27—42 ; *Derviş Mehmed Paşa, Vezir and Entrepreneur : A Study in Ottoman Political-Economic Theory and Practice*, « Turcica » (1977), 9 (1), p. 197—214 et *Bir Osmanlı Valisinin Yıllık Gelir-Gideri, Diyarbekir 1670—71*, Istanbul, 1981.

[2] *Sancaktan Eyālete : 1550—1650 Arasında Osmanlı Umerāsı ve Il Idaresi* (Du *sancak* à *l'eyālet* : les gouvernateurs et l'administration provinciale ottomane entre 1550 et 1650), Boğaziçi University Press, 1978

1641) (H. 1041—1051). Ces registres qui, à l'exception de ceux couvrant la dernière période sont presque complets, ont le grand avantage de présenter aussi la valeur des *hās* concédés aux gouverneurs, ce qui permet d'établir le montant des revenus « légaux » de certains *sancakbeyi* ou *beylerbeyi* et d'établir une hiérarchie entre les différentes unités administratives. D'ailleurs il faut remarquer que l'attention permanente que l'auteur accorde aux problèmes financiers auxquels devait faire face tant l'État ottoman que chacun de ses dignitaires constitue une des lignes-force de l'ouvrage ; la base économique de la superstructure administrative est ainsi mise en valeur d'une manière pertinente.

La méthode statistique suppose, comme condition sine-qua-non, un certain degré d'homogénéité des éléments stockés. C'est ce qui a déterminé l'auteur de limiter sa recherche aux provinces « typiques » en évitant ainsi les territoires *sāliyāne* ou ceux aux degrés variés d'autonomie. Sans ignorer que même entre les provinces choisies pour son analyse existent des différences significatives, le pr. Kunt présente, dans une partie de ses statistiques, aussi les données distribuées par rapport à la catégorie du territoire, tout en faisant une distinction — dans la plupart des cas — entre les territoires situés en Europe (Rumeli) et en Asie (Anadolu). Le critère choisi ne nous semble pas toujours le meilleur. Bien que le transfert des dignitaires fût assez restreint entre les deux grandes zones géographiques (voir les tableaux p. 69 et p 73) ce qui témoignerait d'une évolution plus ou moins parallèle, les différences ne sont que d'une moindre signification. Nous considérons qu'une analyse différenciée des provinces de l'intérieur et de celles frontalières aurait été plus profitable Il n'est pas dans notre intention de mettre en évidence le rôle souvent déterminant de l'espace en tant que facteur structurant de l'histoire, surtout dans les époques prémodernes Nous sommes persuadés que la distance par rapport au centre (Istanboul) a été un élément important dans la determination du degré de subordination ou d'autonomie des différentes unités territoriales, fait qui trouve, comme il est absolument normal, une expression fidèle dans les données concernant la situation des gouverneurs. Les tableaux concernant la nomination des *sancakbeyi* au XVI^{e} (p. 59—61) témoignent pleinement de la relevance d'une telle différenciation.

Avant d'approfondir les modifications de substance subies par l'administration provinciale dans la période etudiée, le pr. Kunt se propose de mettre en lumière la position des dignitaires territoriaux dans l'ensemble de la société ottomane (chap. *The Ümerā Status*, p. 31—54). Il a choisi à cette fin surtout le critère économique (le revenu et la fortune accumulée) ; même qu'il ne reflète pas assez fidèlement tous les aspects du statut social, ce critère est particulièrement convenable sous l'aspect de l'analyse quantitative. Fondé sur les études de H. Inalcık et Ö. L Barkan, l'auteur souligne le fait que les *umerā* (catégorie qui comprend les *sancakbeyi* et les *beylerbeyi)* sont, surtout dans la période classique, beaucoup plus riches que les sujets *(reāyā)* aux plus brillantes situations et même que les grands marchands du commerce intercontinental (p. 52—53) Cette situation marquera puissamment l'accumulation du capital dans l'Empire ottoman. En même temps — souligne l'auteur — le partage des grandes fortunes accumulées par les *umerā* après la mort de ceux-ci (le droit islamique ne reconnait pas la primogéniture) fut un obstacle important à la constitution d'une aristocratie ottomane.

En ce qui concerne la possibilité d'une carrière politico-militaire, les fils des *umerā* — même s'ils ne bénéficient plus d'une situation aussi favorable qu'au début du XVI^{e}, quand ils assuraient plus de 40 % des *sancakbeyi* (p. 43), conservent certains avantages de start. Les plus avantagés étaient ceux — fort peu nombreux — acceptés dans le corps des *müteferrika* attachés au Seraï, une des fonctions les plus élevées du *Bīrūn*, rampe de lancement vers les hautes dignités de l'administration ottomane. Mais la majorité des fils d'*umerā* démarraient par des fonctions beaucoup plus modestes que celles accomplies par leur père, les *dirlik* leurs étant concédés représentant seulement 5 10 % du revenu aloué au père ; les fils des dignitairs plus modestes étaient encore plus désavantagés car ils ne recevaient des *dirlik* qu'après la mort du père (v. tableaux p 36—37). Dès ce moment, ils devaient monter — à l'exception de ceux qui comptaient dans la famille des parents bien placés dans la hiérarchie ottomane — par leurs propres forces. De ce fait, conclut I. Metin Kunt, la chance d'une seule famille de se maintenir plus de 2—3 générations sur un échelon supérieur dans la hiérarchie ottomane, pendant l'époque prise en considération,n'était que fort peu probable (à l'exception des familles de *sancakbeyi* placées dans les zones de frontière) (p 56)

Nous atteignons de la sorte le problème des sources du recrutement des cadres dans l'administration ottomane En principe on distingue quatre catégories : les esclaves du sultan *(kul ; gulām)*, les fils des *umerā* (ou des possesseurs de *dirlik* de moindre étendue), les clients des hauts dignitaires et les volontaires recrutés des rangs des *reāyā* Les chances de promotion de ceux-ci étaient très inégales et celles des derniers, presque nulles. I. Metin Kunt a le mérite d'avoir réalisé une évaluation quantitative du poids des différentes sources dans la structure

de l'administration provinciale Il est ainsi en mesure de détailler le schéma orientatif de Halil Inalcik [3] et de réaliser des variantes concernant le milieu du XVI[e] (p. 34) et du XVII[e] (p. 68) dont la comparaison laisse déceler les modifications survenues dans cet intervalle On y remarque ainsi que dans la période classique (XVI[e] s.) le *çıkma* (le transfert des cadres du service du Seraï vers l'administration provinciale) se réalisait surtout au niveau de fonctions immédiatement inférieures au rang de *sancakbeyi (tımar kethudāsı, tımar defterdārı*, etc.) couvrant 74,5 % des nominations (le reste provient des niveaux inférieurs de l'administration provinciale, p 58). Bien entendu, le *çıkma* était pratiqué aussi aux échelons supérieurs (32,2 % des *sancakbeyi* et 14,3 % des *beylerbeyi)* mais, nous remarquons que l'ascension dans le cadre de l'administration provinciale était dominante dans ces cas : 67,8 % des *sancakbeyi* avaient détenu auparavant des fonctions inférieures, tandis que 85,7 % des *beylerbeyi* proviennent des *sancakbeyi* (p. 34). Le fait que l'expérience accumulée dans les provinces formait un critère important dans les nominations administratives se fait remarquer lorsqu'on procède à une analyse séparée des *sancak* de l'intérieur et de ceux des zones frontalières Si dans les années 1568—1574 — à l'intérieur 58,6 % des *sancakbeyi* proviennent de la *çıkma*, dans les *sancak* de frontière, plus difficiles à diriger. 93,3 % des nouvelles nominations ont été accordées aux personnes provenant de l'administration provinciale (p 41)

La première modification que l'on constate en comparant les deux schémas est la disparition de certaines différenciations évidentes dans l'epoque classique. Ainsi, si le *devshirme* est en declin, les fils des *umerā* reussissent de penétrer même dans l'*Enderūn* (le service personnel du sultan) et aboutissent à une ascension rapide dans ce cadre, étant en grande mesure assimilés aux autres esclaves du sultan. Mais, la modification la plus importante consiste dans le fait que le *çıkma* se réalise de plus en plus aux niveaux supérieurs de l'administration provinciale. Ainsi, 49,2 % des *sancakbeyi* et 61,2 % des *beylerbeyi* proviennent directement des structures du Seraï; en échange, l'ascension hiérarchique dans le cadre de l'administration provinciale semble devenir toujours plus difficile, n'assurant que 25,4 % et respectivement 26,9 % des nominations (p 64 et 66) De toute évidence, dans les conditions nouvelles du XVII[e], les dignités inférieures dans l'administration provinciale representent plutôt le point terminus d'une carrière que les étapes d'une ascension Phénomène inévitable dans le contexte d'une diminution de l'importance du système timariote dans l'ensemble des structures ottomanes (p 64 65). Le fait que dès la fin du XVI[e] les candidats provenant de l'administration centrale sont mieux côtés pour l'obtention des rangs de *sancakbeyi* et *beylerbeyi* par rapport à ceux venant des provinces (p 95) doit être mis en corrélation, selon notre avis, aussi avec le rôle de centre incontestable que joue Istanboul dans le cadre de l'Empire Exemple typique de ville tentaculaire, la métropole située sur les rives du Bosphore dirige, du point de vue économique, des vastes territoires de l'État ottoman, en orientant leur organisation en fonction de ses propres necessités En même temps. en tant que zone bénéficiant d'une monnaie plus abondante, elle offre aussi des facilités pour la procuration des sommes fabuleuses nécessaires à l'acquisition des postes respectifs. Nous croyons y voir aussi une des explications du fait que dans la deuxième moitié du XVII[e] et surtout au XVIII[e] siècle les trônes de la Valachie et de la Moldavie tombent de plus en plus à la merci des phanariotes.

Les autres statistiques réalisées par I. Metin Kunt nous permettent de comprendre plus clairement le mécanisme des mutations survenues dans le système ottoman Ainsi, l'analyse de la stabilité des dignitaires dans les fonctions de *sancakbeyi* et *beylerbeyi* révèle d'une altération rapide à la fin du XV[e] s (surtout dans les années '80) qui continue, plus lentement, aussi au XVII[e] s Les données démontrent que 55 % des *sancakbeyi* (p. 71) et 59,4 % des *beylerbeyi* (p 75) gardent leurs fonctions moins d'un an (au milieu du XVI[e] dans cette situation ne se trouvaient que 28 % des *sancakbeyi* et 23,1 % des *beylerbeyi).* En échange augmente la période pendant laquelle les *umerā* restent sans fonctions : si au milieu du XVI[e] 87 % des *sancakbeyi* recevaient une nouvelle nomination après un délai en moins d'un mois, à la fin de l'intervalle pris en considération ne se trouvent dans une pareille situation que 36 % (p. 70) ; une évolution tout aussi dramatique est signalée pour les *beylerbeyi :* de 87,5 % à 24 % (p. 74). Le phénomène est dû — selon l'auteur — à des raisons prépondérent économiques : ainsi la grave crise financière qui a frappé l'Empire ottoman à la fin du XVI[e] s. suite à l'inflation de l'argent et qui attira la chute de l'*akçe*. obligéa l'autorité centrale de trouver à tout prix de nouvelles sources de bénéfices Dans le contexte d'une concurrence toujours accrue pour l'obtention des postes de *sancakbeyi* et *beylerbeyi* les différents *peshkesh* qu'on payait à l'occasion de chaque nomination (et qui ne seront institutionnalisés que dans la deuxième moitié du XVI[e] s), ainsi que

---

[3] Halil Inalcik, *The Ottoman Empire : The Classical Age, 1300—1600*, London, 1973, p 81.

d'autres sommes offertes d'une façon illégale *(rusvet)* [4] rendaient désirable, pour l'autorité centrale, une accélération du rythme des nominations. Les causes économiques du phénomène sont mises en évidence aussi par le fait que bien souvent, les *sancakbeyi* et les *beylerbeyi* chassés de leurs fonctions sont nommés de nouveau dans le même poste, bien entendu après avoir satisfait les exigences financières des responsables d'Istanboul. L'instabilité toujours accrue des hauts dignités provinciales, ainsi que la prolongation des périodes quand les *umerā* destitués ne disposaient pas de revenus officiels, créaient pour ceux-ci une pression financière qui contrastait avec la diminution de la valeur réelle de leurs revenus légaux (incapables de s'accorder avec l'inflation galopante). Menacés par une paupérisation relative, les *beylerbeyi* résistent mieux que les *sancakbeyi*, en obtenant l'allocation de certains revenus tels l'*arpalık*, attribué dans les cas où la période de destitution se prolongeait (fait valable pour 87,5°, des destitués de plus d'un an — p. 75—76). Les difficultés financières des hauts dignitaires ottomans étaient aggravées aussi par la nécessité de maintenir une clientelle nombreuse, indispensable dans le contexte social mouvementé des années 1600. La tendance de recompenser ses propres clients aux dépenses de l'État étant inévitable de manière que, vers la fin du XVI^e^, augmente le nombre des *timar* accordés à ceux-ci quoiqu'ils restaient au service personnel du gouverneur. Mais ces expédients étaient loin de satisfaire aux nécessités, ce qui conduit à une augmentation de la fiscalité, surtout sous forme d'impôts extraordinaires *('awarız)* [5]. Dans ce cas aussi, les *beylerbeyi* se débrouillent mieux que les *sancakbeyi*, aboutissant souvent aux attributions de *nāzır-ı emvāl* (surveillant des revenus), poste qui leur offrait aussi une autorité financière dans leurs provinces (p. 92). De cette manière l'équilibre des forces de l'époque classique était définitivement compromis. Pourtant, I. Metin Kunt considère, en s'étayant sur les opinions formulées par Fernand Braudel [6], que l'idée du déclin constant de l'Empire ottoman dès la fin du XVI^e^, qui le conduira à sa chutte définitive, ne doit pas être absolutisée. Selon son avis les tensions sociales et les mutations intervenues dans la période étudiée sont les résultats inhérents de la transition d'une société « féodale » à une société « monétaire », donc d'un processus qui revêt les qualités d'une « modernisation » (p. 98). Il n'en est pas moins vrai que la modernisation n'a pas réussi, ou plus exactement elle ne s'est pas manifestée au niveau de l'ensemble de la société, et c'est là que résident les prémisses du retardement de l'Empire ottoman par rapport à une Europe occidentale qui optait fermement pour une voie capitaliste de développement. L'appel de l'auteur à une analyse plus rigoureuse des différents aspects de la réalité, afin d'éviter le cliché du déclin rectiligne, continuu, est d'une actualité particulière pour les études ottomanes.

En apparence les *beylerbeyi* étaient les grands bénéficiaires des mutations intervenues dans la période étudiée. Mais, hormis la grande crise enregistrée au milieu du XVII^e^, la puissance centrale a témoigné de sa capacité de vaincre les tendances centrifuges des *beylerbeyi*; d'autre part, leur haut degré d'instabilité les rendaient dépendants des facteurs locaux de leurs provinces, dont la coopération leur était indispensable pour la quête rapide des sommes nécessaires au maintien dans la fonction attribuée. De cette manière, considérée à long terme, la diminution du pouvoir de l'autorité centrale se réalisa non pas au profit des *beylerbeyi* mais de la nouvelle classe de notables locaux *(a'yān)* qui s'affirmera puissament au XVIII^e^ (p. 98—99).

Puisque la version anglaise de ce livre est destinée à un public plus large, la discussion et la présentation de certains documents inédits sur lesquels l'auteur a fondé l'analyse ont été concentrées dans quatre annexes substantielles. L'auteur y met à la disposition des chercheurs une liste des gouverneurs ottomans dans l'année 1527 (allocation des *hās* y compris) (p. 101—116), la description et des fragments des registres de nomination des gouverneurs qui constituèrent en fait le point de départ de l'ouvrage (p. 117—133), ainsi qu'une succincte présentation de la méthode appliquée dans le traitement des données (p. 134—135), les modalités de no-

---

[4] Voir aussi Klaus Michael Rohrborn, *Untersuchungen zur osmanischen Verwaltungsgeschichte*, Berlin—New York, Walter de Gruyter, 1973, p. 115—119; il est surprenant que I. Metin Kunt ne se sert pas de cet ouvrage fondamental pour la deuxième moitié du XVI^e^ s., qu'il ne mentionne même pas dans sa bibliographie.

[5] En ce qui concerne les modifications survenues dans la fiscalité ottomane dès la fin du XVI^e^ s. voir le rapport du professeur Halil Inalcık au III^e^ Congrès International des Études Sud-Est Européennes d'Athènes (1970), avec le titre *Common Traits of Economic and Social Development of Balkan and South-East European Peoples under the Ottoman Empire* (tirage à part).

[6] Fernand Braudel, *L'empire turc est-il une économie-monde?*, in « Mémorial Ömer Lütfi Barkan », Paris, 1980, p. 39—50.

mination des *sancakbeyi*. des renseignements sur l'évolution du *hās* qui revenait à ceux-ci en partant d'un exemple concret (p. 136—150) et. à titre d'exemple. la carrière (les dignités successives) de six *umerā* (p 151—156) Mentionnons encore que les documents sont présentés en photocopies d'une excellente teneur (parfois en translitération turque moderne) et traduction angalise. L'auteur y ajoute une bibliographie sélective (p. 169—174) et un index d'une extrême utilité (p. 175—181).

Innovateur par sa méthode. original par la documentation inédite et par l'interprétation nuancée. le livre du professeur I. Metin Kunt est un nouveau témoignage des progrès réalisés par les études ottomanes en général. et particulièrement en Turquie. Tenant compte de l'importance que présente la connaissance des structures et des mécanismes de l'administration ottomane pour l'étude des rapports entre les Pays Roumains et l'Empire ottoman. les travaux de ce genre présentent un intérêt particulier aussi pour les recherches roumaines en la matière.

Bogdan Murgescu

VENEZIA. ITALIA, UNGHERIA FRA ARCADIA E ILLUMINISMO. Rapporti italo-ungheresi dalla presa di Buda alla Rivoluzione Francese. a cura di Béla Kopeczi e Péter Sárkozy. Budapest. Editions de l'Académie. 1982. 377 p.

Faisant suite à trois autres beaux volumes qui réunissent les actes des précédents colloques italo-hongrois et se sont échelonnés régulièrement au cours d'une seule décennie. celui-ci est un admirable exemple de collaboration scientifique autant que d'une conception intelligente des relations culturelles Car le sujet des relations italo-hongroises qui. autrement. ne semblerait pas pouvoir offrir si ample matière à examiner. a été très habilement mis en valeur par le travail sérieux et appliqué de plusieurs générations de savants et. parfois. on a l'impression qu'il se prête parfaitement à une prédilection politique non moins que sentimentale dont les origines remontent à la révolution européenne de 1848. On le voit bien en lisant les courtoises paroles du Prof. Vittore Branca. vice-président de la prestigieuse Fondation Cini de Venise. qui ouvrent le débat en célébrant un certain « esprit de civilisation européenne et chrétienne ». préservé. paraît-il. depuis St. Gérard. qui était justement un Vénitien. et « un message de fraternité et de résistance à la violence et à la barbarie ».

Des variations sur ce thème sont évoquées par le Prof. Béla Kopeczi. en montrant les nombreux échos italiens de la guerre d'indépendance de la Hongrie contre les Habsbourg pendant la seconde moitié du XVII^{e} siècle Ceci nous entraîne sur un terrain qui nous est familier. Ainsi. la Hongrie fut le « murus et clipeus fidelium ». vieux cliché auquel on peut rapprocher des formules équivalentes qui exercèrent une influence durable : la Pologne. « antemurale Christianitatis . la Moldavie. « porte et clé de ces deux pays de Hongrie et de Pologne » De la bibliographie raisonnée qui suit et qui emploie largement des œuvres d'histoire conçue comme un genre littéraire. des romans et des pièces de vers. toutes ces espèces pouvant être rattachées au journalisme de l'époque. des noms connus reviennent Galeazzo Gualdo Priorato. Simpliciano Bizozzeri ou Niccolo Beregani ont également écrit des pages sur les Roumains auxquelles on peut attribuer une certaine valeur comme sources (ce dernier. par exemple. sur la conduite des Roumains au siège de Vienne ou au sujet de la campagne de Sobieski en Moldavie en 1686) Après l'episode Thokoly. auquel on fit une grande publicité en Occident. la révolte de François Rákóczi entama de multiples démarches diplomatiques associant la France et Venise C'est ce grand jeu politique et quelques pittoresques figures d'aventuriers que révèle l'étude de Kálmán Benda concernant les tentatives de soulever la Croatie en 1705—1708. Raoul Guèze. en partant des documents inédits des archives des princes Odescalchi. présente les circonstances dans lesquelles le fief d'Ilok sur le Danube, à l'ouest de Novi Sad. fut érigé en « duché de Sirmium » par Léopold I^{er} pour un neveu du pape Innocent XI : les rapports des administrateurs envoyés d'Italie brossent un tableau épouvantable de la misère des paysans de cette région Livio Odescalchi. qui briguera ensuite la couronne de Pologne. avait été créé en 1689 prince du St. Empire. un titre également conféré. en 1695. à Constantin Brancovan dont la maison d'Autriche désirait s'assurer l'alliance.

Un autre curieux dossier est celui examiné par le R. P. Lájos Pásztor. concernant le franciscain Cristobal de Rojas y Spinola (1626—1695). une sorte d'ambassadeur itinérant de l'empereur Léopold. qui s'efforça de ranimer le dialogue entre catholiques et protestants Cette action irénique avait certainement une raison politique. mise en relief par les encouragements

du cardinal Buonvisi : la nécessité d'organiser un front commun contre les Turcs C'était le cas en Hongrie et en Transylvanie où Rojas recommandait d'éviter la conversion par la force et d'essayer la persuasion. Les avantages du compromis seront bientôt démontrés par l'union d'une partie de l'Eglise orthodoxe de Transylvanie avec Rome [1].

Il n'est que normal de retrouver souvent dans les pages de ce volume le nom du comte Luigi Ferdinando Marsili (1658–1730), étonnant personnage cosmopolite, soldat, ingénieur militaire et topographe, mais aussi diplomate habile et, à ses loisirs, archéologue, historien et naturaliste, qui a parfaitement connu la plaine hongroise et la Valachie. Cependant, ce qui surprend un peu, pour retracer sa carrière, Gyula Herczeg n'emploie que son *Autobiographie*, sans recourir, sauf exception, à la riche bibliographie, italienne et roumaine, du sujet [2]. Beaucoup moins illustre que Marsili, Sebastiano Ciampi (1769–1847) est un autre de ces Italiens sans patrie qui furent chez eux en Europe Centrale et Orientale. La brève note de Pietro Marchesani rappelle que la *Bibliografia critica* consacrée par Ciampi aux rapports de l'Italie avec la Russie et la Pologne (l'auteur étant professeur à Varsovie sous Alexandre I^er^) contient des informations utiles pour l'histoire de la Hongrie Ajoutons qu'une lettre de l'abbé au métropolite André Şaguna, accompagnant l'envoi de son ouvrage, est conservée à la Bibliothèque de l'Académie de Bucarest, ce qui atteste l'accueil de ce livre en Transylvanie.

Le double éclairage de la littérature et des relations de voyage fait ressortir la position extrême de la Hongrie aux confins de l'Europe, contrée aussi inconnue au XVII^e^ siècle que la Scandinavie, nous dit Alberto Tenenti. L'étude de ce dernier, s'appuyant sur le témoignage d'une quarantaine de romans italiens du « Seicento », décrit finement un monde aux contours si flous que toute utopie y devient vraisemblable : c'est l'Orient européen où se passe l'action de la moitié des romans. Peu importe s'il s'agit de la Transylvanie, de la Macédoine ou de la Dacie Les auteurs sont nourris de lectures communes et il nous semble permis de suggérer qu'une certaine fréquence des noms de pays tels que la Serbie, la Bosnie, la Dalmatie, et des noms de personnages slaves implique un même point de départ : le livre de Mauro Orbini, *Il Regno degli Slavi hoggi corrottamente detti Schiavoni*, paru en 1601. Naturellement, les Vénitiens, plus proches du monde balkanique, occupent la première place parmi ces romanciers. D'ailleurs, leur plume agile n'hésite devant aucun anachronisme, car celui-ci ne fait qu'indiquer que la fiction échappe aux conventions de l'histoire.

Il faudrait peut-être ajouter que plusieurs de ces écrivains ont été lus dans le Sud-Est de l'Europe et qu'ils ont contribué à y former le goût littéraire . le souvenir de Padoue demeure, avec Ferrante Pallavicino et Giovan Francesco Loredan. dans la bibliothèque de Constantin Cantacuzène ; un ouvrage du second sera même traduit en roumain à travers sa version grecque. Ce qui a dramatisé le décor balkanique pour les membres de l'Académie « degli Incogniti » (ils en sont tous : Loredan, Pallavicino, Belli, Brusoni, Bisaccioni, Gualdo Priorato), ce sont les guerres contre les Turcs à la frontière danubienne. Notons encore que Bisaccioni, qui écrit les « Guerre civili della Moldavia » (1654), avait pris part à la campagne de 1601 en Hongrie et qu'il devait tenir d'autres informations, soit des curieux personnages au service desquels il s'est trouvé plus tard — un comte de Monténégro et un prince de Macédoine ! —, soit de son propre gendre, Giovan Battista Montalbani, qui a fait une partie de son aventureuse carrière dans cette région.

Une autre illustration de l'approche encore hésitante, mais attentive, des observateurs occidentaux par rapport aux réalités hongroises est fournie par Magda Jászay dans son aperçu des descriptions italiennes de la Hongrie au XVIII^e^ siècle. Ce sont d'abord des journalistes à la solde des Habsbourg, ensuite des diplomates envoyés par la République de Venise à Vienne et des voyageurs, de plus en plus nombreux, dont le dernier est l'antiquaire bien connu Domenico Sestini. L'image schématique d'un pays riche et fertile habité par un peuple sauvage et guerrier, qui était celle formée depuis le Moyen-Âge pour toutes les contrées du Sud-Est européen, prend graduellement des nuances et une précision qui se perd de nouveau dans la perspective un peu trop générale de la synthèse historique. Ainsi, est-ce suffisant, à propos de la remarque de Sestini sur les différents peuples qui habitaient la Hongrie de l'époque, de noter que des régions dévastées par les guerres ont été colonisées au XVIII^e^ siècle ? La présence des

---

[1] Voir aussi R. J. W. Evans, *The Making of the Habsburg Monarchy, 1550–1700*, Oxford, 1979, p. 305–306, 419–424.

[2] Citons, dans l'espoir qu'un tel oubli ne soit qu'accidentel : Maria Emilia Amaldi, *La Transilvania attraverso i documenti del conte L. F. Marsigli*, L'Europa Orientale, VIII, 1927, p. 250 et suiv. ; Al. Marcu, *Date ce ne privesc în autobiografia contelui Marsili*, in *Închinare lui N. Iorga cu prilejul împlinirii vîrstei de 60 de ani*, Cluj, 1931, p. 247–253 ; A. Decei, *L. F. de Marsigli și românii*, Societatea de mîine, VIII, 1931, p. 73 et suiv. ; A. Pippidi, *Hommes et idées du Sud-Est européen*, Bucarest—Paris, 1980, p. 230.

Roumains, des Saxons et des Székiers en Transylvanie est bien plus ancienne et c'est le parler des premiers que le voyageur italien a pris pour du latin, langue dont la connaissance devait le surprendre chez d'humbles paysans On saura gré à Pietro Nonis d'avoir recueilli des informations sur la Hongrie dans le récit du globe-trotter napolitain Gianfrancesco Gemelli Careri (1651—1725). Journaux et lettres de Venise et de Lombardie contiennent sur la Hongrie et les Hongrois vers la fin du XVIII^e siècle un certain nombre de mentions Parmi celles glanées par Miklos Fogarasi on retiendra l'observation d'un journaliste ami des Lumières qui sera, après la Révolution, jacobin et ensuite un fidèle sujet de Napoléon. Ce Giuseppe Compagnoni écrivait en 1790 à propos des Hongrois mécontents du régime autrichien : « Parlavano di diritti e non volevano accordarne nessuno. L'Ungheria e in Europa uno di quei pochi paesi in cui, per essere uomo, è d'uopo essere tiranno di molte migliaia de' suoi simili ». L'allusion vise les réformes de Joseph II et en particulier l'affranchissement des serfs.

Toujours à propos de l'absolutisme éclairé, la très belle communication d'Eva Balasz retrace l'évolution du milieu mercantiliste et franc-maçon formé autour du gouverneur de Fiume, Zinzendorf, ainsi que le changement, en sens inverse, de la politique de Léopold II qui autrefois avait fait de la Toscane un petit Etat modèle. Il n'est pas inutile de signaler qu'en 1779 le futur empereur envisageait le rattachement de la Galicie à la Hongrie et à la Transylvanie avec une même constitution. Des questions d'histoire économique sont soulevées par Ugo Tucci et László Katus dans leurs contributions. Le premier fait preuve d'une maitrise exemplaire dans son argumentation qui démontre comment la Hongrie a été réduite par l'administration des Habsbourg au rôle de pays agricole et éleveur de bétail. Le second auteur poursuit le développement des ports de Trieste et de Fiume durant la même période (mais le chiffre de la population de la Hongrie en 1787, 9,4 millions, contredit le chiffre cité une trentaine de pages auparavant : 8,3 millions en 1780). Il est malaisé de rendre compte brièvement de tels textes bourrés de dates du plus grand intérêt. On remarquera par exemple qu'en 1759 fut constituée la Société Commerciale de Témesvár (Timişoara) qui fit faillite dix ans plus tard Le problème est justement l'un de ceux qui recommandent une comparaison entre la Hongrie et l'Italie Dès la fin du XVIII^e siècle les Hongrois dénoncent l'exploitation « coloniale » de leur pays, tandis que dans le journal de Pietro Verri, Milanais séjournant à Vienne et loyal à son impératrice Marie Thérèse, on lit : « questi signori Austriaci ci guardano come provinciali, come li Inglesi guarderebbero li Americani loro sudditi »[3].

Là, nous touchons déja a l'histoire des mentalités. Effectivement, la seconde moitié du volume, concernant les influences italiennes du « Settecento » sur la culture hongroise, regroupe les résultats d'une quinzaine de recherches qu'il est possible d'interpréter dans cette clef Car, en présentant la fortune du modèle « arcadien » en Pologne et en Hongrie, Sante Graciotti montre bien qu'il s'agit de culture littéraire au moins autant, sinon plus, que de littérature. Le même climat mental est admirablement illustré par Andreina Griseri qui, en suivant l'itinéraire européen du style artistique italien, attire l'attention sur les passages de l'Arcadie aux Lumières Peter Sárkozy nous rappelle qu'il y eut, non une succession, mais une coexistence des courants littéraires les plus divers, du Baroque tardif au classicisme des Lumières et au néo-classicisme archéologique, une complexité telle que le terme fallacieux « pré-romantisme », parfois employé pour la désigner, n'est qu'une tentative désespérée de rapprocher des tendances divergentes, sinon contraires En passant, le même auteur indique l'importance historique d'une voie de modernisation qui choisit l'exemple italien, modéré, plutôt que le modèle français, plus radical. Le nombre des étudiants hongrois au Collège Allemand de Rome est aussi à retenir : 270 pour le XVIII^e siècle. Le grand rôle des piaristes dans la continuation de cet enseignement en Hongrie et en Transylvanie est étudié par Domokos Kosáry. Il y eut également plusieurs essais d'implanter l'ordre en Valachie : on cite la mission envoyée par Benoît XIV à Bucarest, dont faisaient partie deux intellectuels distingués, Ince Descriczky (1702—1763) et Norbert Conradi (1718—1785), qui furent bien accueillis par le prince Constantin Mavrocordato

Le renouveau théologique en Hongrie, grâce surtout au gallicanisme et au jansénisme, est analysé par Béla Holl et Istvan Bitskey qui ont examiné les catalogues de bibliothèques du clergé : bibliothèques de séminaires épiscopaux ou de collèges, mais aussi de simples curés de campagne. Il est naturellement question du Batthyaneum d'Alba Iulia, ainsi que de la belle collection réunie à Eger par les quatre évêques qui s'y succédèrent au cours du XVIII^e siècle (elle fut ouverte au public en 1793). Deux autres communications, celles de Máthyás Horányi et Veronika Vavrinecz, caractérisent la vie de cour autour de la grande famille des

---

[3] Pietro Verri, *Diario militare*, a cura di Gianni Scalia, Rocca San Casciano, 1967, p. 41.

Eszterházy, dont le théâtre privé, le premier du pays, donna maintes fois des représentations d'opéras italiens. Toujours au chapitre des relations artistiques avec l'Italie, Klára Garas passe en revue l'activité des architectes, des peintres et des sculpteurs italiens ayant travaillé en Hongrie. Selon Erszébet Királyi, qui s'est attachée à reconstituer le répertoire de trois théatres de château, le mélodrame italien a connu une grande vogue en Hongrie. C'est une conclusion amplement confirmée par l'étude d'Amedeo di Francesco sur les traductions du Métastase en hongrois.

Le rôle de la littérature dramatique en langue nationale dans la formation d'une identité culturelle hongroise — les exemples grec et roumain le prouvent aussi — est mis en évidence par Bruno de Marchi. L'auteur va même beaucoup plus loin dans sa tentative audacieuse encore qu'assez peu convaincante de définir la *psyche* du Magyar. En fait de contacts littéraires, on trouvera du nouveau dans les pages de Maria Szauder sur François Faludi, en tant que membre de l'Académie des Arcades, pendant son séjour à Rome dans les années 1740 qui n'est pas sans rappeler celui que le poète roumain Georges Asachi allait faire en 1808—1809. Faludi écrivait en latin et en hongrois. Les jeux littéraires de ses contemporains, versificateurs en latin, gardent cependant le caractère artificiel d'un exercice de collège (voir les exemples cités par László Szörenyi).

Nous avons à dessein laissé pour la fin nos observations concernant le panorama de la littérature (fin du XVII^{e} — premiers trois quarts du XVIII^{e} siècle) dressé par Imre Ban, parce que dans cette image d'ensemble de la vie intellectuelle *hongroise* — s'il s'agissait de « la Hongrie », elle serait différente — on découvre trop de renseignements intéressants pour ne pas en relever la portée considérable et exemplaire. Cette époque a été injustement considérée, chez les Hongrois comme chez les Roumains, un âge de décadence, l'histoire politique imposant son propre jugement à l'histoire littéraire. On commence à s'apercevoir que les progrès impressionnants du début du XIX^{e} siècle n'eussent pas été possibles sans un temps d'expériences et de développement du public capable d'apprécier la littérature [4].

On pense à la circulation des écrits de certains auteurs occidentaux en Hongrie ainsi que dans le Sud-Est de l'Europe : Gracián, John Barclay, Fénelon. La première traduction de *Télémaque* en hongrois fut publiée en 1755, tandis qu'une version en roumain existait déjà avant 1778. Il faudra encore cent ans pour que ce classique soit également traduit en turc et il est très significatif qu'en 1876 le Bulgare Karavelov trouvait nécessaire de rejeter violemment Fénelon et le Tasse pour introduire à leur place Tocqueville, Buckle, Darwin, etc. Telles sont les étapes successivement franchies par les Lumières françaises et par l'arcadisme italien dans le Sud-Est.

Ajoutons rapidement d'autres informations sur la fortune du Métastase. *La Clemenza di Tito* a connu deux traductions en hongrois, dont seulement la seconde fut publiée en 1767 ; la même pièce de théâtre a été deux fois traduite en roumain à partir de 1784, prenant comme point de départ l'édition grecque de Venise, parue en 1779 [5]. La traduction du *Temistocle* par Kreskay, qui date de 1784, a pu déterminer la décision de Budai-Deleanu de traduire le même drame en roumain. Enfin, on pourrait compléter l'aperçu des rapports du Métastase avec les lettrés de cette région en faisant noter que le poète de la cour impériale de Vienne eut une correspondance avec un officier italien en garnison à Bistrița, en Transylvanie. Celui-ci, le capitaine Antonio Cosimelli, lui ayant envoyé, en 1769, son *Poemation de secunda legione Valachica*, il ne dédaigna pas de lui donner des conseils pour le sujet de son prochain travail poétique [6].

Le recueil s'achève par une étude de Carla Corradi consacrée à quelques prêts linguistiques de l'italien à l'hongrois : par exemple, le mot « armada » qui revient aussi dans le latin des lettres de Thökoly (voir l'édition de K. Thaly, Budapest, 1896, p. 342) et qui a donné « armată » en roumain.

On ne saurait conclure ce compte rendu, dont l'étendue ne peut faire qu'imparfaitement justice au volume en question, sans en recommander chaleureusement la lecture aux historiens persuadés, nous voulons bien le croire, que pour comprendre les directions et le rythme de l'évolution du Sud-Est européen, avec laquelle la Hongrie fut constamment engrenée, il faut regarder souvent à côté et plus loin encore.

Andrei Pippidi

---

[4] Nous renvoyons à l'article de G. F. Cushing, *Books and Readers in 18th-Century Hungary*, « The Slavonic and East European Review », XLVII, 108, 1969, qui est la meilleure introduction à ces problèmes.

[5] Alexandre Ciorănescu, *Teatrul lui Metastasio în România*, in idem, *Literatură comparată*, Bucarest, 1944, p. 123—143.

[6] *Opere di Pietro Metastasio*, XVIII, Mantova, 1820, p. 303—309.

NOTES DE LECTURE

Rédigées par : ALEXANDRU DUŢU (A.D.); CORNELIA BELCIN-PLEŞCA (C.B.-P.); OCTAVIAN ILIESCU (O.I.); HARALAMBIE MIHĂESCU (H.M.); DANIEL BARBU (D.B.); MEHMET MUSTAFA (M.M.); GELCU MAKSUTOVICI (G M.); MARIANA NEŢ (M.N.); JOHANNES IRMSCHER — Berlin DDR (Irm.); LIA BRAD-CHISACOF (L.B.-C.); IACOB MÂRZA (I.M.); FRANCISCA IOVA (F.I.)
Publiées par les soins de Lia Brad-Chisacof

Bibliographia Historica Romaniae, VI, 1979—1984. Sous la rédaction de l'acad. Ştefan Pascu. Bucarest, Editura Academiei, 1985, 532 p

Ce volume, dédié au Congrès des Sciences Historiques de Stuttgart et présenté aux participants à cette grande réunion des spécialistes en histoire, réunit dans ses pages monographies, synthèses, études et articles parus entre septembre 1979 et octobre 1984. La majorité des titres ont été traduits en français. A peu près 1300 fiches ont été rédigées et systématisées par les auteurs de cet instrument de travail très utile qui reflète l'ampleur et la diversité des recherches faites en Roumanie pendant ces années. Les fiches ont été distribuées dans les chapitres : Historiographie et activité des historiens, problèmes théoriques et méthodologiques, sources, sciences auxiliaires, histoire de la Roumanie et histoire universelle où de nombreux titres concernent le Sud-Est européen. La distribution des fiches semble parfois hésitante et au chapitre « problèmes théoriques », par exemple, le lecteur trouvera la contribution du prof. Valentin Georgescu au débat sur les mentalités collectives organisé par notre revue, mais non pas les autres interventions éparpillées dans plusieurs chapitres. Or, en procédant ainsi, les auteurs ont réduit la chance du lecteur de constater les tendances nouvelles parues pendant ce laps de temps. Quelques auteurs se sont enrichis de travaux qui ne leur appartiennent pas : Alexandru Duţu ne s'est jamais occupé d'histoire militaire, et les études mentionnées entre les numéros 8014 et 8336 doivent être attribuées à leur véritable auteur, le chercheur Alexandru D. Duţu qui travaille au Centre d'Histoire militaire. Ce volume met en relief les préoccupations majeures de l'historiographie roumaine récente, parmi lesquelles : l'origine, l'ethnogenèse et la continuité des Roumains, la genèse des Etats roumains indépendants, les institutions socio-économiques et socio-politiques, le mouvement ouvrier et socialiste, la période inaugurée par la Révolution de libération sociale et nationale antiimpérialiste et antifasciste d'août 1944, la période de l'édification du socialisme, l'histoire de la culture.

A.D.

Rapports. XVI^e Congrès International des Sciences Historiques. Stuttgart, 1985, vol. I—II, 850 p.

Offerts aux participants au Congrès d'histoire de Stuttgart, ces deux volumes élégants t substantiels rendent manifeste le renouveau des sciences du passé et les nombreuses relations des explorations du vécu avec le présent et les aspirations profondes des hommes. Les grands thèmes — l'océan indien, l'image de l'autre : étrangers, minoritaires, marginaux, la résistance contre le fascisme, le nazisme et le militarisme japonais — sont suivis par des questions de méthodologie — archéologie et histoire, film et histoire, Max Weber et la méthodologie de

Rev. Études Sud-Est Europ., XXIV, 1, p. 97—113, Bucarest, 1986

7—c. 1709 16

l'histoire , et des problèmes soulevés par les différentes époques — antiquité, antiquité et moyen âge, moyen âge, période moderne, période moderne et contemporaine, période contemporaine Directement liées à l'étude du Sud-Est européen sont les communications présentées par Herbert Hunger (Byzanz und seine Geschichte), Johannes Irmscher (Die Stellung der Byzantinistik im System der historischen Wissenschaften), Z Udalcova (Vlasti i avtoritet v Vizantii) dans le cadre des « Organismes affiliés », aussi bien que d'autres nombreuses communications qui se trouvent dans les autres chapitres de ces volumes qui reproduisent la structure thématique du Congrès et la structure administrative du Comité International des Sciences Historiques. Les « Tables rondes » qui ont toujours marqué les directions de recherches qui commencent à se préciser ou les préoccupations majeures qui ont un profond écho dans les débats scientifiques embrassent des questions comme « The responsability of a historian in the Nuclear Age » ou « Women and Peace Movements in the Nuclear Age », aussi bien que « The family in history » et le tres enrichissant débat dirigé par le prof. August Nitschke : « Historische Verhaltensforschung und eine auf Geschichtsquellen gegrundete Anthropologie ». Le comité de rédaction dirigé par le prof August Nitschke merite la reconnaissance de tous les historiens pour ce beau travail.

A D

ALBERT D'HAENENS, *Die Welt der Hanse* Antwerpen, Mercatorfonds, 1984, 427 p

Ce magnifique volume qui a eté édité en allemand, français, anglais et hollandais offre au lecteur une excellente synthèse sur un important moment de l'histoire européenne, aussi bien qu'un livre qu'on aime souvent fréquenter. Les textes sont accompagnés par des illustrations d'une haute qualité qui rendent sur le vif un monde qui désire nous transmettre un message ; on a parfois l'impression qu'on feuillette un manuscrit produit dans un celèbre scriptorium. Le prof. Albert d'Haenens a regardé le monde de la Hanse comme un système de communication economique, sociale, intellectuelle, et, en même temps, comme une realité vécue qui n'a pas épuisé son enseignement en matière de civilisation C'est pour ce motif que le premier chapitre évoque un système qui savait administrer ses richesses, et que les autres parties parlent des villes et des hommes, du commerce qui embrassait de grandes régions, du Rhin à la Russie, des grandes villes de cette ligne — Lübeck, Luneburg, Bremen, Goslar, Stralsund, Torun, Gdansk Le dernier chapitre suit le déclin d'une forme de civilisation qui a été érodée par les guerres de religion et surtout par l'ascension de l'Etat-territoire qui a remplacé l'Etat-ville, mais qui représente une forme qui n'est pas datée historiquement, en tant que complexe de relations à l'échelle européenne.

Le professeur de Louvain-la-Neuve a été aidé par d'autres spécialistes afin de mieux couvrir un espace et un laps de temps considérables. Le Sud-Est européen n'est pas resté étranger à ce système et le pr H. Samsonowicz évoque les routes qui traversaient la Moldavie et la région des Balkans, lorsqu'il présente les relations entre la Hanse et la Pologne. En effet, le Sud-Est européen faisait partie de cet « isthme », d'après Fernand Braudel, qui liait la Méditerranée à la mer Baltique. Le livre reconstitue ainsi les vieux relais, tout en mettant en relief les nombreuses relations entre fait économique et fait culturel.

A.D

Le comparatisme roumain, tome II. Bucarest, Editura Univers, 1985, 363 p.

Si le premier volume de ce recueil a englobé des études théoriques ou des analyses concernant l'œuvre des comparatistes roumains, ce deuxième tome s'occupe de confluences, thèmes et motifs, des rapports entre la littérature roumaine et les littératures étrangères à travers les œuvres des écrivains roumains contemporains. Sous la rubrique « confluences », le lecteur trouvera les considérations de Romul Munteanu sur les Lumières, aussi bien que des études sur le romantisme (Paul Cornea), le symbolisme (Lidia Bote), l'expressionnisme (Ov. S. Crohmălniceanu), l'avant-garde historique et la question du réalisme (Adrian Marino), Proust et ses correspondants roumains (Cornelia Ştefănescu), Proust lu par Camil Petrescu (Irina Mavrodin), Balzac en Roumanie (Angela Ion). Le deuxième chapitre « Thèmes, motifs » com-

prend les contributions d'Elena Indries sur Blaga dans le monde d'Héraclite, d'Alexandru Dutu : Du centre du monde à la pluralité des mondes le voyage de Dimitrie Cantemir, de Romul Munteanu sur le monde-jungle dans la farce tragique, de J. Wolf sur la pensée de Herder en Transylvanie, de Ion Petrică qui établit des parallélismes entre W. St. Reymont et Liviu Rebreanu, et de Mircea Anghelescu intéressé par l'Orient dans la poésie de Macédonski. Le dernier chapitre part de l'œuvre d'Eugen Jebeleanu (étude d'Eugen Simion), de Nichita Stănescu (Romul Munteanu), Benjamin Fondane (Mircea Martin), Anton Holban (Liviu Petrescu), Aron Cotruș (Ion Dodu Bălan), Marin Preda (Nicolae Manolescu) pour mettre en lumière des relations entre la littérature roumaine et les autres littératures européennes

A.D.

•

Hugo DYSERINCK gemeinsam mit Manfred S. FISCHER, *Internationale Bibliographie zu Geschichte und Theorie der Komparatistik*. Stuttgart, Anton Hiersemann, 1985, XXX + 314 p

La présente bibliographie est basée sur une documentation d'histoire internationale de la Littérature Comparée, rassemblée depuis 1967 à la section comparatiste de la Faculté des Lettres d'Aix-la-Chapelle. Elle comprend près de 4000 titres de publications (monographies, manuels, rapports aux congrès, articles, contributions aux ouvrages collectifs, comptes rendus à caractère innovateur, etc) dans la mesure qu'elles constituent : des contributions systématiques, théoriques et programmatiques à la littérature comparée ; des contributions à l'histoire et l'état actuel de la discipline ; d'autres contributions présentant un intérêt pour le développement de la littérature comparée comme discipline universitaire. Dans cette optique, elle est essentiellement différente des deux précédentes bibliographies internationales : l'Essai bibliographique de Louis-Paul Betz (1889) et la Bibliography of Comparative Literature de Fernand Baldensperger et Werner Paul Friederich (1950) Alors que dans ces ouvrages il s'agissait d'enregistrer la totalité des publications qui, selon les conceptions de l'époque, pouvaient être considérées comme appartenant au domaine de la littérature comparée, le présent manuel, en se concentrant sur la théorie et l'histoire de la discipline, présente pour la première fois une vue générale de la discussion qui s'est développée partout sur les origines, les méthodes et les possibilités du comparatisme littéraire

A côté des considérations théoriques sur les frontières et le contenu du comparatisme littéraire, le lecteur trouvera des chroniques des réunions où, parmi les questions administratives, le Bureau de l'AILC a abordé des aspects essentiels de ce domaine qui tire sa substance des textes déjà écrits et des progrès faits par la communication intellectuelle. Il est intéressant de noter que l'éventail des considérations théoriques est multicolore et que les tons sont très souvent flous. Le consensus se trouve dans la volonté de dépasser les frontières nationales, mais l'insistance sur « les préliminaires » du comparatisme refoule la discipline dans l'antichambre de la philologie moderne. C'est dire que cette bibliographie qui a été érigée à la suite d'un travail immense reflète le stade actuel d'une discipline en quête de son domaine. Le mérite des auteurs est d'autant plus considérable ! D'autant plus qu'ils n'ont pas négligé les contrées moins fréquentées et ont accordé une attention justifiée au Sud-Est européen. Ce sont des aspects mis en relief par l'index des matières et des personnes citées, à côté de l'index des auteurs, qui tous ensemble facilitent l'orientation dans une matière qui se diversifie en évoluant ; cette évolution est rendue sensible par l'exposé adopté par les auteurs, énumération chronologique des contributions. Un instrument très utile grâce surtout à son caractère vraiment international.

Rappelons que sous la direction du prof. Hugo Dyserinck paraît une série de contributions à la littérature comparée dues à des spécialistes travaillant à Aachen. Les volumes parus jusqu'à présent sont les suivants :

Band 1 : Hugo Dyserinck, *Komparatistik : Eine Einführung*. 2. Aufl., DM 29, 80.

Band 2 : Manfred S. Fischer, *Probleme internationaler Literaturrezeption : Michel Tourniers 'Le Roi des Aulnes' im deutsch-französischen Kontext*, DM 28.

Band 3 : Johan Soenen, *Gewinn und Verlust bei Gedichtübersetzungen : Untersuchungen zur deutschen Übertragung der Lyrik Karel van de Woestijnes*, DM 49.

Band 4: Susanne Schroder, *Deutsche Komparatistik im Wilhelminischen Zeitalter, 1871—1918*, DM 45

Band 5: Stefan Gross, *Ernst Robert Curtius und die deutsche Romanistik der zwanziger Jahre*. DM 28

Band 6: Manfred S. Fischer, *Nationale Images als Gegenstand Vergleichender Literaturgeschichte. Untersuchungen zur Entstehung der komparatistischen Imagologie*, DM 54

Band 7: Joseph Th Leerssen, *Komparatistik in Großbritannien, 1800—1950*, DM 44.

A D.

Ungarn und Österreich unter Maria Theresia und Joseph II. Herausgegeben von Anna M. Drabek, Richard G. Plaschka und Adam Wandruszka. Wien, Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1982, 164 p

Ce volume qui réunit les communications présentées à la deuxième rencontre des historiens autrichiens et hongrois met en relief de nombreux aspects de la vie dans le cadre de la monarchie des Habsbourg à une époque de réformes et de renouvellements au 18[e] siècle. D'ailleurs les auteurs ont délibérément choisi des aspects inédits, en partant de deux excellentes récapitulations historiographiques, celle du pr Adam Wandruszka concernant le reflet de cette époque dans les écrits historiques, en partant du 18[e] siècle, et celle du pr Emil Niederhauser sur Marie Thérèse dans l'historiographie hongroise. Suivent des analyses pertinentes des rapports entre le conseil autrichien et la Hongrie (Győző Ember), l'apparition des tendances radicales dans les lumières tardives dans l'ancienne monarchie (Helmut Reinalter), la réforme de l'enseignement de 1777 (Domokos Kosáry), l'organisation de l'armée qui a joué un rôle de premier ordre dans le maintien de l'ancien régime (Horst Haselsteiner), la vie économique et sociale dans les villes libres au temps de Marie Thérèse (István Kallay), les rapports entre économie du marché et les débuts de la politique de commercialiser les produits agricoles (Roman Sandgruber). D'un intérêt particulier nous semblent les deux contributions qui, du côté méthodologie et conclusions concrètes, dépassent l'aire centrale européenne et peuvent être élargies avec des données prenant en charge des réalités découvertes dans d'autres régions de notre continent. Il s'agit de l'étude du pr Moritz Csáky sur la « Hungarus-Konzeption » et sur la politisation de la langue qui a pu conduire à des actions « représsives, injustes et inhumaines » et de celle du pr Kalman Bendá sur la vie des paysans dans la monarchie du Danube.

A.D.

MAJA PAROVIČ-PEŠIKAN, *Planinsko zaleče Rizinijuma. Arheološke beleške iz Grahova, Krivošija i Cuca.*
(L'arrière-pays montagneux de Risinum. Notes archéologiques de Grahova, Krivosije et Cuce), 1980, 82 pp., 24 plates.

The author demonstrates in the three chapters of her book (compiling several categories of sources but relying mainly on archaeological data) that in the mountain area from around the ancient Risinium (which lies on the Dalmatian coast) a continuity of life existed starting from the pre-historic era and up to the developed Middle Ages.

In the Grahovo, Krivosije and Cuce area, on the boundary of carstic fields (polje) there are plenty of big-sized tumuli dating back to the Bronze Age. Several fortified settlements provided with stone walls, called gradina and lying mostly on the coast, are contemporaneous with them.

The first Iron Age (Hallstadt) (when the cattle breeding Illyrian tribes culture developed) is richly represented by fortified settlements and tumuli with stone embankments. In the interior of the settlements lay stone huts with a diameter of 6—7 m. Many discoveries from the 4th to 2nd centuries B.C. confirm the continuity of life and culture forms in the second Iron Age. They also confirm the relations existing among the Illyrian communities and the Greek cities on the coast (the big city of Rhidzon which was to be called Risinum in Roman times).

An important development witnessed in that period the fortified settlement at Kashavac The settlement at Gornje Polje is also linked to the exploitation of iron and to the development of commerce in the area. There is an opinion that these monuments could be assigned to the Rhidzonites Illyrians.

For the Roman epoch the mountain area of Risinum reveals no important discoveries, for in fact there are no traces of Roman architecture or big Roman settlements. The area was nevertheless a crossroad on the Risinum-Salthua highway which linked the main route Epidaurum-Anderba. The author presents all the discoveries from the area linked to the net of Roman routes, special stress being laid on their military character but, in our opinion, one should not forget the role they played, beside the province of Dalmatia, in the great distance trade and in the exploitation of local mines.

In reconstituing the history of the area during the Middle Ages, the author makes use of the results of archaeological excavations, but also of archive documents, numismatic discoveries and of a very interesting map (i.e. the map of Grahovske Polje, drawn by an Italian engineer in 1687). Let us recall that during the Middle Ages in the former area of Illyrian Rhidzonites, mention is made of the so-called "katuni" (summer dwelling places) of the Ritani Vlachs. The 15th cent. documents speak of a Ridjani tribe which gradually populated the Grahove Krivošye and Trešnejevo areas. As far as the origin of this tribe goes, the author finds it logical that there should exist a link between the ancient Illyrian Khidzonites and the mediaeval Ridjani. Besides the consistency of the territorial expanse there is a resemblance in the name of the tribes, which evinces a linguistic continuity. Even the maintenance of Risan's name (see the Greek Illyrian Rhidzon, the Roman Risinium) for the present city shows that along the centuries a continuity existed in the area which made possible the perpetuation of the city and tribe names

C B - P.

NICOLAE CHIDIOȘAN, *Contribuții la istoria tracilor din nord-vestul României Așezarea Wietenberg de la Derșida* (Contributions to the History of North-West Romania Thracians, Derșida Wietenberg Site), Muzeul Crișurilor, Oradea, 1980, 135 pp.

The Wietenberg culture ranges among the most important cultures of the Bronze Age on Romanian territory Along its lenghthy evolution (17^{th} to 13^{th} centuries B.C.) in the Transylvanian Plateau, it extended north-westwards in Sălaj, Crișana and Maramureș. The present monograph presents the results of the archaeological excavations at Derșida (Sălaj county) a representative site for the above mentioned culture. Starting from the research of this site the author extended his study to many other aspects regarding the Wietenberg culture as a whole. Besides, he focused on subjects connected to the Bronze Age in the Carpathians, the Danube and in Central Europe areas.

In chapter 1 — the *Introduction*, the history of researches in the field, the geographical position, the description of excavations and the stratigraphy of the Derșida site are presented. Chapter 2 — *Archaeological Monuments* — is a systematic exposition on the dwellings, pits, hearths and tumbs of the site. On one of the Derșida hills there lay a densely populated village (the five levels stand proof to it) with superposed dwellings in a restricted space. As far as dwelling presentation and the established typology go, we regret that their description should be so incomplete and rely mainly on the observation of profiles and that such a small number of dwellings were unearthed. We deem that type B established by the author (cabin-dwelling without a hearth) should be considered a house appendix. We think that the most appropriate classification criteria of the dwellings discovered by excavations are the floor level as compared to the tread level of the site and the form of the plan to which one should add the building material and techniques used. In chapter 3, *The Archaeological Materials* — major attention is paid to ceramics (typology, ornaments, imports) with no less interest for the rest of the discoveries (i.e. bronze, stone, bone objects) with a special view to tools. Chapter 4 is dedicated to the *Evolution Steps and Chronology of the Wietenberg Culture*. The beginnings of the epoch lie at the end of the Early Bronze Age (A 2), followed by a period of utmost development in the Middle and Late Bronze Age (B and C) while its end stands at the end of the Bronze Age (Bronze D). Chapter 5 is dedicated to the *Relations of the Bearers of the Wietenberg Ciulture with their West and North-West Neighbours* and evinces the multitude of intercommu-

mitary links in all directions between the Transylvanian culture and contemporaneous extra-Carpathian cultures. In chapter 6, *Historical Considerations, the Economic, Social and Spiritual Life*, the author insists on the important changes which took place among the bearers of the Wietenberg culture Sedentariness, the development of primitive agriculture, the breeding of cattle and horses, the development of pottery, the regular exchange of products among various communities are only a few qualitative changes revealed by the archaeological excavations The cultural evolution of the Wietenberg tribes took place within general phenomenon of Thracian ethnogenesis in the west Carpathian Balkan area, during the 2nd millennium B.C.

The book is provided with rich illustrations, systematized within 39 plates, a bibliographical catalogue and a précis in French This is a valuable contribution to the knowledge of the Bronze Age in Transylvania and of contemporaneous Central and South-East European cultural links.

C B.-P.

Lexikon des Mittelalters. Dritter Band/ Erste Lieferung . *Codex Wintoniensis — Corbie*, Zweite Lieferung : *Corco Baiscind — Dalmatien*; Dritte Lieferung *Dalmatinae — Della Faggiola* Artemis Verlag München und Zürich. Munich, 1984

Comme d'habitude [1], nous présentons dans ce qui suit les trois dernières livraisons de ce Lexikon, parues en 1984 et qui en ouvrent le troisième volume En les feuilletant, nous en avons recueilli quelques remarques dont voici la teneur

Ad vocem **Constanța** (auteur : I. Barnea) : le nom de cette ville se trouve dans les cartes nautiques et les portulans italiens du moyen âge sous la forme *Costanza*, conformément à la phonétique de l'italien ; sous cette forme, Constantza est enregistrée pour la première fois, selon nos connaissances, par le *Compasso da navigare* (Mss Hamilton 396 de la Bibliothèque de Berlin), daté de **1296** et publié par Bacchisio R Motzo, *Il Compasso da navigare*, etc , *Annali della facoltà di lettere e filosofia dell'Università di Cagliari*, VIII, 1947, p 130. La forme *Constanxa*, elle aussi enregistrée dans certaines sources cartographiques, trahit plutôt une origine catalane (voir par exemple Georg Martin Thomas, *Der Periplus des Pontus Euxinus*, etc , in *Abhandlungen der Philosophisch-Philologischen Classe der koniglichlichen bayerischen Akademie der Wissenschaften*, Zehnter Band. Erste Abteilung, 1864, p 237, coll. 2, *constanxa)*

Ad vocem **Constantinata** (P. Berghaus) : la pagination indiquée pour l'article de V Laurent, Numismatique et folklore dans la tradition byz (Cronica Numismatică și Arheologică 119 f , 1940), 9—16, est celle du tiré à part, elle correspond aux pp. 256—263 de la revue citée Ajoutons qu'en Roumanie, on désigne, aujourd'hui même, du terme de « constantinat », les hyperperes très communs de Jean Vatatzes, montrant au droit le Christ trônant et au revers, la Vierge couronnant l'empereur

En ce qui concerne la bibliographie relative aux fils de Constantin le Grand, Constans et Constance II (auteur : R Klein), on devrait à notre avis y ajouter J. P. C. Kent, *The Roman Imperial Coinage* Vol. VIII, Londres, 1981, où l'on trouvera non seulement l'histoire de la monnaie romaine sous les empereurs cités, mais aussi de précieuses données historiques relatives à leur vie et à leur activité en général. La même remarque en ce qui concerne Constance Chlore (R. Klein), où l'on devrait compléter la bibliographie, en mentionnant C. H. V. Sutherland, *The Roman Imperial Coinage* Vol. VI, Londres, 1967. Dans ce même ordre d'idées, signalons l'absence de la voix **Crispus**, premier fils de Constantin le Grand.

Une autre lacune à signaler : **Craiova**, ville en Roumanie, attestée depuis 1475. mais évidemment plus ancienne.

Enfin, *ad vocem* **Dakien**, le texte et la bibliographie concernant l'antiquité (auteur : J. Gruber) sont, à notre avis, insuffisants et unilatéraux ; il est absolument nécessaire de les compléter par le *Dicționar de istorie veche a României (Paleolitic — sec. X)*, Bucarest, 1976, s.v. **daci** (A. Vulpe), **Dacia** (H. Daicoviciu) et les voix dérivées, où l'on trouvera également une bibliographie essentielle bien plus ample.

---

[1] *RÉSEE*, 17, 1979, p. 664—665; 19, 1981, p. 206—207, 799; 21, 1983, p. 77, 307, 372—385; 23, 1985, p. 83—86.

Pour conclure, nous désirons exprimer ici, encore une fois, le grand intérêt dont nous attendons l'apparition de chaque nouvelle livraison du *Lexikon des Mittelalters*, véritable instrument de travail pour les recherches consacrées à l'histoire du Moyen Âge.

O I

Studien zu Literatur und Kultur in Osteuropa Bonner Beiträge zum 9 Internationalen Slawistenkongress in Kiew herausgegeben von Hans-Bernd Harder und Hans Rothe Böhlau-Verlag, Köln Wien 1983, XII, 420 pp (Bausteine zur Geschichte der Literatur bei den Slaven, 18).

Les 23 contributions fournies par des slavisants de plusieurs pays abordent les divers aspects des études slaves dans les pays des Slaves méridionaux, d'Europe orientale et du centre de notre continent. La recherche contemporaine en général, et non seulement en ce qui concerne les domaines linguistique et littéraire, se doit de procéder à de larges ouvertures au-delà des limites nationales afin de s'assurer un horizon scientifique européen au moins, et de mieux saisir les liens et les rapports entre les diverses cultures. C'est la seule manière de mettre un frein aux exagérations nationalistes et chauvines, de renforcer la tolérance, de rapprocher les peuples et d'élever la recherche jusqu'au niveau de la vérité. Un exemple en ce sens s'avère être l'article d'Alexander Avenarius du présent recueil, intitulé *Das Werk des Konstantin und Method. Charakter, Gestalten und Wandlungen einer kulturellen Initiative* (p 1—23). Etudiée hors de son contexte, cette initiative pourrait passer à tour de rôle soit pour une question de politique intérieure et d'intérêt momentané, soit pour une preuve de supériorité intellectuelle chez les Slaves d'une région géographique donnée, soit pour l'illustration du fait qu'une culture ne saurait rayonner chez d'autres peuples que par le truchement d'un peuple donné, etc. Or, en considérant la question sous un angle européen, les dimensions et les rapports entre l'ensemble et ses parties composantes deviennent plus évidents : les langues « nationales » étaient tolérées, voire recommandées, par l'Eglise déjà depuis plusieurs siècles ; vers 796, les dirigeants politiques de la Moravie demandaient l'appui de Byzance en vue de contrecarrer le danger occidental ; la patriarchie latine d'Aquilée était en réalité un instrument de la politique byzantine ; une forme littéraire préétablie se prêtait aussi à son utilisation en faveur des Russes ou des Roumains ; l'efflorescence littéraire et le premier humanisme byzantin des IX^{e} XI^{e} siècles sont venus à l'appui de l'Eglise et de la direction laïque de l'Empire byzantin. Si l'Eglise et de l'Etat collaboraient, les intérêts politiques prévalaient toujours.

H M.

HERBERT HUNGER, *Prochoros Kydones Übersetzung von acht Briefen des Hl Augustinus* Wien, 1984, 92 pp 2 Taf (Wiener Studien. Zeitschrift für klassische Philologie und Patristik, Beiheft 9)

La célèbre dispute religieuse de Nicéphore Grégoras et Grégoire Palamas n'a pas pris fin en 1351, lors de la victoire officielle de ce-dernier. Elle devait se poursuivre en sourdine jusqu'en 1368, lors de la condamnation de Prochoros Kydones (1333—1370), le frère de l'écrivain Demetrios Kydones, un jeune moine instruit de l'Athos, qui connaissait le latin et s'intéressait à la doctrine de St. Thomas d'Aquin. La lecture d'Augustin, le représentant le plus typique de l'Eglise occidentale, le passionnait et l'aidait probablement à mieux saisir le point de vue de Nicéphore Grégoras et des anti-palamistes, parmi lesquels il se comptait lui-même. De la manière dont il procède à son choix et réalise sa traduction, un certain jour éclaire l'esprit, l'instruction, la culture et la destinée de leur auteur Et sa traduction est correcte, scientfique, fidèle : il ne s'agit pas d'une simple adaptation, comme c'était le cas si souvent au Moyen-Âge ; il s'en suit que nous sommes en présence d'un erudit, et non pas face à un quelconque propagandiste ou colporteur faisant du prosélytisme. Ses moyens en tant que traducteur sont, pour ainsi dire, de niveau moyen, dépourvus de toute haute rhétorique affectée, c'est-à-dire justement les moyens propres au style scientifique actuel. Par conséquent, la comparaison de sa version avec le texte original de St. Augustin représente pour nous le moyen

le plus adéquat pour saisir au mieux le génie, les structures et les particularités des deux grandes langues culturelles qui ont tenu un rôle si important en ce qui concerne l'évolution de l'humanité au Moyen-Âge

H M

LEILA ZAALOVNA HUSKIVADZE, *Medieval Cloisonné Enamels at Georgian State Museum of Fine Arts* (text in Georgian, Russian and English), Helovneba, Tbilisi 1984, 30,5 × 24,5, 159 p. (including the plates)

The collection of medieval enamels at the Georgian State Museum of Fine Arts, one of the richest all over the world, concentrates 227 cloisonné enamels of Byzantine and Georgian origin dating back to the 8th — 15th centuries. The present book gives a scientific catalogue of this collection and, at the same time, fulfills a need felt by all scholars interested in Byzantine minor arts. Some of these enamels have already been published, mainly in recent works such as CH. AMIRANASHVILI, *Les émaux de la Géorgie*, Paris 1962, W. SEIBT, T. SANINIKIDZE, *Schatzkammer Georgien. Mittelalterliche kunst aus dem Staatlichen Kunstmuseum Tbilisi*, Wien 1981 or L HUSKIVADZE, *Грузинские эмали*, Tbilisi 1981. But, thanks to the latter author, it is now for the first time that art historians have at their disposal a complete description of this Georgian treasure.

Unfortunately, the introductory part of the book offers the reader too short a review of the collection and a concise history of the development of enamelwork both in Georgia and in Byzantium. The catalogue that follows is based on the chronological principle and atones for the briefness of the introduction. The enamels, reproduced in colour, are divided into two groups, the figurative and the ornamental ones. Each description gives : the time and place of execution, the stylistic and iconographic peculiarities, paleographic data when necessary, analogies and bibliography.

The Byzantine enamels at the Georgian State Museum of Fine Arts are represented by specimens from the 9th up to the 12th century, beginning with the medallion of *St Peter* that adorns the *Martvili Icon of the Virgin* (cat. 2). From the 10th century outstanding pieces are the well-known central panel of the *Khakhuli triptych* (cat. 17—25) (the Platytera, two Archangels and the twelve Apostles described by couples) and the *Shemokmedi Icon* (cat. 32) (three rows of images rimmed by a common ornamental frame ; the central, broader, part shows the Anastasis and the Annunciation, the upper one Christ flanked by Saints Peter and Paul and the lower tiers Saint Pantaleon with Saints Cosmas and Damianos on either side). A contribution to imperial iconography, dating from the 11th century, brings a plaque, part of the *Khakhuli triptych* (cat. 39), representing Michael VII Doukas with the *labarum* and empress Mary, the daughter of king Bagrat IV of Georgia, holding a Georgian scepter, the two sovereigns being crowned by the Lord ; beyond the iconographic interest of the image, the quality of execution is inferior to contemporaneous Byzantine works, the piece evidently proceeding from a provincial workshop ; therefore, I would suggest that its origin is nevertheless Georgian. A valuable example of Byzantine craftsmanship in the 12th century is the central panel of the *Gold Icon*, the *Crucifixion with Longinus* (cat. 143), austerely coloured, with emotional figures and a very moving composition.

The earliest sample of indigenous origin kept in the Georgian State Museum of Fine Arts is the quadrifolium with the *Crucifixion* from the *Khakhuli triptych* (cat. I), 8th century, presenting rare details such as the full length soaring angels and the right Hand of God, the Father, giving benediction. The gold cross from *Shemokmedi* (cat. 12) accompanied by an inscription in Georgian mentioning king George of Abkhazia and a plaque with a *Pantocrator* (cat. 14) are the most vivid evidences of Georgian cloisonné enamelworks of the 10th century, bearing, as LEILA HUSKIVADZE asserts, clear national features : spontaneity of presentation, the rhythm of the sharp long folds, the partitions binding the figures, the wine-coloured shades of the flesh, the expression of the images treated simply, rather large chromatic diversity. The 12th — 13th centuries mark a particular upsurge of enamelwork in Georgia ; the cloisonnés are increasingly somptuous and decorative, picturesque and dynamic ; the drawing became simplified and synthetic, the image is divided into large surfaces of bright colour linked by an extremely elaborated network of golden lines. The best specimens from this period are a *Pantocrator* (cat. 84), the medallions of the *Icon of the Gelati Saviour* (cat. 106—111), the plaques with the *Presentation to the Temple* (cat. 145), the *Rising of Lazarus* (cat. 146) and the *Pentecos*

(cat 147), the frame of the *Kortskhali Icon* (cat. 148) and, finally, two sequences from the *Cycle of St. George* (cat. 149–150). The pieces I have mentioned here are only the most significant ones among an impressive lot of enamelworks of amazing beauty.

Doubtless, the specifically Georgian enamels at the Georgian State Museum of Fine Arts represent a particular phenomenon, although, I think, LEILA HUSKIVADZE proves a slight tendency to overestimating their national character. Sometimes, especially in the 11th century, the borderline between Georgian enamels and the Byzantine ones proper is hardly visible. Nevertheless, the Georgian enamelling art demonstrates, within the Byzantine patterns, a peculiar stylistic evolution, a certain emotional tenseness and a net taste for decorativism.

The high competence of LEILA HUSKIVADZE — and one can regret that her name is mentioned only on the Georgian front page — is only equalised by the distinguished graphic presentation of the book and the excellent quality of the colour plates.

D.B.

British Documents on Ottoman Armenians, vol. I (1856–1880). Ed by Bilâl N Şımşir, Ankara, Turk Tarih Kurumu Basimevi, 1982. (Publications of the Turkish Historical Society Serial VII — No 78), LXXIII + 770 pp. + 32 fig.

Well-known for his contributions which range mainly in the domain of editing various categories of historical sources of the Turkish or various European countries archives, Bilâl N. Şimşir, a diplomat and a historian, now focused on *British sources*. These are particularly important for the study of Moslem Orient at large and of the Armenian issue in the Ottoman Empire in particular.

The volume is part of the Turkish Society of History publications and comprises some 354 + 3 documents of the British archives (I. Foreign Office Archives, Confidential Print Public Record Office, London — F.O.424 ; II — "Turkey No..." — Blue Books). It starts with a lengthy *Introduction* (pp I–XXXI) presenting interesting conclusions. There follows a short précis (pp. XXXV–LXXIII), and the integral texts of the documents in chronological order (pp. 1–735). In the concluding part the author added several auxiliary elements (i.e. Addenda, Sources, Index) which facilitate the use of the volume and contribute to its scientific value.

The documents throw new light on the evolution of British policy vis-à-vis the Ottoman Empire and the Ottoman Armenians. They provide at the same time valuable information for the elucidation of some other aspects of the policy of such European countries as Russia and France.

The main funds of the documents is the correspondence between the Foreign Office and the representatives of Great Britain (Ambassadors, Consuls) in Constantinople or in various other parts of the Ottoman Empire. Of course some other categories of documents are included such as acts issued by the Ottoman authorities, memories of the Armenians, excerpts from the press, etc.

Most of the documents are in English but there are also some written in French provided either with an English translation or with footnotes.

From a chronological point of view the documents we refer to regard a relatively short period (1856–1880) which was nevertheless particularly important for the European international relations. It is already a well known fact that through the Paris Treaty (1856) a kind of collective protectorate of the Great Powers on the different problems linked to the Near East Issue was established, and that particular fact encouraged the non-Moslem populations in the Ottoman Empire to hope for possible aid from the great European Powers with a view to the fulfillment of their national aspirations. That is why a great number of documents included in the volume under review regard the efforts made by the Armenians to obtain a regional Armenian autonomy within the Ottoman Empire with obvious tendencies to total partition from the Turkish-Moslem world. The Romanian War for Independence in 1877–78 was an important moment in getting Russian aid, a fact stipulated in the San Stefano Treaty (March 3, 1878).

As they saw their interests in the East threatened, the Ottoman Empire and Great Britain concluded a convention (June 4, 1878) through which, in exchange of the Cyprus Isle England granted the defence of Ottoman interests at its East frontiers, a fact which eventually influenced British policy toward the Armenian population living in those areas of the empire.

The Armenians hoped a great deal for British aid in establishing an autonomous Armenian area in Oriental Turkey. But Great Britain was in fact interested in a British protection over East Anatolia and could not possibly support the Armenian claims to the end considering the Ottoman policy of preserving "territorial integrity" The efforts of Great Britain to gain ground for its own interests, generated conflicts with the Ottoman Porte, and besides the British projects could not satisfy entirely the goals of the Armenians living within the Ottoman Empire

Perusing the volume reveals that in spite of their often exaggerated promises. the European powers and firstly England would rather feebly support the Armenian cause under the then circumstances They only went as far as carrying out comprehensive reforms in favour of the non-Moslem populations (The Armenians included) living in the Ottoman Empire.

We do not wish to insist on the misprints which, on the whole, do not affect the contents of the volume

It is nevertheless a positive fact that the included documents give one the opportunity to get an image of the conditions granted to all the non-Moslem populations in the Ottoman Empire within the given interval, as well as on the international implications of the Near-East Issue on the whole. All the mentioned aspects and some others to which we made no reference, endow the volume with a special scientific value

M M.

ARBEN PUTO, L'Indépendence albanaise et la diplomatie des grandes puissances 1912 1914, "8 Nentori" Publishing House, Tirana, 1982, 528 pp

The Albanian historian Arben Puto focuses in this book on the most important historical and legal arguments linked to the independence of Albania and mainly to its international recognition The troubled period between 1912—1914 is analysed in detail in order to reveal the position adopted by the Great Powers in connection with the creation of the new Albanian state and their specific interests in that part of Europe. A particularly well-written chapter is chapter no. 3, which is entirely dedicated to the proceedings of the London Ambassadors Conference. The controversial issues are dealt with in chapters 4, 5 and 6 expounding on the talks among the Great Powers Offices The author evinces the deep divergencies which led to the prolongation of the London Conference up to August 1913, when a common agreement was reached.

Chapter 7 entitled, *The Debates on the Status of Albania and the Organization of the Albanian State* throws a new light on the way in which the dilemma, "suzerainty or independence". was solved The following chapters (8 to 12) define the Vlora Albanian government's position and reveal the efforts to preserve independence The last chapters (13 to 15) give an account on the internal situation in Albania. The book ends with the 1914 events which led to the chasing of the Wied prince off the unsafe throne of Albania.

A vast archive stuff, maps, notes, documents, a rich bibliographical material supplement the text. The present history is one of the best achievements of contemporary Albanian historiography.

G.M

I COTEANU, *Stilistica funcţională a limbii române. II. Limbajul poeziei culte. (The Functional Stylistics of Romanian. II. The language of learned poetry).* Ed. Academiei, Bucureşti, 1985, 175 p.

The recentmost book written by Professor I. Coteanu, Member of the Academy, investigates the main features of the Romanian poetic language. If the former volume of *The Functional Stylistics of Romanian (Style, Stylistics, Language)*, issued in 1973, was describing the modalities of transforming everyday speech into a language specific to folk poetry, the present one deals with the mechanisms by means of which the Romanian language comes to be projected into learned poetry, the latter being viewed as an integrating filter which makes a

synthesis of language values To this end, as the *Brief Preamble* already announces, the poetic language is explored such as it is manifested in the structures and functions of the discourse, whereas poetry is considered "a particular way of imagining the world" (p. 7)

The first chapter, *Poetic language*, defines poetics and rhetorics and indicates the role of these two disciplines in the configuration of the poetic code. Various ancient or recent conceptions of literature, as well as various up-to-date modalities of investigating it are overviewed, in order to subsequently expand upon the essential feature of the poetic text, i e. the imagination of a possible world, rendered conspicuous by means of a specific language Subchapter A deals with the *poetizing of speech* The author views poetic language as "the outcome of the action of endowing vocabulary with novel significances, of changing the inner face of words, of revealing what they are able to designate, beyond what we know they are usually designating" (p. 18). Along this line, in subchapter B. *The specific of a poetic language*, the hypothesis is put forward, and argued upon, that a statistical inventory of a certain poet's lexicon should establish not the frequency of occurrence of a certain term, but the frequency of the particular significances awarded to it by the semantics of each work of art, i e the density of ambiguization and of context-bound meanings The problem of *imitation* and of intertextuality is discussed in this light.

Chapter II gives an *Outline of a grammar of the Romanian poetic language*. It takes poetic language primarily as a series of rules governing the production of the discourse and specifies that its manifestation is the outcome of moulding the free variation zones of an idiom from semantics, which is the most lax one, up to morphology. which depends upon both semantics and syntax

The *constituent elements of the poetic phrase* are discussed in chapter III, inaugurated by the investigation of the *noun phrase* in poetry. The author expands upon the four main types of NP specific to the Romanian (poetic) language (i e. head + adjectival determinant (s); head + noun in the genitive ; head + prepositional noun phrase ; head + noun in the dative) and the subtypes resulting from combinations thereof. Cursivity and non-cursivity of the NP in deep and in surface structure is the main ground in the analysis of poetic ambiguity. Along this line a special place is held by the dislocations which can occur within *any* type of NP by introducing between its constituents a VP, an adverbial, another NP, or a break. The discussion, at the end of this subchapter, of the poetic "objects" expressed by NPs naturally leads the author to put forth an implicit theory of reference and to stipulate the basic modalities of transforming deep structure into surface structure The second subchapter is dedicated to the examination of the *Verbal Phrase in poetry* The difficulty is shown of segmenting the (marked and unmarked) constituents of a VP, therefore of including a certain syntagm into the category of VP : the difficulty is due to various intrinsic characteristics of standard Romanian grammar. The discussion of transitivity and of semantic transfer are closing the subchapter

Another chapter deals with the *concentration of phrase* at the level of the form of expression, an effect due to the great semantic distance between the associated terms and to the omission of connectors. *Adverbialization* is subsequently considered a typical modality of concentrating expression and of ambiguization. This is due to the fact that in Romanian most adjectives are identical in the masculine singular with the adverb of the same family.

Whenever such lexemes are inserted in poetry according to a certain order, the ambiguity results as to their morphological status, as well as the uncertainty as to the deep structure terms involved in the relation of attribution Discussion of the *elipsis of the verb predicate* and investigation of the aposition are the object of another subchapter. It is followed by the examination of a *condensation apart — the dative one*, the basis of which lies the possibility of a Romanian genitive-dative form to simultaneously depend upon a noun and upon a verb in the surface structure. The highest concentration degree of poetic expression is considered the *one-verse poem*, a closed artistic message, built upon a great semantic openness. The definition of Ion Pillat, an inter-war Romanian poet, is quoted, according to which "the one-verse poem consists of one line which is actually written and of a series of lines which are only suggested, but which follow each other until the text ends" (p. 145). The author establishes three main conditions to be fulfilled by the one-verse poem, namely 1) the necessity for the compulsory title to be included as a hint in the deep structure of the poem's one line, consequently the necessity for a distinction to be permitted between the two syntagms the poem consists in ; 2) the presence of at least one non-coallescent metaphor and 3) the presence of a strongly marked prosody.

The examination of *concentration* in relation to the *renewal of expression* is the object of the last but one section of chapter IV. A poetic text is considered to fullfil both these conditions whenever a word is repeated in various combinations, meant to "re-mould" its significance. The final subchapter, *Word-breaking*, investigates the process by means of which a

word is temporarily becoming empty of meaning (for instance, by way of endlessly repeating it) In this way, however, an effect of stereotipy can be obtained. "In order to avoid it, the poet seeks .../ different other modalities of reevaluating word significances, as the latter can never completely get rid of a semantic reference. Consequently, after having been "prepared' as shown above, they are capable of entering a new metaphorical sequence. To this end. the terms of an already known syntagm are, for instance, taken out of their usual net of relations and introduced into a new one (p. 164). "A possibility is thus inferred of a process of thinking and speaking outside any given linguistic system /.. /. This possibility is closely connected / to the poet's right of imagining worlds, i e semantics, which do not always coincide with our own, usual semantics" (p. 160).

This very idea is equally emphasized in the *Conclusion* of the book, lying at the basis of all the other conditions involved in the creation of a poetic language, including the axiological ones.

M.N.

IPHIGENIA CHRYSOCHOU, Πυρπολημένη γῆ (Verbrannte Erde), 2 Aufl Athena, 1981

In Romanform schildert die Verfasserin die Geschichte des kleinasiatischen Griechentums von 1877 bis 1922 und liefert damit, wie die Kritik hervorhob, ein wertvolles Zeitdokument. Ein Glossar erschließt die Spezifika des kleinasiatisch-smyrnaischen Wortschatzes.

Irm.

Πηγαὶ καὶ μελέται τῆς κυπριακῆς ἱστορίας (Quellen und Studien zur zyprischen Geschichte) VIII : Προξενικὰ ἔγγραφα τοῦ ιθ'αἰῶνος (Konsulatsurkunden des 19 Jahrhunderts), hgg. von Theodoros Papadopulos, Nicosia, 1980, LXIII + 551 p

Aufwendige, aussagekrafte Auswahl aus den Dokumenten des britischen Konsulats auf Zypern wahrend des 19. Jahrhunderts vor dem Berliner Kongreß. Die Einleitung handelt über den historischen Quellenwert dieser Urkunden und ihre Aussagekraft ; eine reiche Bibliographie verzeichnet das disponible Arbeitsmaterial. Die Urkunden selbst werden in thematischer Ordnung dargeboten, wobei auf statistische und ökonomische Aussagen besonders Gewicht gelegt ist. Ausfuhrliche Register ermöglichen eine vielseitige Nutzung der erschlossenen Dokumente

Irm.

ANDREAS KALVOS, Οἱ ψαλμοὶ τοῦ Δαβίδ. Εἰσαγωγὴ—σχόλια Γιάννη Δαλλᾶ (Die Psalmen Davids. Einfuhrung und Anmerkungen von Jannis Dallas), Athena, 1981

Die Psalmenubersetzung des griechischen Dichters Andreas Kalvos, 1820 in London zum ersten Male gedruckt, ist ein Dokument sowohl der geistlichen Aufklarung als auch der neugriechischen Übersetzungstechnik und wird als solches in der Einleitung von J. Dallas präsentiert. Ein reicher Anmerkungsapparat und umfangreiche Register erschließen die vielfaltigen Bezüge.

Irm.

JÜRGEN WERNER, *Poesie aus Griechenland : Elytis-Gedichte*, Die Weltbuhne 78, 1983. 943 f

Der Aufsatz stellt den griechischen Nobelpreistrager fur Literatur (1979) vor, Odysseas Elytis (geboren 1911), am bekanntesten geworden durch das von Mikis Theodorakis vertonte "To axion esti" und macht gleichzeitig mit der Auswahl "Glanzender Tag — Muschel der Stimme" (Berlin, Verlag Volk und Welt) bekannt

Irm

THEODOROS JO. GRYPARIS Ἡ βοσκοπούλα τοῦ Αἰγαίου Πελάγους. Θεατρικὸ ποιητικὸ ἐπύλλιο τοῦ 1838 [Die Hirtin vom Agaischen Meer. Eine Theateridylle in Versen aus dem Jahre 1838], hg. J Valetas, Athen, 1981

Im Jahre 1838 veroffentlichte ein in seinen Lebensdaten nur wenig faßbarer Bürger von Mykonos, Thedoros J. Gryparis. ein dramatisches Gedicht, das mit seiner Titelgestaltung „Die Hirtin vom Agaischen Meer" bewußt auf die um 1600 entstandene Idylle von der „ Ἔμορφη Βοσκοπούλα" zuruckgriff Gryparis' Gedicht stellt ein schatzenswertes Zeugnis nicht nur fur die Volkskultur von Mykonos, sondern vor allem auch fur den Demotizismus seiner Epoche dar. Valetas' Ausgabe reproduziert den selten gewordenen Text von 1838 mit literarhistorischer Einleitung und den notwendigen Kommentaren

Irm.

•

PASCHALIS M. KITROMILIDES & MARIOS L EVRIVIADES, *CYPRUS* (vol. 28 in World Bibliographical Series) Clio Press, Oxford. England, Santa Barbara, California, 1982.

A good sample for what the World Bibliographical Series usually publishes, i e well-documented and timely bibliographies, the issue dedicated to Cyprus was compiled by two scholars of political sciences, Paschalis M. Kitromilides and Marios Z. Evriviades

The bibliography is preceded by an Introduction (pp IX—XX) (Paschalis Kitromilides) pointing out to the main goals of the edition, i e. "to make a modest contribution toward an international infrastructure of Cypriot studies", to chalenge new researches on Cyprus and to offer a larger readership a substantial acquaintance with the Island of Aphrodita There follow a few words about Cypriot studies, then an account on the manner in which the bibliography entries were selected, acknowledgements to the institution and persons who contributed to the issue of the book.

The bibliography as such follows the editorial guidelines of the World Bibliographical Series and comprises sections dedicated to . The Country and Its People, Geography, Travel and Tourism, Flora and Fauna, Prehistory and Archaeology, History (with sub-sections of General History of Cyprus, Ancient Cyprus. Byzantine Period, Frankish and Venetian Periods, Ottoman Rule, British Rule, Cyprus Question, Cyprus Republic). Foreign Relations (divided into General, United Nations and Cyprus, Cyprus Question, Congressional and Parliamentary Publications), Ethnic Groups and Ethnic Relations, Languages and Dialects, Religion, Social Conditions (with sub-sections on Labour, Welfare. Social Problems), Society and Social Change, Law and Constitution, Economics, Trade and Industry (divided into General and Cyprus and the EEC), Agriculture, Statistics, Education, Literature, The Arts (with three subsections i.e. General, Byzantine Period and Folklore). Numismatics. Philately and Heraldry, Museum Guides, Mass Media (comprising Dailies, Weeklies, Turkish Cypriot Press, Periodicals) Directories, Bibliographies (General and Specialist).

An index of authors, titles and subjects which is most useful ends the bibliography under review together with a map of Cyprus.

We deem that Kitromilides' and Evriviades' efforts to present a most comprehensive bibliography on Cyprus were successful. "Cyprus" is an invaluable scholarly contribution toward a complete knowledge of a geographical, historical, social and political reality.

L B.-C.

VOLTAIRE, *Secolul lui Ludovic al XIV-lea*, (Le siècle de Louis XIV) I—II. Traducere, prefaţă. tabel cronologic şi note de Al George, Bucureşti, Ed. Minerva, 1983, 351 p.

Dans la lettre adressee à Milord Havrey, garde des Sceaux en Angleterre, rédigée par Voltaire et reproduite dans l'actuelle édition, l'auteur du *Siècle de Louis XIV* précisait en 1740 · « .., j'écris en qualité d'homme et non en sujet; je veux dépeindre le siècle passé et non seulement un prince J'en ai assez des histoires où il s'agit uniquement des aventures d'un certain roi, comme si ce n'était que lui au monde ou comme si rien n'était que rapporté a lui : bref, je veux écrire plutôt d'un grand siecle que d'un grand roi ».

Lorsqu'on lit ou consulte l'ouvrage considéré par Al. George, à juste titre, « un livre célèbre de la création voltairienne » (*Preface*, p VI), il faut avoir en vue en permanence la conception et la conviction de l'auteur, exprimées dans la lettre citee

Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra comprendra à sa vraie valeur le message d'idées d'une œuvre historique, representative non seulement pour un esprit encyclopédique comme celui de Voltaire, l'auteur qui a synthétisé par ses préoccupations le siècle des Lumières, mais aussi pour le niveau de l'historiographie française.

En parcourant les deux volumes du *Siècle de Louis XIV*, le lecteur prend contact non seulement avec le panorama d'une brillante epoque de l'histoire de la France mais aussi avec des moments cruciaux de l'histoire du continent européen Au fond, cette vision d'ensemble sur l'histoire des Français à l'époque de Louis XIV dans sa connexion avec l'histoire de l'Europe est dominee par l'objectif polémique de l'auteur, qu'il s'agisse des 20 chapitres du premier volume, à partir de *Les Etats de l'Europe avant Louis XIV* (p 14—33) jusqu'à *Pertes en Espagne les défaites de Ramillies et de Torino, de même que leurs consequences* (p 296 310) ou des 19 chapitres du deuxième volume, à partir de *Les conséquences des insuccès de la France et de l'Espagne Louis XIV délègue en vain son premier ministre pour demander la paix* (p. 7—32) jusqu'à *Disputes au sujet des cérémonies chinoises Comment ces querelles ont fait proscrire le christianisme en Chine* (p 339 349) le lecteur prend contact avec une tentative interessante de reconstituer toute une époque, investiguée par Voltaire, de différents points de vue

La traduction en roumain du *Siecle de Louis XIV* réalisée par Al. George, bénéficie. outre une ample Préface (p V XXXII), aussi d'un utile Tableau chronologique (p. XXXIII XLVII) et d'une série de notes, qui contribuent à sa meilleure compréhension.

La traduction roumaine du *Siècle de Louis XIV* représente un nouveau pas dans la restitution d'un des plus valeureux ouvrages dus à Voltaire.

I. M.

Calila e Dimna, edición, introduccion y notas de Juan Manuel Cacho Blecua y Maria Jesùs Lacarra, Clasicos Castalia, Madrid, 1984, 407 p

Cuidadosamente editado e ilustrado con fotografias de los manuscritos el presente libro representa un importante logro editorial tanto por la presentación, la calidad de sus jóvenes autores — entusiastas de esta clase de estudios — con ya probada autoridad en la materia de la narrativa medieval española, como también por el noble empeño de recuperar y restituir el frescor de la vitalidad de tan remota creación.

El penetrante y meticuloso *estudio preliminar* es una contribución singular y útil que allana el camino hacia la riqueza léxica y de contenido de la obra.

El análisis se inicia con el examen de los orígenes del *Calila*, libro de procedencia índica, colección de historias orales compuestas hacia el 300, traducido hacia el 570 al pehlevi y en el siglo VIII al árabe; siendo esta última la versión que se difundió por toda Europa y España.

Se desconoce la fecha exacta pero parece que la primitiva traducción castellana se realizó en el siglo XIII.

Analizando el arte de enseñar de la colección se subraya que se trata de una obra didáctica y pragmática que comprende normas de conducta práctica para la educación de principes y gobernantes El libro recoge el ,,movimiento dialéctico entre lo abstracto y lo concreto, entre las verdades generales y los ejemplos de aplicación particular''. Se destaca por consigu-

ciente la importancia de la vinculación entre el saber y el obrar visto que „una vez adquirido el saber no concluye aquí el camino del lector hasta llegar a ser llamado sabio, ya que el término implica siempre una vertiente práctica" (p. 22).

Al detenerse en el arte de convivir presentado por la obra los autores distinguen que la sabiduría que se trata de transmitir „es un conjunto de normas de conducta, que pueden sintetizarse en dos apartados: a) en el plano social enseña a conocer al prójimo; b) en el individual propugna como ideal una conducta mesurada, lejana del apresuramiento" (p. 27).

El arte de narrar consiste en „la organización de una serie de temas dentro de un marco mediante el cual se obtiene la unidad del conjunto, procedimiento muy utilizado en la tradición literaria de los pueblos orientales" (p. 31). Los dos personajes: el filósofo y el rey como participantes de un falso diálogo, la similitud y el contraste de situaciones, así como otros procedimientos estilísticos y narrativos favorecen el propósito didáctico de la colección.

En cuanto a la recepción del *Calila* se demuestra que la circulación de los cuentos orientales por Occidente se debió esencialmente a su inserción en la corrient edidáctica cristiana.

Otro punto interesante del estudio es el examen de los manuscritos conservados en los códices escurialenses, manuscritos procedentes de una taller alfonsí.

Son también coherentes, con el esfuerzo de los autores por una comprensión completa y la presentación más fiel posible del texto, las muy acertadas y abundantes *notas* que llevan de la mano al lector por todo el libro, situando la obra dentro del contexto medieval, aclarando pasajes oscuros, incorporando motivos y tipos folklóricos etc. Un *glosario* escogido para el riquísimo léxico del *Calila*, las modificaciones de grafías, así como una copiosa y actualizadísima *bibliografía* selecta facilitan aún más nuestra lectura devolviéndonos a la vez un muy útil instrumento de trabajo de especial interés filológico.

El importante y documentado estudio preliminar de los dos jóvenes profesores de la Universidad de Zaragoza consigue un encomiable objetivo de claridad, naturalidad y sencillez muy a tono con la obra analizada, imponiéndose por el rigor científico de la sólida formación filológica de sus autores que supieron interpretar y transmitir el texto en su contexto vital y cultural.

Estimamos conveniente recordar aquí que al tratar de los primeros ecos del *Calila* en tierras rumanas M. Anghelescu[1] sigue la fortuna del motivo de los sueños de Mamer (el nombre del sabio en la versión eslavona), motivo considerado un fragmento del *Calila* y recuerda que este libro fue traducido del árabe al griego bizantino en el sig. XI y en los siglos XIII–XIV al eslavón. La versión griega circuló en nuestro país en el sig. XVIII. El mismo N. Iorga confirma que dicho motivo se origina de la versión sur-eslava. El autor manifiesta a continuación que sólo el pretexto y el esquema épico hacen pensar en el *Calila* ya que „el texto y la sustancia del cuento de Mamer difiere mucho de éste" (p. 47).

F. I.

REVISTA DE HISTÓRIA DAS IDEIAS, Instituto de História e Teoria das Ideias, Faculdade de Letras, Coimbra, III, 1981, 576 p.

Le but de la revue, avoué par la rédaction de celle-ci, est de concrétiser les inquiétudes constantes de tous ceux qui voient dans l'étude et la recherche un désir d'aller plus loin dans la conquête du savoir et une aspiration sincère de contribuer au développement de la science et de la culture.

Le volume renferme les contributions de: Amandio A. Coxito — « O Compêndio de Lógica de M. de Azevedo Fortes e as suas fontes doutrinais » qui traite de la nature de la logique, du thème de la méthode et du problème de la connaissance; Amadeu Carvalho Homem — « Do Iluminismo ao Positivismo — Joaquim António da Silva Cordeiro e a sua obra » présente l'évolution de la philosophie au Portugal des Lumières au Scientisme et Positivisme dans l'œuvre de J. A. da Silva Cordeiro; João Maria André — « Os Descobrimentos Portugueses e a Teoria da Ciência no Século XVI » qui examine la théorie de la science à la fin du Moyen Age; la Renaissance et la science; la révolution scientifique du XVII[e]s.; la portée épistémologique des découvertes portugaises; les coordonnées conceptuelles des Ecoles Portugaises du XVI[e]s. et leurs relations avec la science et les conséquences des découvertes pour une

---

[1] Mircea Anghelescu — *Literatura română și Orientul* (secolele XVII–XIX), Editura Minerva, București, 1975.

nouvelle théorie de la science . Manuel Augusto Rodrigues — « Do Humanismo à Contra-Reforma em Portugal » qui aborde l'humanisme et l'humanisme chrétien ; la pénétration de l'humanisme au Portugal ; les expressions de l'humanisme portugais ; l'humanisme catholique ; Isabel Nobre Vargues — « Vintismo e Radicalismo Liberal — João Maria Soares de Castelo Branco » qui s'occupe des origines du radicalisme vingtiste, de la formation d'un libéral radical et du libéralisme vingtiste et le radicalisme ; Johannes-Michael Scholz — « Estado actual da investigação da história jurídica moderna em Espanha e Portugal » qui analyse les thèmes suivants : ius commune ; les droits particuliers et l'état de droit bourgeois ; José Nunes Carreira — « Camões Cristão-Novo ? A óptica do Hebraista » qui présente des preuves qui certifient en faveur d'un Camões chrétien sans d'autres qualificatifs, ayant une culture qui ne comprenait pas la connaissance de la langue hébraïque ; Armando de Jesus Marques — « O Elogio Fúnebre de Afonso de Albuquerque de Frei Sebastião Toscano » qui met avant le texte de l'Eloge quelques mots sur l'orateur de l'éloge du grand capitain et sur la pièce oratoire proprement dite ; Joaquim Chorão Lavajo — « Um confronto metodológico no diálogo islamo-cristão medieval Raimundo Martí e Raimundo Lulo » qui est une interprétation de la méthode lullienne concernant la conversion des païens par rapport à la méthode de Raymond Martí, que Lulle a tant critique et qui n'est autre chose que la méthode dominicaine : Fernando Catorga — « O Problema Politico em Antero de Quental — Um confronto com Oliveira Martins » qui traite les questions suivantes : la démocratie organique-corporative ; la question républicaine ; le françaisisme et le germanisme : le mouvement de « Vida Nova » ; la politique comme idéal de vie ; Antero et Martins : la philosophie de l'histoire.

La revue comprend aussi un tres intéressant et substantiel chapitre de comptes rendus et un autre concernant quelques-unes des activités réalisées par l'Institut d'Histoire et de Théorie des Idées en 1980—1981 telles que : publications, participations aux colloques, recontres et stages

F. I

Jahrbuch der österreichischen Byzantinistik herausgegeben von Herbert Hunger. Wien. 34 (1984), XII, 332 pp

D'un contenu aussi riche que varié, d'une présentation graphique hors concours, offrant une information à jour, une périodicité jamais mise en défaut, des projets éditoriaux hardis. soutenus par une équipe de travail permanent, cette revue jouit d'un prestige international de tout premier ordre La meilleure preuve en ce sens a été fournie lors du dernier Congrès international d'études byzantines, dont les Actes ont pu figurer en temps utile dans les pages de cette revue. Quant au present numero, il se compose notamment d'études analytiques et en tout premier lieu de celle que Herbert Hunger a consacré au poete Romanos Melodes. Par ailleurs, un bon travail s'avère celui des éditeurs de papyri et textes epars : P. J Sijpesteijn. W. Treadgold, W Lackner et H.-V. Beyer. Dignes d'être également remarquées les précieuses contributions dans le domaine de l'histoire de l'art dues à H Buchwald, A. Muthesius et A. Goulaki-Voutira. Une mention à part méritent aussi les contributions originales de K Smolak sur Nonnos, G Huxley portant sur les peuples des steppes chez Constantin Porphyrogénète, O Lampsidis à propos de Sebastocratorisa Eirene et Ph Hoffmann consacrée à un manuscrit medieal du XIII^e siecle L'étude philologique et linguistique entreprise par E Kislinger. K. Alpers et K.-H.Uthemann dans un domaine peu exploré auparavant témoigne des liens etroits entre ces deux grandes cultures et langues, étroits au point que l'exploration minutieuse de l'une ne saurait s'envisager sans l'appui de l'autre Enfin les rubriques réservées aux comptes rendus bibliographiques et à quelques brèves notes assurent un appoint périodique en ce qui concerne les publications essentielles, rendant de la sorte possible l'information régulière et satisfaisante des spécialistes.

H M.

Zeitschrift für Balkanologie herausgegeben von Norbert Reiter, Stavro Skendi, Klaus-Detlev Grothusen, Jahrgang XX (1984), 240 S.

Fondée en 1964 par le romaniste Günter Reichenkron, le byzantiniste Franz Dölger et le folkloriste-slavisant Aloïs Schmaus, dès le debut la presente revue s'est fixee ses propres limites, en se réservant les domaines linguistique, philologique, folklorique, ethnologique, des-

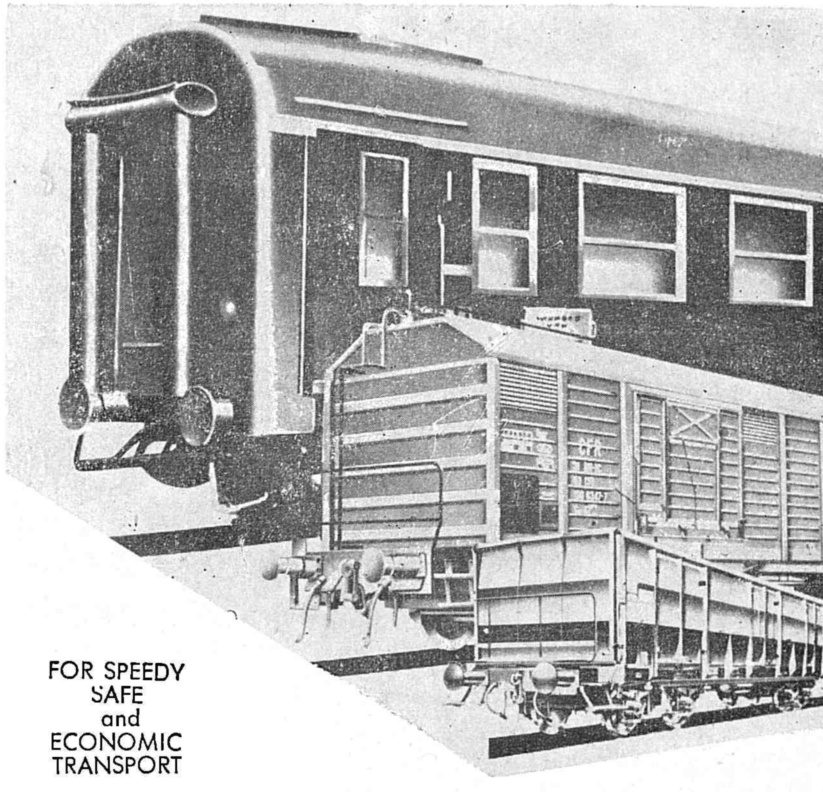
traditions byzantines, sociologique et de la critique littéraire. Aussi, n'a-t-elle pas abordé ni l'analyse des sources historiques, ni l'histoire politique, qu'elle a abandonnées en faveur du magazine périodique « Sudostforschungen » de Munich. C'est sans doute ce qui lui a permis de s'individualiser, d'élargir l'application de la methode comparatiste, d'en degager les caractères spécifiques des peuples du Sud-Est européen et arriver de la sorte à un degré plus avance de synthèse, pour devenir plus intéressante et recherchée. De ce tome, qui clôt sa deuxième dizaine d'années, il convient de retenir tout d'abord l'article de Norbert Reiter, *Sprachenstreit auf dem Balkan als Ausdruck gesellschaftlicher Gegensatze* (p. 173—191). L'argument sociologique si personnel, ainsi que la richesse de l'information en sont méritoires. Si l'explication proposée ne saurait être infirmée, on se doit de remarquer néanmoins qu'elle ne touche qu'à un seul aspect de la question, car la dispute des puristes et des protagonistes populaires en Grèce, des traditionnalistes et des novateurs dans le genre de Vuk Karadžić en Serbie eut des causes multiples, particulières à chaque region géographique En Albanie, Croatie, Roumanie et Slovénie l'affrontement n'eut pas la même intensité, en revanche dans ces pays la tradition culturelle de l'hellénisme et du slavonisme ne jouissait pas d'un si haut prestige. Mais ce qui attire surtout dans cette contribution c'est la méthode utilisée par l'auteur, c'est-à-dire la valorisation des rapports mutuels, des conditions du developpement social, de la manière propre a chaque pays de reagir face à l'ideologie européenne contemporaine.

Actuelle et instructive aussi l'étude démographique de la région autonome de Kossovo (Yougoslavie), entreprise par Rainer Joha Bender La méthode comparative de Dagmar Burkhart dans son article *Die Soziale Stellung der Frau auf dem Balkan und ihre Manifestation im semantischen Feld HEIRATEN* (p. 41—72) devrait être reprise et appliquée à d'autres champs sémantiques Trois contributions comportent des matériaux et des discussions mettant en cause le domaine de l'albanologie (W. Breu, R. Rohr, L. D Tsitsipis) A la question : *Ist das Altkirchenslavische eine Balkansprache*? (p. 142—160), la réponse de l'auteur Uwe Hinrichs (Berlin) est *non*. Malheureusement, du fait que notre connaissance du sujet repose uniquement sur quelques rares traductions du grec remontant aux IX^{e}—XI^{e} siècles et que les considérations théoriques de l'auteur prennent une ampleur excessive, un doute plane sur l'opportunité du débat.

H M

8—c. 1709

PRINTED IN ROMANIA



FOR SPEEDY
SAFE
and
ECONOMIC
TRANSPORT

offers

MECANOEXPORTIMPORT

- passenger coaches
- bar and dining cars
- sleeping cars
- mail, parcel and service cars
- covered and open freight cars
- special wagons for cement, cereals, coal, mineral transport
- tank wagons
- wagons for car transport
- flat cars
- axles, single-disc wheels, axles with single disc wheels and bogies

Our firm offers such export goods as freight cars and passenger coaches to meet the customer's demands.

The cars delivered by us are manufactured in compliance with UIC, RIV and AAR specifications as well as with standards in force in various countries.

MECANOEXPORTIMPORT also offers workshops for vehicle repair and maintenance, assembly lines and turnkey vehicle plants.

MECANOEXPORTIMPORT BUCHAREST ROMANIA
10 M. Eminescu Street POB 22 107
Telex 10269 telephone 11 98 55

LIVRES PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

ANDREI PIPPIDI, **Tradiţia politică bizantină în ţările române în secolele XVI–XVIII** (La tradition politique byzantine dans les pays roumains aux XVI^e–XVIII^e siècles), 1983, 274 p.

GEORGE MURNU, **Studii istorice privitoare la trecutul românilor de peste Dunăre** (Etudes historiques concernant le passé des Roumains d'outre-Danube). Ed. soignée par Nicolae Şerban Tanaşoca, 1984, 203 p.

* * * **Relaţii româno-bulgare de-a lungul veacurilor. Studii. Vol. II** (Relations roumano-bulgares à travers les siècles. Etudes. II^e volume), 1984, 172 p.

* * * **Intelectuali din Balcani în România** (sec. **XVII–XIX**) (Intellectuels des Balkans en Roumanie aux XVII^e–XIX^e siècles). Coordonnateur Alexandru Duţu, 1984, 206 p.

* * * **Reprezentanţa diplomatică a Moldovei la Constantinopol (30 august 1741 – decembrie 1742)** (La représentance diplomatique de la Moldavie à Constantinopole du 30 août 1741 au mois de décembre 1742). Traduction du grec, étude introductive, notes et commentaires par Ariadna Camariano-Cioran, 1985, 308 p.

* * * **Bibliografia istorică a României. VI. 1979–1984** (Bibliographie historique de la Roumanie). Sous la direction de Ştefan Pascu, 1985, 532 p.

* * * **Nouvelles Etudes d'Histoire**. Publiées à l'occasion du XVI^e Congrès International des Sciences Historiques, Stuttgart, 1985. Coordonnateurs : Ştefan Pascu, Ştefan Ştefănescu, Dan Berindei, 1985, 288 p.

AL. ZUB, **De la istoria critică la criticism** (De l'histoire critique au criticisme). Coll. « Biblioteca istorică », LXV, 1985, 312 p.

* * * **Unitatea naţională a românilor în epoca modernă, 1821–1918** (L'unité nationale des Roumains à l'époque moderne. 1821–1918). Coll. « Biblioteca istorică », LXVI, 1985, 278 p.

ISSN 0035–2063

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XXIV, N° 1, P. 1–114, BUCAREST, 1986

I. P. Informaţia c. 1709

43 456

Lei 50